La classe politique réagit à l'appel au dialogue lancé par Gaïd Salah

Unanimité sur la consécration d'un dialogue constructif et divergence sur les mécanismes de sa concrétisation

Lire page 4

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Imsak 3:44
Iftar 20:03

Quotidien National d'Information - 8e Année - Jeudi 30 mai 2019 - 25 Ramadhan 1440 - N° 2108 - Algérie : 10 DA / 1 € www.lechodalgerie-dz.com

En vue d'une sortie de la crise politique

L'Armée trace une feuille de route basée sur le dialogue et la concertation

Poursuivant sa visite de travail et d'inspection à la 6e Région militaire, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, a affirmé, hier, que «la priorité aujourd'hui est que chacun de nous croit en l'importance d'aller vers un dialogue productif qui permet de faire sortir notre pays de cette phase, relativement complexe, qu'il traverse et assure ainsi la voie vers la tenue des prochaines élections dans les plus brefs délais possibles, loin de périodes de transition aux conséquences incertaines, car l'Algérie ne peut supporter davantage de retard et de procrastination».



Photo : L'Echo d'Algérie © Lire page 3



L'Echo d'Algérie : 30/05/2019
Anep : 0070

Une aide-soignante diffuse une opération chirurgicale en direct sur Facebook

La direction du CHU d'Oran porte plainte



La direction du CHU d'Oran a porté plainte devant le procureur de la République près le tribunal d'Oran contre une aide-soignante ayant diffusé en direct sur Facebook une opération chirurgicale pratiquée sur un malade, a-t-on annoncé, ce mercredi, au CHUO. La direction du CHU a suspendu infirmière exerçant au service de chirurgie ORL en prévision de sa comparution devant un conseil de discipline pour avoir divulgué un secret professionnel et transgressé la vie privée d'un patient. L'aide- soignante indélicate a filmé une intervention chirurgicale sur une malade à son insu et à l'insu du personnel médical opérant et l'a diffusée en direct sur Facebook. Une fois informée, la cheffe du service a avisé la Direction générale du CHUO sur cette affaire, a-t-on indiqué.

M. S.

Mila

Un mort et 3 blessés dans un accident de la circulation à Oued Athmania

Une personne a perdu la vie et 3 autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu dans la commune d'Oued Athmania (Mila) lors d'une violente collision entre deux véhicules sur un tronçon de la RN 5, a-t-on appris, ce mercredi auprès des services de la Protection civile.
L'accident qui s'est produit, hier après-midi, a fait 4 victimes âgées entre 24 et 50 ans, dont une décédée sur place et 3 ont été blessées, a expliqué la même source, notant que les blessés ont été transférés par les éléments de l'unité secondaire de la Protection civile de la commune d'Oued au service des urgences de l'hôpital de cette collectivité locale.
De leur côté, les services de sureté territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

Bordj Bou-Arreridj

Décès de 2 cantonniers fauchés par une voiture

Un dramatique accident s'est produit dans la matinée de mardi de la semaine en cours, vers 9h 30, sur la RN106 reliant Bordj Bou-Arréridj à Béjaïa à hauteur de Aouin Zerigua, sortie nord de Bordj Bou-Arréridj dans la commune de Medjana. Des ouvriers ont été percutés de plein fouet par une voiture, 2 cantonniers, sont décédés sur le coup. L'accident qui s'est produit sur cette route très fréquentée, où des travaux étaient en cours, a causé la mort des travailleurs de la Direction des travaux publics, a annoncé la Protection civile de Bordj Bou-Arréridj dans un communiqué de presse. Lors d'une mauvaise manœuvre, le conducteur pour des raisons encore indéterminées a perdu le contrôle de sa voiture et a fauché les ouvriers. Le choc a été terrible, puisque les deux victimes, âgées de 31 ans, sont mortes sur le coup. Les dépouilles ont été transportées à la morgue de l'hôpital Bouzidi-Lakhdar et une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les causes et les circonstances exactes de ce drame.

Blida

Saisie de kif traité, un mandat de dépôt

Faisant suite à des informations relatives à la présence d'un individu qui commercialiserait du kif traité à travers plusieurs quartiers de Blida, la Brigade criminelle de la sûreté de wilaya de Blida diligenta une enquête discrète qui lui permit d'identifier le suspect. La perquisition effectuée aussitôt en son domicile permit aux inspecteurs d'y découvrir une quantité estimée à 700 g de kif traité destinée à la commercialisation. Le mis en cause a été présenté à la justice qui l'a placé en détention préventive.

Mascara

Près de 19 quintaux de viandes avariées saisis

Durant la première quinzaine du mois de Ramadhan, les services de la police en collaboration avec ceux du commerce et de l'APC ont effectué des contrôles de commerce. Ils ont saisi 18,9 quintaux de viandes rouges et blanches avariées. En outre, un nombre de 248 infractions a été enregistré à l'issue du contrôle de plus de 1600 locaux commerciaux à travers le périmètre de compétence.
Pour la nature des infractions, il s'agit d'abattage illégal, exercice d'une activité supplémentaire, exercice d'une activité non inscrite sur le registre de commerce et infraction à l'arrêté de wilaya relatif à l'exposition des marchandises hors des locaux. Les procédures légales ont été accomplies à l'encontre des contrevenants, outre la destruction des viandes saisies en coordination avec les services compétents.

Relizane

Neuf personnes blessées dans un accident à Oued Djemaâ

Neuf personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu, lundi de la semaine écoulée, aux environs de 18 h, au lieudit El Mouamnia, une localité relevant de la commune d'Oued Djemaâ, à une quinzaine de kilomètres du chef-lieu de Relizane, non loin de l'entrée de la commune d'Oued Djemaâ (10 km au nord de Relizane), a-t-on appris de la Direction locale de la Protection civile. L'accident a eu lieu sur la RN 4 à l'entrée nord de la commune d'Oued Djemaâ, suite au dérapage d'un véhicule touristique, a précisé la même source, relevant que l'unité secondaire de la Protection civile relevant de ladite commune est intervenue pour évacuer les victimes de cet accident et prodiguer les premiers secours aux neuf personnes blessées âgées respectivement de 2 à 46 ans avant leur transfert aux urgences médicales de l'établissement hospitalier public Mohamed-Boudiaf du chef-lieu de Relizane. Par ailleurs, les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances de cet accident.

Tiaret

190 quintaux de blé interceptés

A peine une dizaine de jours après la saisie de 330 quintaux de farine en vrac à Ksar Chellala et l'arrestation de trois individus, la Brigade de Gendarmerie de Medrissa, dans la wilaya de Tiaret, a encore saisi 190 quintaux de blé tendre pour une valeur financière de près de 42 millions de centimes, lit-on dans un communiqué du Groupement territorial de la Gendarmerie. Selon la même source, un tracteur se trouvant sur la RN 90 et se dirigeant vers la localité d'Aïn Dheb a été intercepté par une patrouille mobile de la gendarmerie, chargé de 190 quintaux de blé tendre mélangé à du blé panifiable d'importation. La marchandise a été saisie et déposée au niveau d'un point de stockage à Medrissa et le dossier transmis à la justice.

Sidi Bel-Abbès

Saisie de 12 quintaux de viandes impropre à la consommation aux 20 premiers jours du Ramadhan

Les services de la sûreté de wilaya de Sidi Bel-Abbès ont procédé aux 20 premiers jours du mois du Ramadhan à la saisie de plus de 12 quintaux de viandes de différentes espèces impropres à la consommation, a-t-on appris, ce mercredi, de la cellule d'information et de communication de cette instance de sécurité. Cette quantité de viande destinée à la vente a été saisie car n'ayant pas respecté les conditions de conservation et d'hygiène après contrôle ciblant plusieurs boucheries implantées à Sidi Bel-Abbès. Les saisies ont été opérées par le service de wilaya de la police en collaboration avec des partenaires dans 124 magasins avec la saisie de 879 kg de viandes rouges, 230 kg de viandes blanches, 96 kg de poissons qui ont été détruits en collaboration avec des instances compétentes. Pour rappel, les actions de saisie interviennent dans le cadre de la mise en œuvre du programme de contrôle des locaux commerciaux du plan de sécurité du mois du Ramadhan élaboré par les services de la sûreté de wilaya. La brigade mixte vétérinaire/sûreté de Sidi Bel-Abbès a saisi plus de 1155 kg de viandes avariés à travers des boucheries dans les communes de la wilaya durant la première quinzaine du mois du Ramadhan, selon la chargée d'hygiène alimentaire et de la qualité à l'inspection vétérinaire de wilaya. Faiza Diafi a indiqué dans ce contexte la saisie de plus de 554 kg de viandes rouges, 553 kg de viandes blanches dont la viande hachée préparée, les saucisses, la viande de dinde, 50 kg de poissons ajoutant que le bilan le plus lourd a été relevé la première semaine du mois du ramadhan avec la saisie de 800 kg de différentes types de viandes.



Edité par la Sarl Echo Medias Algérie

Directeur Général Fondateur
Tewfiq Meraou

L'ECHO D'ALGERIE
Quotidien National d'Information

Directeur de la Publication
Ahsene Saaid

Rédacteur en Chef
Mouloud Hamdi

Directeur Technique
Walid Boumaaraf

Siège Social : 32, Avenue de Maubeuge - Alger
Rédaction : 5F, rue des 3 Frères - Bouadou Bir Mourad Raïs - Alger
Tél-Fax : 023 54 23 23 / 023 54 23 02
Direction de la publicité : Tél-Fax : 023 54 23 04
Compte N° : 00500111400201363101 3

Anep
Tél : 021 73 76 78
021 73 71 28
Fax : 021 73 95 59

Diffusion
Ouest-Centre-Est
Zigzag Expresse

Impression
SIA

www.lechodalgerie-dz.com E-mail : echodalgerie@gmail.com L'Echo d'Algérie Quotidien National d'Information @echodalgerie_dz

• Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la rédaction ne sont pas restitués et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation.

L'ECHO D'ALGERIE
www. lechodalgerie-dz.com

En vue d'une sortie de la crise politique

L'Armée trace une feuille de route basée sur le dialogue et la concertation

Poursuivant sa visite de travail et d'inspection à la 6e Région militaire, le général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'ANP, a affirmé, hier, que «la priorité aujourd'hui est que chacun de nous croit en l'importance d'aller vers un dialogue productif qui permet de faire sortir notre pays de cette phase, relativement complexe, qu'il traverse et assure ainsi la voie vers la tenue des prochaines élections dans les plus brefs délais possibles, loin de périodes de transition aux conséquences incertaines, car l'Algérie ne peut supporter davantage de retard et de procrastination».

«La priorité aujourd'hui, et je le redis instamment encore une fois, est que chacun de nous croit en l'importance d'aller vers un dialogue productif qui permet de faire sortir notre pays de cette phase, relativement complexe, qu'il traverse et assure ainsi la voie vers la tenue des prochaines élections dans les plus brefs délais possible, loin, et je le dis, de périodes de transition aux conséquences incertaines, car l'Algérie ne peut supporter davantage de retard et de procrastination.

La solution est entre les mains des Algériens fidèles à leur patrie et c'est eux qui trouveront la solution à travers, **je le répète, le dialogue qui mène à un consensus et un compromis sur l'impératif de l'organisation des élections présidentielles, le plutôt possible.** Il n'y a aucune raison de continuer à perdre du temps, car le temps est précieux et il ne faut pas le gâcher dans des discussions stériles loin du véritable dialogue sincère et constructif. Rien n'est impossible et l'Algérie attend une sortie légale et constitutionnelle qui la prémunira contre toute forme d'exacerbation de la situation», a-t-il soutenu. Partant de ce principe, «nous considérons que l'axe principal autour duquel il y a lieu de fédérer les efforts des bonnes volontés parmi les enfants de l'Algérie, est l'axe du dialogue franc qui fait des revendications populaires, aussi nombreuses que concrètes, acquises jusque-là, sa base fondamentale et sa rampe de lancement. Il y a lieu de faire du dialogue un projet civilisationnel qui tiendra lieu de culture répandue parmi les enfants de la même patrie. Il est certain que les contours de la feuille de route de ce dialogue se préciseront davantage à travers le sérieux et la rationalité des initiatives, et à travers la recherche sérieuse des solutions idoines à cette crise qui perdure, dans les plus brefs délais», a-t-il souligné, ajoutant que «les personnalités et les élites nationales» à un dialogue «sincère et objectif» pour résoudre la crise que vit le pays à travers des «concessions réciproques».

Ce dialogue est «la seule voie qui permettra au pays de sortir de la crise qu'il traverse», a estimé Gaïd Salah au cours d'une rencontre d'orientation avec les cadres et les personnels da la 6eme région (Tamanrasset) diffusée par visioconférence à l'ensemble des unités de la Région. Pour le chef d'état-major «l'unique voie» permettant de sortir de la crise que traverse notre pays, est d'adopter un dialogue sérieux, sincère, réaliste, constructif et clairvoyant, qui place l'Algérie au-dessus de toute considération». Car ce dialogue, argue-t-il, «signifie la disponibilité de tous à s'entendre et s'écouter mutuellement, avec pondération, sérénité, engagement et une aspiration sincère vers la nécessité, voire l'impératif, de trouver les solutions idoines sans délai». Gaïd Salah en appelle à «toutes les parties» afin qu'elles fassent «preuve de responsabilité à faire du dialogue la bouée de sauvetage de la patrie», et «tirer les enseignements des expériences et des évènements tragiques passés, où la raison était absente, et dont l'unique perdant était la patrie». Dans ce dialogue «auquel les personnalités et les élites nationales, fidèles à la nation et à son intérêt suprême sacré, doivent participer», il «sera question de l'évaluation des circonstances que vit le pays et de concessions réciproques pour le bien du pays». C'est ainsi, conclut-il, «que l'on outrepasse les divergences entre les différents avis, ou du moins on réduit les écarts entre les points de vue contradictoires et contrastés, sachant que rien ne s'élève au-dessus de l'intérêt de notre pays».

Gaïd Salah avait mis en garde contre les desseins de certains à vouloir exacerber la situation et faire perdurer cette crise, en répandant sciemment les rumeurs, les informations erronées et les mensonges, de façon continue, à travers de nombreux médias, précisant que «ceux qui tendent à exacerber la situation et faire perdurer cette crise sont ceux-là mêmes qui œuvrent sciemment à répandre continuellement les rumeurs, les informations erronées et les mensonges à travers de nombreux médias, et ils ne peuvent en aucun cas contribuer à créer un climat d'entente mutuelle propice, voire un dialogue calme et serein et cela induit que ceux qui recourent à de telles pratiques sont contre le dialogue sérieux et pondéré. Ce sont des objectifs qui ne sont nullement innocents, dont les instigateurs supporteront les conséquences devant Allah, le peuple et l'histoire. Ils empruntent délibérément cette voie, même s'il était en leur capacité d'acquérir davantage de crédibilité en mettant l'accent sur la transmission des faits réels, au lieu de s'adonner à la désinformation de l'opinion publique par des mensonges et des scénarios fabriqués de toutes pièces et erronés, qu'ils imputent à des personnalités et des centres de décision, tout cela sur la base de plans étudiés et élaborés avec une grande ruse, afin de discréditer tout acte visant l'apaisement de la population et la recherche de solutions idoines à la crise actuelle que traverse le pays, leur but évident étant d'entraver toute solution et obstruer toute bonne démarche nationale de dialogue et de concertation entre les différentes parties». Ce dialogue, dira-t-il, «doit œuvrer à rechercher tous les moyens permettant de rester dans le cadre de la légitimité constitutionnelle, dans l'impératif de revenir au plus tôt aux urnes afin d'élire un président de la République conformément à la volonté populaire souveraine. Il est certain que ceux qui veulent entraver ces efforts nationalistes salutaires sont des individus et des parties qui agissent selon la logique de la bande, et qui marchent sur les traces de ses porte-voix et ses complices visant toujours davantage de manipulation et de désinformation».


Ph : Fateh Guidoum ©

Le général de corps d'armée a affirmé que «la loyauté envers la patrie requiert la mobilisation de tous au service de l'Algérie, ce qui exige nécessairement que le peuple algérien se mette aux côtés de son Armée pour relever tous les défis rencontrés afin de mettre en échec toutes ces entreprises non constructives et décourageantes, **le peuple algérien doit avancer aujourd'hui, aux côtés de son Armée, relevant tous les défis, et faisant preuve d'une loyauté totale à la Nation**, une loyauté qui requiert la mobilisation de tous, chacun dans son domaine de compétences et dans la limite de ses responsabilités, notamment dans le secteur de l'information à travers toutes ses branches, au service de l'Algérie, car l'information se doit d'être le miroir qui reflète les revendications réelles du peuple algérien, et sa voix sincère qui relate les vérités et communique ses revendications, sans déformation ni falsification, et sans instrumentalisation à des fins autres que les intérêts du pays, car les intérêts matériels ne peuvent en aucun cas se substituer à la Nation, puisqu'ils finiront par disparaître, tandis que l'Algérie demeure». Il a rappelé que **le génie du peuple algérien «se révèle davantage durant les crises et les moments difficiles, où se consolide l'union entre toutes les franges du peuple, se renforce l'esprit de solidarité** et se manifeste le sens du sacrifice et du dévouement envers la patrie. Il suffit de lire l'histoire nationale et ce qu'elle recèle comme défis, pour se rendre compte que le génie du peuple algérien est l'un de ses traits distinctifs, en tant que peuple résistant, authentique et épris de son pays, un peuple noble, de par ses positions et son parcours, qui a de tout temps placé les intérêts de sa nation au-dessus de ses intérêts personnels, et ces vertus apparaissent davantage dans les moments difficiles. C'est en pareilles circonstances que se consolide l'union entre toutes les franges du peuple, se renforce l'esprit de solidarité et de fédération des efforts avisés, et se manifeste ainsi le sens du sacrifice et du dévouement envers la patrie. Sans doute, l'exemple le plus éloquent de ce que j'avance est l'union inégalée entre le peuple algérien résistant et l'Armée de libération nationale révolutionnaire, lors de la Révolution de Libération nationale, cette solidarité et cette cohésion ont généré une force colossale qui a anéanti les fondements du colonialisme français et démoli ses piliers de manière irréversible».

T. Benslimane

2e discours de Gaïd Salah à Tamanrasset

Texte intégral

Le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah s'est une nouvelle fois exprimé, ce mercredi 29 mai, sur la situation politique dans le pays. Ci-après le texte intégral de son intervention diffusé par le ministère de la Défense nationale : «Ceux qui tendent à exacerber la situation et faire perdurer cette crise sont ceux-là mêmes qui œuvrent sciemment à répandre continuellement les rumeurs, les informations erronées et les mensonges à travers de nombreux médias, et ils ne peuvent en aucun cas contribuer à créer un climat d'entente mutuelle propice, voire un dialogue calme et serein et cela induit que ceux qui recourent à de telles pratiques sont contre le dialogue sérieux et pondéré.

Ce sont des objectifs qui ne sont nullement innocents, dont les instigateurs supporteront les conséquences devant Allah, le peuple et l'histoire. Ils empruntent délibérément cette voie, même s'il était en leur capacité d'acquérir davantage de crédibilité en mettant l'accent sur la transmission des faits réels, au lieu de s'adonner à la désinformation de l'opinion publique par des mensonges et des scénarios fabriqués de toutes pièces et erronés, qu'ils imputent à des personnalités et des centres de décision, tout cela sur la base de plans étudiés et élaborés avec une grande ruse, afin de discréditer tout acte visant l'apaisement de la population et la recherche de solutions idoines à la crise actuelle que traverse le pays, leur but évident étant d'entraver toute solution et obstruer toute bonne démarche nationale de dialogue et de concertation entre les différentes parties.

Ce dialogue doit œuvrer à rechercher tous les moyens permettant de rester dans le cadre de la légitimité constitutionnelle, dans l'impératif de revenir au plus tôt aux urnes afin d'élire un Président de la République conformément à la volonté populaire souveraine. Il est certain que ceux qui veulent entraver ces efforts nationalistes salutaires sont des individus et des parties qui agissent selon la logique de la bande, et qui marchent sur les traces de ses porte-voix et ses complices visant toujours davantage de manipulation et de désinformation».

Le général de corps d'armée a affirmé que la loyauté envers la patrie requiert la mobilisation de tous au service de l'Algérie, ce qui exige nécessairement que le peuple algérien se mette aux côtés de son Armée pour relever tous les défis rencontrés : «Afin de mettre en échec toutes ces entreprises non constructives et décourageantes, le peuple algérien doit avancer aujourd'hui, aux côtés de son Armée, relevant tous les défis, et faisant preuve d'une loyauté totale à la Nation, une loyauté qui requiert la mobilisation de tous, chacun dans son domaine de compétences et dans la limite de ses responsabilités, notamment dans le secteur de l'information à travers toutes ses branches, au service de l'Algérie, **car l'information se doit d'être le miroir qui reflète les revendications réelles du peuple algérien, et sa voix sincère qui relate les vérités et communique ses revendications, sans déformation ni falsification, et sans instrumentalisation à des fins autres que les intérêts du pays,** car les intérêts matériels ne peuvent en aucun cas se substituer à la Nation, puisqu'ils finiront par disparaître, tandis que l'Algérie demeure».



Le général de corps d'armée a rappelé que le génie du peuple algérien se révèle davantage durant les crises et les moments difficiles, où se consolide l'union entre toutes les franges du peuple, se renforce l'esprit de solidarité et se manifeste le sens du sacrifice et du dévouement envers la patrie :

«Il suffit de lire l'histoire nationale et ce qu'elle recèle comme défis, pour se rendre compte que le génie du peuple algérien est l'un de ses traits distinctifs, en tant que peuple résistant, authentique et épris de son pays, un peuple noble, de par ses positions et son parcours, qui a de tout temps placé les intérêts de sa nation au-dessus de ses intérêts personnels, et ces vertus apparaissent davantage dans les moments difficiles.

C'est en pareilles circonstances que se consolide l'union entre toutes les franges du peuple, se renforce l'esprit de solidarité et de fédération des efforts avisés, et se manifeste ainsi le sens du sacrifice et du dévouement envers la patrie. Sans doute, l'exemple le plus éloquent de ce que j'avance est l'union inégalée entre le peuple algérien résistant et l'Armée de libération nationale révolutionnaire, lors de la glorieuse révolution de libération, cette solidarité et cette cohésion ont généré une force colossale qui a anéanti les fondements du colonialisme français et démoli ses piliers de manière irréversible».

La classe politique réagit à l'appel au dialogue lancé par Gaïd Salah

Unanimité sur la consécration d'un dialogue constructif et divergence sur les mécanismes de sa concrétisation

Les formations politiques ont été unanimes quant à l'importance de la consécration du dialogue constructif entre les différents partenaires pour sortir de la crise que traverse le pays, tel qu'énoncé mardi dans le discours du général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), mais les approches sont mitigées concernant les mécanismes de sa concrétisation. Dans ce cadre, le Rassemblement national démocratique (RND) a salué l'appel adressé par le vice-ministre de la Défense, lors de sa visite à la 6e Région militaire à Tamanrasset, aux forces et personnalités nationales visant à établir un dialogue sérieux pour sortir de la crise et organiser une élection présidentielle qui devra être l'issue vers la consécration de la volonté du peuple et la réalisation des réformes escomptées. Le RND a affirmé que sa position émane de «sa ligne constante depuis le début de la crise», convaincu que «l'Algérie a besoin de préserver sa stabilité et son unité à travers la contribution de tous les nationalistes jaloux de leur patrie». Dans le même sillage, le Mouvement populaire algérien (MPA) a souligné, dans son communiqué, «sa pleine adhésion» à l'appel du dialogue de Gaïd Salah, rappelant qu'il «demeure fidèle à ses principes nationaux et démocratiques à travers le dialogue constructif entre les différents partenaires politiques et socioéconomiques». Pour le MPA, l'option du dialogue constitue «la seule voie à même d'aboutir à des solutions consensuelles pour le règlement des problèmes nationaux par voie politique et pacifique». L'aboutissement de ce processus exige de placer l'Algérie au dessous de toute considération», a-t-il ajouté, soulignant sa disposition à prendre part à cette entreprise pour sortir de la crise dans les plus brefs délais. Dans un communiqué, le parti Tajamou Amel El Djazaïr (TAJ) a qualifié le dialogue auquel a appelé le vice-ministre de la Défense nationale «d'opportunité précieuse et importante» pour conduire l'Algérie vers la voie du salut «dans les plus brefs délais». TAJ a appelé «toutes les composantes de la classe politique, les acteurs de la société civile, les personnalités, l'élite et les représentants du Hirak populaire à prendre part «activement» à ce dialogue «qui doit être unificateur, responsable, sincère et constructif, en faisant prévaloir les intérêts du pays et du citoyen».Valorisant les positions «responsables et historiques» de l'ANP, il a cité à ce propos «l'accompagnement des institutions de l'Etat et les revendications et aspirations du peuple algérien ainsi qu'à la préservation de la sécurité, de la stabilité» pour faire face aux dangers qui guettent le pays. Dans un communiqué sanctionnant la réunion de son bureau exécutif, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a indiqué, pour sa part, que «l'heure est au dialogue», estimant «impératif» le dialogue sérieux, responsable et rationnel après «l'échec du projet des élections du 4 juillet». Le MSP s'est dit disposé à contribuer à l'aboutissement de toute solution dans le cadre d'un dialogue «conduit par des Novembristes acceptés par la population et non impliqués dans la corruption et la fraude», exigeant à cet effet que ce dialogue puisse garantir deux principaux objectifs à savoir «la cohérence avec la volonté populaire sur le départ des B (Bensalah, Bedoui et Bouchareb) et la garantie de la transition démocratique souple mettant fin à la fraude électorale, base de corruption et de toutes les dérives». Abondant dans le même sens, le président du parti Front de justice et de développement (FJD), Abdallah Djaballah, a rappelé que son parti avait mis en avant, dès le début, «la nécessité d'adopter le dialogue pour le règlement de la crise», réitérant néanmoins la position du FJD quant au rôle de l'Institution militaire, appelée, a-t-il dit, à «assumer la responsabilité et à cautionner des personnes n'ayant pas fait partie du cercle de Bouteflika ou participé à sa gouvernance». Pour le président du FJD, «c'est là le seul moyen de parvenir à une solution politique constitutionnelle répondant aux revendications du peuple». De son côté, le parti Fadjr El Djadid a plaidé, par la voix de son président Tahar Benbaibèche, pour «la mise en place de mécanismes clairs pour ce dialogue», qualifiant le discours du chef d'état-major de tournant «très positif» à valoriser. Le parti du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD) a rappelé, quant à lui, que le dialogue était «un moyen civilisé que l'opposition a toujours prôné et espéré», affirmant qu'il «n'appartient pas à Gaïd Salah de fixer les termes de ce dialogue». Il a ajouté, dans ce sens, «nous voulons un dialogue vrai, sincère et fécond (...) sur les problèmes de fond qui ont handicapé notre pays et la façon de sortir des crises cycliques que notre pays traverse depuis 1962». «Il ne s'agit pas de sortir d'une phase complexe mais de faire de cette période révolutionnaire une porte d'entrée dans une Algérie de liberté et de progrès. Voici nos différence d'approche», a-t-il ajouté. Pour sa part, l'ancien chef du gouvernement, Ahmed Benbitour, a estimé qu'avec les prémices du dialogue, «il faut d'abord définir le dialogue» soulignant que «les marches appellent à un changement radical du système». Benbitour considère, à ce propos, que «nous ne sommes plus dans l'étape du dialogue mais celle de la négociation pour le changement de tout le système de gouvernance et répondre ainsi positivement aux revendications de la population».

Ali N'taza /Ag.

Examen de 5e

Belabed donne le coup d'envoi officiel des épreuves à Naâma

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed, a donné, ce mercredi, au niveau de l'école primaire «Belghazali Mohamed», le coup d'envoi officiel des épreuves de l'examen de fin de cycle primaire 2018-2019.



Au niveau de cet établissement scolaire, le ministre a procédé, à 9 h, à l'ouverture des plis contenant les copies des questions de l'épreuve de la langue arabe. Au cours de cette visite, le ministre s'est informé des conditions de déroulement de ces épreuves au niveau des différents centres d'examen. Il a aussi inspecté des établissements scolaires devant être réceptionnés à l'occasion de la prochaine année. Quelque 5224 candidats dont 2487 de sexe féminin participent à cet examen à Naâma. Cet effectif est réparti à travers 100 centres d'examen encadrés par 923 enseignants. A l'échelle nationale, plus de 812 000 élèves subiront les épreuves de l'examen de fin de cycle primaire dans trois matières principales, à savoir la langue arabe, les mathématiques et la langue française.

Houda H.

Elevage

Vaccination préventive de 8 millions d'ovins et de 450 000 bovins jusqu'en mai courant



Le directeur des services vétérinaires (DSV) au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Kaddour Hachimi Karim, a fait état, hier, de la vaccination à ce jour de 8 million d'ovins contre la peste des petits ruminants et 450 000 bovins contre la fièvre aphteuse, dans le cadre de la campagne de vaccination préventive ordinaire. L'Algérie a acquis lors du 1er trimestre de l'année en cours, un total de 21 millions de doses de vaccin contre la peste des petits ruminants et 2 millions de doses contre la fièvre aphteuse, a indiqué à l'APS le même responsable, précisant que la campagne de vaccination a débuté le 1er février écoulé et devra se poursuivre jusqu'au parachèvement de l'ensemble du cheptel. Affirmant que la situation de prolifération de la peste des petits ruminants et de la fièvre aphteuse était «mieux maitrisée», il a déclaré qu'aucune perte de cheptel n'avait été enregistrée depuis début avril dernier, admettant cependant «des cas limités d'atteinte en fièvre aphteuse». Rappelant que l'apparition de la peste des petits ruminants a coïncidé avec les mois de janvier et de février qui sont caractérisés par un grand froid, il a expliqué que les brebis qui naissent en cette période sont fragiles, ce qui est favorable à la prolifération de ces maladies. Cette pathologie cible les brebis ne dépassant pas un an, car leur système immunitaire est très faible, outre des facteurs météorologies de froid extrêmes qui contribuent à augmenter davantage la température des brebis malades, a-t-il ajouté citant en outre, le fait que beaucoup d'agriculteurs ne disposent pas de moyens de chauffage dans leurs écuries.

L'approvisionnement en viandes rouges et en bétail reste stable

Concernant l'impact des ces deux épizooties sur l'approvisionnement en viandes locales lors du mois de Ramadhan et la disponibilité des têtes bovines et ovines à l'occasion de l'Aïd El Adha, le même responsable a rassuré que «les pertes enregistrées n'impacteront en rien la disponibilité lors de Ramadhan et l'Aïd Al Adha». Affirmant que le cheptel ayant été touché ne pouvait, de par son jeune âge, être prêt à la vente ni pour le Ramadhan ni pour l'Aïd El Adha, Kadour a rappelé que 99% des ovins affectés par la peste des petits ruminants étaient âgés d'à peine quelques semaines et les bovins touchés par la fièvre aphteuse de quelques mois seulement.

Le directeur des services vétérinaires du ministère de l'Agriculture, estime entre 4 et 5 millions de têtes la demande pour l'Aïd El Adha.

A ce titre, la direction générale des services vétérinaires prendra plusieurs mesures visant à encadrer l'accompagnement vétérinaire des éleveurs et les consommateurs à la fois, à l'instar de l'inspection des lieux de vente à travers les wilayas et le conditionnement à autorisation le transport du bétail. Pour le jour de l'Aïd El Adha, il est prévu la mobilisation des services vétérinaires au niveau des abattoirs et des cités afin de superviser le déroulement de l'opération d'abattage dans de bonnes conditions.

Le secteur compte actuellement 1500 médecins vétérinaires relevant du secteur public et près de 9000 autres du secteur privé à travers le territoire national, encadrés par la Direction générale des services vétérinaires relevant du secteur de l'Agriculture.

Ces médecins vétérinaires se chargent du contrôle et du suivi de la santé des têtes d'ovins, en sus des opérations d'inspection au niveau des lieux de production et d'abattage, des laiteries et des conserveries.

Pour rappel, l'Algérie avait réceptionné fin février dernier 8 millions de doses de vaccins contre la peste des petits ruminants et 8 millions autres durant le mois de mars contre 5 millions de doses de vaccins fin janvier dernier, en sus d'un million de doses de vaccins contre la fièvre aphteuse, durant février dernier et un autre le mois de mars.

Les cas de peste des petits ruminants, note-t-on, avait été découverte à Tamanrasset début novembre 2018 suite aux analyses réalisées après les prémices de la fièvre aphteuse qui sont apparues dans la région.

Le programme de vaccination touchera tous les bétails à travers le pays (estimés à 29 millions têtes ovines et 2 millions bovines) qui seront couverts à travers l'acquisition d'autres quotas supplémentaires du vaccin.

Yasmine Derbal

14e Sommet islamique

Les ministres des AE de l'OCI tiennent leur réunion préparatoire

Les ministres des Affaires étrangères (AE) des pays de l'Organisation de la coopération islamique ont tenu hier leur réunion préparatoire de la 14e session de la Conférence de l'OCI, prévue le 31 mai en Arabie saoudite, sous le thème «Main dans la main vers l'avenir». Les ministres des AE de l'OCI, qui regroupe 57 Etats, soumettront pour adoption le projet de Déclaration finale.

Ce Sommet qui coïncide avec le 50e anniversaire de la création de l'OCI, débattra de nombreuses questions et défis auxquels le monde musulman est confronté en vue de cristalliser une position commune. Parmi les questions les plus importantes qui seront traitées lors de ce Sommet, la question palestinienne, les déplacés et le statut juridique de la Ville Sainte d'Al Qods. Il sera également question de la situation prévalant en Syrie, au Yémen, en Libye, au Soudan, en Somalie et en Afghanistan outre les derniers développements relatifs au lancement de rockets par le groupe houthi «Ansar Allah» vers des territoires de l'Arabie saoudite. Les participants à ce Sommet aborderont également les questions des minorités musulmanes, l'islamophobie et d'autres questions politiques, économiques, culturelles et sociales intéressant l'OCI. Parallèlement au Sommet islamique, la Mecque abritera, à partir de jeudi, deux autres sommets (Golfe et arabe) dans une tentative de dégager une position arabe et islamique commune à l'égard de nombreuses questions, en tête desquelles les tensions dans la région du Golfe suite aux actes d'agression ayant ciblé des navires dans les eaux territoriales des Emirats arabes unis (EAU), et de sabotage de deux stations de pompage en Arabie saoudite, ainsi que la question palestinienne et la crise au Yémen. La tenue de trois Sommets simultanément à La Mecque intervient dans le cadre d'un accord arabe pour le traitement des développements de la situation dans la région du Golfe, à travers l'examen du dossier iranien et la cause palestinienne au Sommet extraordinaire de la Ligue arabe, la crise yéménite au Sommet extraordinaire du Conseil de coopération de Golfe (CCG), et les situations et les événements en cours dans le monde islamique en vue de cristalliser une position commune. La plus grande organisation intergouvernementale après l'ONU, avec 57 Etats membres à travers 4 continents, l'OCI est «la voix collective du Monde musulman» et oeuvre à la protection et à la promotion de ses intérêts en consolidation de la paix et de la cohésion internationales et en renforcement des liens entre les différents peuples du monde.

Actifs d'Anadarko en Algérie

Total veut rassurer l'Algérie

Le PDG du groupe pétrolier français Total, Patrick Pouyanné, a réagi, ce mercredi, aux déclarations du ministre de l'Energie Mohamed Arkab concernant le rachat des actifs en Afrique de la compagnie pétrolière américaine Anadarko par Total, indiquant que le groupe va «dialoguer» avec les autorités algériennes «très prochainement», rapporte l'agence AFP.

«Il est normal que les autorités de chaque pays producteur souhaitent avoir un dialogue avec leurs principaux partenaires», a estimé Patrick Pouyanné. «Total est un partenaire de l'Algérie et donc c'est dans ce cadre-là que nous allons avoir ce dialogue très prochainement avec les autorités», a-t-il indiqué. Total a signé début mai un accord pour 8,8 milliards de dollars avec l'américain Occidental Petroleum pour le rachat des actifs en Afrique, dont en Algérie, de la compagnie américaine Anadarko dans le cadre de l'acquisition de cette dernière par Occidental Petroleum pour un montant de 57 milliards de dollars. En réaction, le ministre de l'Energie Mohamed Arkab avait laissé entendre ce dimanche 26 mai que l'Algérie s'opposerait au rachat des actifs d'Anadarko en Algérie, avant de faire machine arrière quelque peu le lendemain en affirmant que «Sonatrach cherchera un bon compromis» tout en ajoutant que la compagnie pétrolière nationale «doit entretenir de bonnes relations avec des partenaires étrangers pour développer ses programmes.» «Il ne faut pas s'inquiéter outre mesure», a estimé dans ce contexte le PDG de Total, qui répondait à un actionnaire qui l'interrogeait sur ce point lors de l'assemblée générale des actionnaires du groupe. Anadarko était jusqu'à présent la plus grande compagnie étrangère présente en Algérie en termes de production pétrolière, représentant 260 000 barils/jour, soit le quart de la production journalière de l'Algérie estimée à un million de barils. «L'Algérie conforte notre position dans la zone Moyen-Orient/Afrique du Nord», a expliqué Patrick Pouyanné concernant le rachat par Total des actifs d'Anadarko en Algérie.

Moussa O.

Grève des agents de contrôle

La majorité des revendications prises en charge



Le ministère du Commerce a affirmé, mardi, que la majorité des revendications des agents de contrôle commercial «ont été prises en charge» dans le cadre du dialogue et de la concertation avec l'ensemble des fonctionnaires, dénonçant les appels à entrer en grève jugées illégales par la Justice. «Ces appels à entrer en grèves jugées illégales par la Justice, ne sont que des tentatives de certaines parties à instrumentaliser les conditions de travail du personnel du secteur pour saper l'économie nationale». Soutenant que «la majorité des revendications soulevées dans le cadre du dialogue et de la concertation avec l'ensemble des employés ont été prises en charge», le département du Commerce précise que «les directeurs de wilayas ont été chargés d'organiser des rencontres périodiques avec le personnel du secteur afin de noter et prendre en charge ses préoccupations», outre des réunions avec les deux partenaires sociaux affiliés à l'UGTA et au SNAPAP. Les rencontres jusque-là tenues ont permis de «consolider, en coordination avec les différents services de sécurité, les mesures de protection et de sécurité des agents de contrôle en mission sur le terrain, et de prendre en charge effectivement le dossier des indemnités au titre du Fonds des revenus complémentaires, ajoute la même source, relevant que ce dossier «a progressé considérablement au niveau du Premier ministère». Il s'agit également de «garantir l'égalité des chances en matière de promotion et de formation, outre l'élaboration finale du Statut des fonctionnaires du secteur, qui n'a pas été transmis à la direction générale de la Fonction publique sur demande du partenaire social affilié à l'UGTA, dans l'attente de son examen avec le partenaire social relevant du SNAPAP». Le ministère a fait état aussi de l'élaboration d'un projet de décret exécutif relatif au système indemnitaire. Par ailleurs, la tutelle a évoqué «des revendications rédhibitoires de l'UGTA, jamais soulevées lors des précédentes réunions de concertation». Dans ce sens, le ministère a déploré «la fermeture des portes du dialogue par ce partenaire social» et condamné «certains comportements et pratiques ne relevant aucunement de l'action syndicale». Plus explicite, le communiqué cite «le refus de se soumettre aux décisions de la Justice», qualifiant de «grave précédent» la poursuite de la grève déclaré illégale, le 23 mai 2019, par le Tribunal administratif en présence des avocats du syndicat. Le ministère a fustigé également «la présentation de faux éléments par le Syndicat à l'opinion publique à travers des déclarations aux Médias concernant les fonctionnaires du secteur et les taux de participation à la grève +illégale+ alors que le nombre des adhérents, issus du secteur du Commerce, à cette organisation syndicale ne dépasse pas les 31%». Le département du Commerce a déploré, en outre, des actions de perturbation et d'entrave des missions des fonctionnaires non grévistes et non affiliés à ce Syndicat. A ce propos, le ministère du Commerce a exprimé son soutien aux revendications et préoccupations des fonctionnaires du secteur, affirmant qu'il ne ménagera aucun effort pour leur concrétisation sur le terrain dans les plus brefs délais à travers un dialogue constructif et le travail commun, notamment en cette sensible conjoncture, afin de préserver la stabilité du secteur et la pérennité du service public. Evoquant les tentatives de certaines parties en vue de saper l'économie nationale et exposer au danger la santé du consommateur, le ministère du Commerce avertit que toutes les dispositions légales seront prises en coordination avec les services concernés afin de sauvegarder l'intérêt suprême du pays et du citoyen, et de faire assumer à tout un chacun sa responsabilité et ses conséquences dans le cadre des lois de la République. En conclusion, le ministère du Commerce appelle, dans son communiqué, «les partenaires sociaux à la reprise du dialogue responsable et sérieux pour enrichir le chantier lancé en décembre 2018 en vue du suivi des dispositions arrêtées».

Pétrole

Le Brent en dessous de 70 dollars en cours d'échanges européens

Les cours du pétrole reculaient fortement, hier, en cours d'échanges européens alors que la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis s'est intensifiée, détournant les investisseurs des actifs dépendants de la croissance mondiale. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 68,81 dollars à Londres, en baisse de 1,30 dollar par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril de WTI pour la même échéance cédait 1,48 dollar à 57,66 dollars. Il est tombé jusqu'à 57,14 dollars, son plus bas niveau depuis deux mois et demi. Le géant des télécoms Huawei a annoncé, hier, avoir saisi la justice américaine contre l'administration Trump, tandis que Pékin menace de réduire ses exportations de terres rares, des métaux vitaux pour l'industrie américaine et dont la Chine détient 90% de la production mondiale. «Les inquiétudes sur les tensions commerciales pèsent sur les perspectives de croissance mondiale, ce qui se ressent sur les cours du pétrole», a commenté un analyste. Pour se faire une idée de l'offre et de la demande aux Etats-Unis, premier consommateur et producteur d'or noir, les investisseurs se pencheront jeudi sur les données hebdomadaires de l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA) des stocks aux Etats-Unis, publiés un jour plus tard que d'habitude en raison d'un jour férié lundi. Pour la semaine achevée le 24 mai, les analystes estiment que les stocks de brut ont reculé de 1,36 million de barils, ceux d'essence de 800 000 barils tandis que ceux d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole) auraient augmenté de 772 000 barils. Dans ce contexte, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient passaient à l'arrière-plan, même si les investisseurs gardaient un œil sur les échanges entre les Etats-Unis, l'Arabie saoudite et l'Iran. Le conseiller américain à la sécurité nationale John Bolton, en visite hier à Abou Dhabi, a accusé l'Iran d'être derrière les actes de sabotage du 12 mai contre quatre navires à l'entrée du Golfe qui ont contribué à l'accroissement des tensions dans la région.

Santé

Vers une amélioration progressive et significative de la disponibilité des médicaments

Une amélioration «progressive» et «significative» de la disponibilité des médicaments est attendue pour le deuxième semestre pour l'exercice 2019, a indiqué, hier, le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. «Au 2e semestre, il est attendu une amélioration de la disponibilité des médicaments qui sera progressive et significative», note le ministère dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion de la cellule de veille et de suivi de la disponibilité des médicaments, regroupant les représentants du ministère et ses partenaires. Cette réunion a porté sur l'«évaluation de la liste des produits déclarés sous tensions ou en ruptures au niveau des officines de pharmacie».

Il a rappelé, à ce propos, qu'une «réduction sensible du nombre de produits en rupture suite à une progression du taux de réalisation des programmes de fabrication et des programmes d'importation accordés en décembre 2018 pour l'exercice 2019 et selon les plans d'approvisionnement transmis par les opérateurs». Le ministère relève que la cellule de veille «poursuivra sa mission régulière et périodique d'évaluation de la situation jusqu'à atteindre l'objectif de la disponibilité constante et pérenne des produits en question et de garantir la reconstitution des stocks de sécurité», précisant que «le cas échéants, les mesures appropriées seront prises pour le renforcement de la disponibilité». Cette cellule de veille regroupe les représentants du ministère et ses partenaires, entre importateurs, producteurs, distributeurs, représentants du syndicat national des pharmaciens d'officine, représentants du conseil de l'ordre des pharmaciens et le syndicat algérien de l'industrie pharmaceutique.

Yamine Derbal

Sonatrach

L'exportation du gaz algérien en détail

Sonatrach a expliqué, mardi, les procédures associées aux exportations de gaz algérien vers l'étranger, en réaffirmant dans une note que toutes les ventes de gaz à long terme étaient régies par des contrats d'approvisionnement soumis au principe du «Take or Pay».

En vertu du principe «Take or Pay», l'acheteur est tenu de prendre livraison et de payer la quantité contractuelle ou de payer ladite quantité en cas de défaut d'enlèvement, a précisé la compagnie nationale des hydrocarbures. Ces contrats et leurs amendements, explique le groupe, sont soumis à une procédure d'approbation comprenant en premier lieu l'accord des organes sociaux de l'entreprise (Conseil d'administration de Sonatrach) puis celui des autorités compétentes (approbation du ministère de l'Energie). «Toutes les exportations (GN et GNL) sont strictement encadrées par les réglementations en vigueur», a souligné la même source, ajoutant qu'elles font l'objet d'une double déclaration douanière: la première est faite par Sonatrach au niveau des Douanes algériennes et la seconde est faite par le client au niveau des douanes du pays de destination.
La déclaration en douane (dossier d'exportation) faite par Sonatrach auprès des Douanes algériennes comprend les informations relatives au client, le prix, la quantité, la date de livraison, le navire/gazoduc et à la facture domiciliée.
Pour chaque volume exporté (GN ou GNL), les factures originales y afférent sont transmises en plus du client à la direction Finances pour exploitation contrôle et suivi, la Banque (BEA) pour domiciliation, les Terminaux de comptage et méthaniers (factures domiciliées pour déclaration douanière) et les Douanes algériennes (une facture domiciliée) pour contrôle et suivi», a-t-on souligné.
Toutes les transactions sont «traçables» au niveau de l'inspection principale aux hydrocarbures (IPH). Dans le cadre de la détermination du prix de base du gaz naturel par l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures «ALNAFT», Sonatrach est tenue de reporter mensuellement à cette agence les prix du gaz naturel pratiqués pour les exportations réalisées au cours du mois précédent, ainsi que les charges liées au transport (coûts de transport maritime et tarifs de transport par gazoduc). La note de Sonatrach rappelle qu'en 2018, les exportations de gaz se sont élevées à 51.5 Gm^3 dont 75% par gazoduc et 25% sous forme de GNL.

Le marché européen demeure la première destination du gaz algérien

La première destination du gaz algérien reste le marché européen, essentiellement l'Italie (35%), l'Espagne (31%), la Turquie (8,4%) et la France (7,8%). Actuellement, le groupe Sonatrach est classé 8e exportateur mondial de gaz naturel liquéfié au niveau mondial avec une capacité de total nominale de liquéfaction de l'ordre de 34 Gm^3 par an. Sonatrach avait construit le 1er complexe industriel de liquéfaction de gaz naturel dans le monde en 1964 dans la région d'Arzew (La Camel, Compagnie Algérienne de Méthane Liquéfié, train mis à l'arrêt en 2010). La 1ère cargaison commerciale de l'histoire du GNL a été chargée à partir de ce complexe en septembre 1964 à destination du terminal de Canvey Island en Angleterre, a-t-on rappelé, soulignant, par ailleurs que les capacités d'exportation de GNL de Sonatrach se sont renforcées avec la construction d'autres complexes au niveau des zones industrielles d'Arzew GL1Z (1978) et GL2Z (1981) et de Skikda GL1K (1980). L'Algérie a ainsi été le plus grand exportateur mondial de GNL jusqu'en 1974, puis le 2e jusqu'en 2003, le 4e jusqu'en 2008. En parallèle, Sonatrach a renforcé et diversifié ses capacités d'exportations à travers la construction des gazoducs Pedro Duran Farell (GPDF, 11,5 Gm^3/an) en 1996, Medgaz (8 Gm^3/an) en 2011 qui se sont ajoutés au



gazoduc Enrico Mattei (GEM, 32,5 Gm^3/an) mis en service en 1983. Sonatrach a mis en service deux Méga trains à Skikda (GL1K) et à Béthioua (GL3Z), respectivement en 2013 et en 2014, a-t-on encore rappelé.
«Sonatrach dispose par ailleurs d'une flotte de 8 méthaniers (environ 1 millions de m^3 GNL) avec différents types de capacité de transport qui lui permettent de desservir aussi bien la région de la méditerranée que les longues routes», explique la même source.
Il s'agit des méthaniers Cheikh El Mokrani (75 000 m^3), Cheikh Bouamama (75 000 m^3), Global Energy (75 000 m^3), Abane Ramdane (125 000 m^3), Berge Arzew (138 000 m^3), Lalla Fatma n'Soumer (145 000 m^3), Ougarta (172 000 m^3), Tessala (172 000 m^3) Sonatrach a également développé ses capacités d'exportations Gazoducs, précise le même document. Elle dispose en effet de 3 gazoducs internationaux pour une capacité totale de 52 Gm^3 par an. Le gazoduc Transméditerranéen (Transmed, 32,5 Gm^3) appelé aussi gazoduc «Enrico Mattei» reliant l'Algérie à l'Italie à travers la Tunisie. Les livraisons commerciales à partir de ce gazoduc ont commencé à partir du mois d'avril 1983.
Le Gazoduc Maghreb Europe (GME, 11,5 Gm^3) appelé aussi gazoduc «Pedro Duran Farell» reliant l'Algérie à l'Espagne à travers le Maroc à partir duquel les débuts des livraisons commerciales ont commencé au mois de novembre 1996 et le Medgaz (8 Gm^3), gazoduc reliant directement l'Algérie à l'Espagne opérationnel depuis mars 2011.

Ghazi M.

Filière montage automobile

Les opérateurs s'alarment



La très controversée filière montage automobile en Algérie est-elle en cours de liquidation par le gouvernement Bedoui ?
Des experts le pensent, des opérateurs s'alarment. Les opérateurs exerçant une activité de montage automobile en Algérie ont été surpris le 22 mai dernier par un courrier du ministère de l'Industrie et des Mines, faisant suite aux déclarations du ministre du Commerce, qui plafonne, de façon unilatérale et rétroactive, leurs importations de collections SKD destinées à la production et au montage de véhicules de tourisme pour l'année 2019. Un changement de règle décidé par le gouvernement alors que la production automobile en Algérie est réglementée, avec un cahier des charges annexé, par le décret exécutif N° 17-344 du 28 novembre 2017 fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de production et de montage de véhicules. Des experts relèvent à cet effet que les tous les projets en activité ont obtenu l'accord préalable du Conseil national de l'investissement (CNI), qui leur garantit un plan de production correspondant à des volumes clairement définis dans leurs business-plans conditionnés par une mise en conformité avec les exigences du cahier de charge. Le décret exécutif dispose en effet en son article 13 que «les projets entrés en production avant la publication du présent décret, disposent d'un délai de 12 mois pour leur mise en conformité avec les dispositions qu'il prévoit». Dans les faits, soulignent des experts, seuls trois opérateurs se sont conformés à cette exigence : Renault, Renault Trucks et Sovac. Les autres opérateurs ne se sont toujours pas mis en conformité alors que les délais sont largement dépassés. C'est l'une des objections relevées par des experts.
Si les pouvoirs publics veulent mieux gérer ce secteur et mettre de l'ordre dans la filière qu'ils considèrent comme budgétivore, il aurait été plus simple de veiller à une application stricte du cahier des charges au lieu de pénaliser l'ensemble de la filière. Experts et cadres opérant dans le secteur relèvent par ailleurs qu'il n'existe aucune base légale sur laquelle aurait pu s'appuyer le ministère de l'Industrie pour fixer les «quotas» de manière transparente. La mise en oeuvre abrupte des quotas pénalise d'ailleurs davantage ceux qui importent leurs kits de la zone euro, du fait que l'euro est plus cher que le dollar. Paradoxe de cette mise en aveugle à l'aveuglette des quotas, les opérateurs qui importent d'Asie sont avantagés alors que ce sont eux qui ne sont pas en conformité avec la loi et le cahier des charges. «Veut-on réellement remettre de l'ordre ?» s'interroge un cadre travaillant dans le secteur. Pour lui, la réponse est clairement non : «On a pondu une décision populiste permettant de faire quelques économies sur les réserves de change en faisant fi des règles les plus élémentaires». A l'heure où des responsables politiques sont traduits devant la justice pour s'expliquer sur les avantages octroyés aux différents opérateurs au cours des vingt dernières années, le gouvernement Bedoui peut-il se permettre de distribuer des quotas sans base légale et dans l'opacité la plus totale ? Pour les opérateurs du secteur, le moment est important. Suivant le cahier des charges de 2017, il est imposé l'exportation, à partir de 2020 de composants automobiles produits localement dans la formule de calcul du taux d'intégration locale. Tous les opérateurs doivent obligatoirement commencer, dès 2020, l'exportation de la pièce vers les constructeurs pour espérer atteindre le taux d'intégration requis. De ce fait, plus un opérateur importe de kits SKD, plus il devra exporter de pièces et composants. Plafonner l'importation de kits SKD revient donc à limiter l'exportation. La décision du gouvernement Bedoui met en danger l'ensemble de la filière qui a besoin de ces volumes pour se développer, affirment nos interlocuteurs. «Quel investisseur étranger acceptera de produire sa pièce en Algérie dans tel climat d'instabilité juridique avec un changement des règles chaque année ?» se demande-t-on encore. Les autres conséquences fâcheuses de ces mesures sont celles qui vont se répercuter sur le consommateur et l'emploi. Les prix des véhicules vont probablement partir à la hausse en raison d'une offre limitée et d'une remise en cause de la rentabilité des usines de montage mise en place. La décision, qualifiée de démagogique par certains, de rouvrir le champ à l'importation des voitures d'occasion de moins de trois ans n'est qu'un pis aller. En matière d'emploi, des opérateurs envisagent déjà de mettre en chômage technique les travailleurs des différentes usines dès la consommation des quotas. Ce sont des milliers d'employés qui seront concernés. Sans compter ce que cela occasionnera en termes de perte de savoir-faire acquis au cours des deux dernières années. Des centaines d'heures de formations comptabilisées dans le cadre du transfert de savoir-faire acquis notamment auprès des maisons-mères. Ces dernières pourraient invoquer une fois de plus le problème de «l'instabilité juridique» de l'investissement en Algérie et éviter de s'impliquer davantage si les objectifs de production sont limités en quantité.

G. M.

Alger

Livraison de la pénétrante autoroute de l'Est-RN 5 El Alia fin juin prochain

Ce projet répond à un besoin de fluidité du trafic occasionné par la forte intensité de la circulation entre Baraki Oued Ouchaiah, la RN 38 et Benghazi. Longue de 4,5 km dont 1,2 km de viaduc, cette radiale sera opérationnelle au cours du troisième trimestre 2019.

Le projet de liaison reliant l'autoroute de l'Est au niveau d'El Alia à la RN 5 permettant de désengorger l'axe routier principal du nord de la capitale aux communes d'El Mohammadia et de Bab Ezzouar sera livré fin juin prochain, a indiqué le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba. Lors d'une visite de travail et d'inspection au niveau de plusieurs projets en cours de réalisation à Alger, Kouraba a expliqué que ce projet a pour but de fluidifier le trafic routier et désengorger l'entrée Est d'Alger, soulignant la nécessité, pour les maitres d'œuvre, de veiller sur la bonne qualité des réalisations. Ce projet permettra également aux automobilistes d'accéder à la RN 24 sans avoir à emprunter l'échangeur du quartier des Bananiers souvent congestionné. Cela, à travers le réaménagement de l'échangeur RN 24-autoroute de l'Est avec l'intégration de bretelles et la création de deux giratoires assurant l'ensemble des sens de déplacement. Le coût total de ce projet est estimé à 700 millions de dinars.
Présent lors de cette visite, le directeur des travaux publics (DTP) de la wilaya d'Alger, Abderrahmane Rahmani a indiqué que cet axe reliant l'autoroute de l'Est à la commune de Bab Ezzouar permettra aux automobilistes d'éviter la sortie menant au rond point de l'entrée de Bab Ezzouar, habituellement congestionnée près de la ligne de tramway. Le ministre s'est également rendu au niveau des travaux du projet de radiale entre Oued Ouchaiah, la RN 38 et Benghazi dans la commune de Baraki.
Ce projet répond à un besoin de fluidité du trafic occasionné par la forte intensité de la circulation entre Baraki Oued Ouchaiah, la RN 38 et Benghazi. Longue de 4,5 km dont 1,2 km de viaduc, cette radiale sera opérationnelle au cours du 3e trimestre 2019 pour le sens vers Alger.
Le second sens desservant Baraki et Blida sera opérationnel entre fin 2019 et début 2020, a fait savoir Kouraba. Cette infrastructure permettra ainsi une liaison rapide entre le centre d'Alger et l'autoroute Est-Ouest au niveau de Baraki et le centre du pays, particulièrement pour les poids-lourds. Cela contribuera aussi à l'allégement du trafic des autres axes autoroutiers et pénétrants (rocade sud, pénétrantes de l'aéroport, des Ansasses et de Bir Mourad Raïs) ainsi qu'au niveau des communes de Gué de Constantine et de Baraki. Réalisé par l'entreprise publique ENGOA, le montant de ce projet s'élève à près de 10,8 milliards de dinars.
Par ailleurs, le ministre s'est également enquis de l'avancement des travaux d'extension du côté ouest de la promenade des Sablettes, qui offrira notamment une vue imprenable sur le centre de la capitale. Plusieurs aménagements sont en cours de réalisation au niveau de la promenade dont un parking supplémentaire, des établissements de restauration ainsi que des ponts d'accostage pour les bateaux de plaisance.



Blida

Renforcement du système AEP de la partie Est de la wilaya

Le système d'Alimentation en eau potable (AEP) de Blida a été renforcé, mardi, par la mise en service d'un nombre de projets, destinés à l'amélioration de la distribution de l'eau dans la partie Est de la wilaya, accusant une perturbation en la matière. Deux stations de pompage, six forages d'eau et 14 km de conduites figurent parmi ces projets, réalisés pour un montant global de 2,4 milliards de dinars et mis en exploitation par le wali Youcef Chorfa, respectivement au niveau du nouveau pôle urbain de Sefsaf, des hauteurs de Meftah, devant accueillir 120 000 habitants, Djebabra et Meftah.
Cette mise en service devrait garantir une distribution quotidienne de l'eau au profit de ces localités, auparavant alimentées à raison d'une fois par semaine. Les perturbation dans l'Aep ne seront, également, plus qu'un mauvais souvenir, pour les habitants des communes de Bouguerra (60 000 âmes) et Ouled Slama (50 000 âmes), qui ont bénéficié, par le même occasion, de la mise en service d'une station monobloc pour le traitement des eaux, réalisée à Bouguerra pour 500 millions de dinars.
La commune de Larbaâ (Est de Blida) est l'autre localité d'importance de la wilaya, qui va enregistrer une nette amélioration dans sa distribution d'eau (située dans une moyenne entre une fois/semaine à une fois /mois), et ce suite à la mise en service d'un nouveau système AEP, englobant six forages d'eau, 17,5 km de conduites, et une station de pompage (120l/seconde), dont la concrétisation a nécessité un montant de 650 millions de dinars.
Selon le wali, ces projets, réalisés dans le cadre du plan d'urgence de la wilaya pour l'exercice 2018, devraient garantir «une alimentation quotidienne en eau potable des localités de la partie Est de Blida».
Il a annoncé, par la même, la mise en service «programmée pour jeudi» d'un nombre d'autres projets similaires au profit de localités du Centre-Ouest de la wilaya (Mouzaïa et Aïn Romana), devant permettre, selon lui, de «mettre un terme définitif aux problème d'AEP, au niveau de la totalité des communes de Blida», a-t-il indiqué.

Médéa - Production céréalière

Une récolte de 2,4 millions de quintaux attendue



Une récolte prévisionnelle estimée à environs 2,4 millions de quintaux de céréales est attendue au niveau de la wilaya de Médéa, au titre de la campagne moisson battage, qui devrait démarrer, dans les tout prochains jours, a-t-on appris, ce mercredi, du directeur des services agricoles (DSA). La campagne moisson battage 2019 devrait connaître une hausse de production de l'ordre de 200 000 quintaux par rapport à la précédente campagne, dont la production engrangée avait atteint 2,2 millions de quintaux, a indiqué Boualem Madani, précisant qu'outre une légère augmentation du rendement à l'hectare qui passe d'une moyenne de 18 q à 21 q/ha, la hausse de production attendue est également due à l'extension de la superficie emblavée. Celle-ci est passée, selon le DSA, de 118 000 ha, durant la campagne labours-semailles 2017-2018, à plus de 128 000 ha, lors de la campagne 2018-2019, soit 10 000 ha de plus qui impacter la production céréalière pour l'année 2019, malgré le déficit pluviométrique enregistré au courant du 1er trimestre de l'année en cours, a-t-il signalé.
Boualem Madani fait état, à cet effet, de la perte, pour raison de sécheresse ou de grêle de parcelles «significatives» de cultures céréalières, relevant que qu'une superficie de 13 558 ha a été «totalement ou partiellement» perdue, dans quelques communes de la wilaya, à causse du manque de pluviométrie, de grêle ou de reconversion des terres emblavés en fourrage. Selon les chiffres communiqués par ce responsable, 1631 ha de céréales ont été affectés par la grêle dans la commune de Aïn Boucif, sud-est de Médéa, 5630 ha ont été perdus également à Chahbounia (sud) en raison de la sécheresse, alors que 6297 hectares ont été reconvertis en fourrage au niveau des communes de Azziz et de Ksar El Boukhari, au sud et sud-ouest de la wilaya.
La DSA table, par ailleurs, sur une hausse de la collecte de céréale, avec un objectif prévisionnel de 850 mille quintaux, contre 750 000 q collectés durant la campagne moisson-battage 2018 et ce, grâce à l'augmentation des points de collectes qui passe de 23 à 26, la mobilisation de pas moins de 270 moissonneuses batteuses, dont 23 moissonneuses appartenant à la coopérative commerciale de légumes secs (CCLS) de Berrouaghia, a fait savoir Boualem Madani.

Batna

Succès de la première greffe rénale à partir d'un donneur en mort encéphalique

La première opération de transplantation de rein à partir d'un donneur en mort encéphalique a été réalisée avec succès au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna au profit d'un jeune malade âgé de 35 ans et originaire d'Aïn Taghrout (Bordj Bou-Arréridj), a indiqué le staff médical en charge de l'intervention.

«Après cinq jours de la greffe, le receveur est en excellente état, ne présente aucune complication et son nouveau rein fonctionne normalement à 100%», a assuré le staff dans une conférence de presse. La même source a précisé que le patient atteint d'insuffisance rénale qui figurait sur la liste d'attente était suivi au service de néphrologie du CHU-Batna et a été retenu par l'Agence nationale des greffes (ANG) parmi cinq candidats car remplissant les conditions de compatibilité.

Le Dr Hossameddine Ouaghelanet, spécialisé en chirurgie rénale et des voies urinaires et responsable du staff chirurgical, a affirmé que cette opération «pour laquelle l'on s'est préparé depuis plusieurs années est un rêve qui se concrétise». Pour le chef du service de néphrologie, le Dr Ahmed Bougroura, le plus beau dans cette expérience a été la conjugaison des efforts de toutes les équipes médicale, paramédicale, chirurgicale et administrative à l'échelle locale et la coordination entre les staffs médicaux de Constantine, d'Alger et de Batna pour assurer le succès de cette intervention de qualité à partir de prélèvements multiples sur un donneur mort à Constantine la semaine passée. Depuis le lancement des greffes rénales le 31 mars 2014 sous l'égide du Pr Hocine Chaouch, le CHU de Batna désormais pôle du domaine a réalisé 344 transplantations réussies à partir de donneurs vivants de diverses régions du pays. En 2016, le staff médical du CHU de Batna a commencé à réaliser ces greffes d'une manière totalement autonome effectuant 100 transplantations réussies durant la seule année 2018, a souligné le directeur général du CHU, Messaoud Boulegroun, qui a indiqué que l'objectif est d'arriver à 8 greffes par semaine surtout que la liste d'attente comprend plus de 200 malades de tout le pays. Selon le même responsable, une structure spéciale des transplantations est actuellement en cours de réalisation au CHU de Batna avec un taux d'avancement des travaux de 80%. Actuellement, ces interventions délicates sont effectuées au service des urgences médicalisées du CHU qui compte quatre chirurgiens ayant suivi une formation à l'étranger sur les greffes à partir de donneurs morts. Cette greffe rénale



est intervenue dans le sillage d'une opération de prélèvement multiple (deux reins et un foie) effectuée la semaine passée au CHU Benbadis de Constantine sur un donneur en état de mort cérébrale. Les organes prélevés avaient été transportés le même jour dans les meilleures conditions vers l'hôpital militaire Abdelali-Benbaâtoche de Constantine, le CHU de Batna et le CHU Nafissa-Hamoud (ex-Parnet) d'Alger pour être transplantés à trois malades au terme d'un travail fructueux de coordination entre les staffs médicaux de ces CHU et l'ANG.

Guelma

Réception «avant le délai imparti» du projet de doublement du chemin de wilaya menant à Hammam Debagh

Les travaux de doublement du chemin de wilaya reliant sur 4 km la commune de Hammam Debagh (Guelma) à la RN 20 seront réceptionnés «avant le délai fixé initialement à la fin du premier trimestre 2020», a indiqué mardi le wali, Kamel Abla. S'exprimant en marge du lancement d'une opération d'aménagement global de cette collectivité locale, initiée à l'occasion de la commémoration du 61e anniversaire de la bataille de Mermoura, le chef de l'exécutif a indiqué que la réalisation du projet de dédoublement du CW 122, sur une distance de 4 km, «avance à toute allure depuis le lancement du chantier en décembre dernier». Au terme des études et les négociations menées avec l'entreprise chargée des travaux, le délai convenu initialement pour la réalisation de ce projet ayant nécessité la mobilisation de plus de 460 millions de dinars, a été revu à la baisse pour passer de 18 à 12 mois, a-t-il ajouté.

Le wali a, par ailleurs, expliqué que la dernière difficulté technique à affronter avant de parachever ce projet porte sur le transfert prochain de 3 km de réseau de distribution de gaz naturel. Il est à noter que la commémoration 61e anniversaire de la bataille de Mermoura a été marquée par l'organisation de plusieurs activités culturelles et sportives devant le carré des martyrs situé à Djebel Mermoura entre les communes de Hemmam Debagh et Bouhamdane. La commémoration de cette bataille qui constitue l'une des pages glorieuses de l'histoire de la lutte menée par le peuple algérien contre le colonialisme français, a également été marquée par les honneurs rendus au Moudjahid Boulenouar Zidane dit Mohamed, aujourd'hui âgé de 94 ans, ainsi qu'aux familles des deux chouhada, Khelifa Khetla et Taher Dahmoun. La célébration de cet anniversaire a également offert l'opportunité de faire revivre des témoignages sur ce qui fut une grande victoire autant psychologique que militaire pour les djounoud (soldat) de l'Armée de libération nationale (ALN). Le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine, Messaoud Rekik, a rappelé que même si la région de Guelma, relevant de la Wilaya II historique a connu de nombreuses batailles durant la glorieuse Révolution, celle de Djebel Mermoura, survenue le 28 mai 1958, demeure «la plus retentissante». Pour rappel, lors de cette bataille près de 250 soldats ennemis sont morts dont une dizaine d'officiers, parmi lesquels le colonel Jean-Pierre, chef des opérations militaires. Du côté des moudjahidine, plus de 50 éléments de l'ALN sont tombés au champ d'honneur, parmi lesquels figurent les chouhada Khelifa Khetla et Taher Dahmoun Khelifa Khalfa, Mustapha Bouedrouâ, Mohamed El Harroudi.

Constantine

Ouverture dès la prochaine rentrée scolaire de trois demi-pensions et quatre cantines scolaires

Trois nouvelles demi-pensions et 4 nouvelles cantines scolaires, réalisées dans la wilaya de Constantine en vue d'assurer la disponibilité des repas chauds au profit des élèves, seront réceptionnées et mises en service à la prochaine rentrée scolaire 2019-2020, a-t-on appris auprès d'un responsable à la Direction de l'éducation. Il s'agit de demi-pensions réalisées dans 3 lycées de la commune d'El Khroub, dont une au pôle urbain Massinissa et de 2 autres dans la nouvelle ville Ali-Mendjeli, a indiqué le chef de service de la programmation et du suivi, Makhlouf Siouane, soulignant que la réalisation de ces infrastructures a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 75 millions de dinars. Il a également ajouté que 4 nouvelles cantines scolaires seront opérationnelles à travers quatre établissements primaires des communes de Constantine, El Khroub et Ibn Ziad.

La commune de Constantine dispose de 9 cantines scolaires centrales qui assurent la livraison de repas chauds au profit des élèves de 93 écoles primaires, ce qui a permis de porter le taux de couverture à 100% en matière de restauration scolaire dans cette collectivité locale, a relevé Siouane.

La wilaya de Constantine compte à ce jour 65 lycées, dont 45 sont dotés d'une demi-pension, a fait savoir le même responsable. Par ailleurs, 4 terrains de sport seront réceptionnés et mis en service au titre de la prochaine rentrée scolaire dans différents établissements scolaires des communes d'Ouled Rahmoune, Constantine et Aïn Smara, en sus de l'ouverture de 5 nouvelles salles de sport dans plusieurs lycées de la wilaya, dont 4 au chef lieu de wilaya et une dans la commune de Didouche Mourad, a ajouté la même source.

Mila

Lancement des travaux de raccordement au réseau de gaz de 520 foyers à Grarem Gouga

Les travaux de raccordement au réseau de gaz de 520 foyers de la cité Essibari dans la commune de Grarem Gouga (Nord de Mila) ont été lancés mardi par le wali Mohamed Amier. Selon les explications données au wali, le projet, qui mobilise 32 millions de dinars et devant être réalisé dans un délai de 8 mois, porte sur la pose de 17 km de canalisations.

Le wali a affirmé à l'occasion qu'il a été décidé de lancer le projet et mettre fin aux souffrances, notamment en hiver, des habitants de cette importante agglomération avec un accord de lever le degré de vigilance et d'assurer un suivi permanent du site par les services de la société de distribution d'électricité et de gaz pour intervenir en cas de risque et suspendre l'approvisionnement en gaz en cas de besoin. Inscrit dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014, ce projet n'a pas été lancé pour cause de réserves de l'étude géotechnique ayant classé le site «zone rouge» à risque sismique, selon les explications données sur place. Le chef de l'exécutif a assuré, en outre, que le projet de la canalisation de transport de gaz (12 pouces de diamètre) Hammala (Mila)-Djemila (Jijel), sur 58 km, permettra à terme de desservir les 6 communes montagneuses de la wilaya non encore reliées au réseau de gaz. Les habitants de la cité ont exprimé leur joie de voir ce projet enfin lancé. Ils avaient bloqué à plusieurs reprises la RN 27 et tenu des sit-in devant le siège de la wilaya pour réclamer le raccordement de leur cité à ce réseau. Le président de l'association El Amel de la cité Essibari, Tahar Bezaz, a salué la réponse des autorités locales aux préoccupations des habitants pour l'amélioration de leurs conditions de vie à travers ce projet, l'affectation d'un bus de ramassage scolaire et le revêtement de 1,5 km de routes de la cité.

Oran

La saison estivale 2019 s'annonce sous de bons auspices

L'organisation de la saison estivale 2019 s'annonce sous de bons auspices malgré quelques insuffisances relevées par la commission de wilaya qui vient de clôturer sa troisième et dernière sortie sur les différents sites balnéaires de la wilaya d'Oran, a-t-on appris de la Direction du tourisme et de l'artisanat.

La nouveauté, cette saison, outre le renforcement de l'éclairage public sur l'axe routier Mers El Kébir Aïn El Turk, c'est surtout les travaux d'aménagement et réhabilitation des accès au niveau des plages ainsi que la réhabilitation de structures administratives de la Police, de la Gendarmerie nationale et de la Protection civile en faveur des communes côtières, a indiqué, le chef de service chargé du suivi et du contrôle des activités touristiques à la DTA, Morad Boujenane.
Il a cité, à ce propos, notamment l'acquisition de plusieurs postes en préfabriqué destinés aux structures administratives dont trois à Cap Falcon, Trouville et Aïn Safia, de même qu'au niveau des communes balnéaires de Bousfer et El Ançor, rattachées à la daïra d'Aïn El Turk.
En outre, une opération d'aménagement de trois parkings qui jouxtent le complexe «Les Andalouses» est en cours, a-t-on ajouté. La même source a affirmé que les conditions nécessaires pour passer une saison estivale meilleure que les précédentes sont réunies, signalant en matière d'hygiène et de commodités la pose de sanitaires mobiles au niveau des différents sites balnéaires, à la faveur des sorties des différentes commissions ayant noté les insuffisances notamment au niveau des sites balnéaires de Gdyel (Aïn Defla et Dahl) et d'Aïn El Turk où les plaques indicatrices font défaut à «Corales» et «Pelika».
Les constructions illicites érigées dans les communes balnéaires d'Aïn El Turk et d'Arzew (Cap Carbon), en violation des textes de loi régissant le domaine maritime, ont également fait l'objet de réserves des membres de la commission notamment en ce qui concerne les rejets domestiques en mer à Cap falcon, Aïn Safia, faute de raccordement de certaines habitations au réseau d'assainissement, a-t-on encore fait savoir. Pour ce qui est du nombre des plages autorisées à la baignade pour cette édition 2019, le même responsable à la direction du tourisme a fait état d'un arrêté en cours de signature du wali de 33 plages sur 34.



Création prochaine d'une commission de classement des restaurants touristiques

Une commission chargée du classement des restaurants touristiques sera bientôt créée à Oran conformément au décret exécutif portant sur l'organisation de l'activité de restauration touristique, a-t-on appris, ce mardi, de la Direction de wilaya du secteur.
En concrétisation de ce décret, une décision de wilaya sur la création d'une commission de wilaya chargée du classement des établissements de restauration touristiques sera soumise dans les prochains jours au wali pour signature, a indiqué le directeur du tourisme et de l'artisanat, mettant l'accent (sur la culture des gérants de restaurants à Oran pour offrir un service touristique de qualité.
Cette commission qui se chargera du classement des restaurants en «établissement de restauration touristique» (ERT) en application du décret exécutif 15/19 en du 29 avril 2019 sur l'activité de restauration touristique, sera dirigée par le directeur du secteur et composée de représentants des directions du commerce, de la santé, de l'environnement et de la protection civile, a fait savoir Omar Belkaim Belabbès. La Direction du tourisme et de l'artisanat d'Oran organisera des actions de sensibilisation des opérateurs du domaine touristique et gérants de restaurants pour classer leurs établissements et relancer le service et faire connaitre ce nouveau décret qui entre dans le cadre de la décentralisation des décrets exécutifs et des décisions émanant du ministère du Tourisme et de l'Artisanat visant à développer le secteur. Cette opération de classement des établissements de restauration qui est soumise à des conditions dont la qualité du service offert au client, le professionnalisme, la qualité de la cuisine, aura des avantages fiscaux notamment la baisse de la TVA de 19 à 9% du chiffre d'affaires de l'établissement de restauration touristique.
A Oran, 29 établissements ont été classés par une commission nationale du ministère du Tourisme et de l'Artisanat et 8 autres dossiers sont déposés au niveau de la direction de wilaya du secteur.

Réception des travaux d'aménagement de 50 km de routes

Les travaux d'aménagement de 50 km de routes urbaines et de wilaya ont été réceptionnés dernièrement dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris des services de la wilaya. Parmi ces projets entrés en service ceux de revêtement des chemins urbains dans les daïras d'Oran, Bir El Djir, Es Sénia, Aïn Turk, Gdyel et Oued Tlélat (28 kilomètres pour un coût de 400 millions de dinars), et ceux d'aménagement de chemins urbains au sein du groupement d'Oran (35 km pour un coût de 350 millions de dinars).
Les travaux de réhabilitation et revêtement de plusieurs routes (80 km), financés au titre de différents budgets sectoriels, de wilaya et communaux, seront lancés prochainement et portent sur la réhabilitation des chemins endommagés de la commune de Mers El Kébir, de la pénétrante d'Aïn Turck, du chemin reliant Ras El Aïn et le quartier El Louz (les amandiers) sur une longueur totale de 12 km pour un coût de 200 millions de dinars, outre l'aménagement du principal boulevard de la commune de Oued Tlélat et la réhabilitation du chemin vicinal de la commune de Braya et celui reliant Mers El Kébir au site archéologique Santa Cruz sur 15 km. Parmi les projets programmés pour lancement, figurent ceux de réhabilitation de chemins détériorés dans la commune d'Oran, le revêtement de chaussées à Es Sénia, de chemins avoisinants hai Essabah et USTO sur une distance globale de 9 km et une autorisation de programme de 200 millions de dinars, ainsi que la réhabilitation du chemin de wilaya (CW 32) de Hassi Benokba (2 km), le revêtement du CW 50 de Tafraoui (2 km) et des chemins urbains de la commune d'Oran (100 millions de dinars), a-t-on fait savoir. Par ailleurs, plusieurs trémies ont été réalisées au niveau des double s voies marqués par un trafic dense en conférant une esthétique au tissu urbain pour préserver la sécurité des citoyens notamment et celle reliant Es Sénia au quartier Ladjouad, une piétonnière au niveau du pôle universitaire de Belgaïd et un autre au niveau de la RN 4 à El Aroud.

Chlef

Production «abondante» d'espadon au large des côtes chelfies

Une production d'espadon, estimée à près de 13 tonnes, entre les mois d'avril et mai, a été enregistrée dans la wilaya de Chlef, a-t-on appris auprès du directeur de la Pêche et des Ressources aquacoles. «La présente saison à Chlef a enregistré une production abondante d'espadon, particulièrement dans la région d'El Marsa», a indiqué Abed Abderrahmane, signalant une pêche de près de 13 tonnes d'espadon entre les mois d'avril et mai, au moment où la production de ce poisson n'a pas dépassé les six tonnes pour toute la saison écoulée. Le responsable a imputé cette production prolifique d'espadon à «un changement intervenu dans la période de repos biologique, à l'initiative des ingénieurs de la direction et de professionnels du secteur, qui ont proposé l'étalement de cette période du 1er janvier au 30 mars», contre les mois d'octobre et novembre précédemment, a-t-il expliqué. Cette nouvelle période a été d'une «importante contribution dans la multiplication de l'espadon, dont les prises ont été estimées dans une moyenne entre 6 à 15 q/j», s'est félicité Abed, estimant que cette abondance assure «plus d'opportunités aux consommateurs, tout en permettant de vendre le produit à différents prix». Actuellement, le kg d'espadon est écoulé entre 700 et 1.000 DA au marché de gros, contre 1.500 à 2.500 DA chez les détaillants.
De nombreux professionnels du secteur ont exprimé, à ce propos, leur «satisfaction» à l'égard du changement de la période de repos biologique, qui a contribué, selon eux, dans le «développement de la ressource piscicole, et permettra d'assurer une disponibilité du poisson au profit du consommateur». Des professionnels du secteur ont, également, fait part de l'introduction d'une prochaine proposition visant à procéder à un changement dans la période de reproduction de différents types de poissons blancs, «vers le 15 juin jusqu'au 15 octobre». L'objectif étant la préservation de la ressource piscicole et sa multiplication sur le littoral de Chlef. Durant l'année 2018, la wilaya a réalisé une production globale de plus 5000 tonnes de poissons (tout types confondus), parallèlement à 1000 tonnes issues de l'élevage aquacole. Selon les prévisions de la direction du secteur, cette prise annuelle est appelée à la hausse, avec l'entrée en exploitation programmée de nouvelles fermes aquacoles, dans cette wilaya considérée comme leader national en la matière, Le poisson pêché sur le littoral de Chlef est réputé pour sa grande qualité, due à la nature de sa côte rocheuse de 129 km de long.
En effet différentes études dans le domaine affirment que le littoral rocheux est particulièrement approprié pour la multiplication des poissons de bonne qualité, à cause de la richesse de ce type de milieu en différentes algues, flore marine, et autres organismes vivants adaptés à la nourriture des poissons.

Ouargla

Récupération de plus de 150 ha de foncier industriel non-exploité

Une superficie de 153 hectares de foncier industriel non-exploité a été récupérée durant le premier trimestre de l'année en cours à travers la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès de la Direction de l'industrie et des mines (DIM).

Inscrite dans le cadre de l'assainissement du foncier industriel, l'opération intervient suite à l'annulation de 53 projets d'investissement non lancés pour diverses raisons, en dépit des mesures incitatives octroyées par l'Etat, a précisé le DIM, Djamel Tamentit. L'opération de récupération du foncier a été précédée par des mises en demeure adressées aux opérateurs concernés, suite à des sorties périodiques de constatation sur sites des projets et de leur avancement et l'intervention pour lever d'éventuelles contraintes les entravant, notamment celles liées aux procédures administratives. Cette surface récupérée vient s'ajouter aux 104 ha de foncier industriel récupérée en 2018 suite à l'annulation par les services concernés de 57 titres d'investissement. Les assiettes foncières récupérées ouvriront des perspectives d'investissement pour d'autres opérateurs en mesure de concrétiser leurs projets et de contribuer au développement de la région aux importantes potentialités industrielles. Les pouvoirs publics accordent ces dernières années un grand intérêt à la promotion de l'investissement, notamment ceux en rapport avec l'amélioration du cadre de vie du citoyen et couvrir les besoins de la région. Pas moins de 128 nouveaux projets d'investissement avaient été approuvés en 2018 sur un total de 193 dossiers déposés au niveau de la commission de wilaya en charge du dossier, et ont généré près de 4500 emplois, a-t-on indiqué à la DIM. Il est également relevé la réalisation en cours de 160 projets, dans différents segments industriels, agricole et de services, en plus de l'approbation de 67 autres, en majorité liés aux activités pétrolières, localisés au niveau de la nouvelle ville de Hassi Messaoud.



Diverses actions au programme de prévention et de lutte contre les incendies de forêts

Diverses actions ont été retenues au titre du programme 2019 de prévention et de lutte contre les incendies de forêts dans la wilaya de Ouargla, pour prémunir la richesse phœnicicole des sinistres, a-t-on appris, ce mercredi, auprès de la Direction de la Protection civile (PC).
Ces opérations portent sur l'ouverture de pistes dans les palmeraies pour permettre aux engins de la PC l'accès aux foyers d'incendies, la poursuite des programmes sectoriels de l'Agriculture portant réalisation de réseaux d'irrigation et de drains à travers les palmeraies, ainsi que la réalisation de brise-vents avec des matériaux ininflammable, a-t-on indiqué. L'acquisition de pompes immergées, la mobilisation de moyens d'intervention par les communes, l'ouverture de pistes agricoles, l'élargissement des anciennes vois d'accès et l'établissement d'une liste de numéros de téléphones des agents chargés de l'exploitation des puits agricoles, font partie des opérations projetées. Les données de la PC font ressortir cette année une hausse «sensible» des incendies de forêts (186) ayant été à l'origine de la dégradation de 1552 palmiers, suite aux incendies de palmeraies déclarés dans le Grand Ouargla, et à un degré moindre dans la région de Touggourt. La wilaya de Ouargla recense 22 512 ha de couvert végétal, a-t-on rappelé à la PC qui explique que les incendies de palmeraies sont dus à plusieurs facteurs, dont le non-respect par les agriculteurs des mesures préventives lors des campagnes de désherbage, le facteur humain (cigarettes), ainsi que l'incendie volontaire de certaines palmeraies pour exploiter les terrains récupérés à d'autres fins. La direction de la Protection civile de Ouargla vient de lancer, en coordination avec plusieurs organismes, une large campagne et des caravanes de sensibilisation contre divers incidents, dont les incendies notamment en période estivale, en plus de la distribution de dépliants sur les mesures préventives et les consignes à suivre en termes de lutte contre les incendies.

El Bayadh

Distribution de plus de 2800 logements publics locatifs avant la fin 2019

La wilaya d'El Bayadh prévoit la distribution de plus de 2878 logements publics locatifs (LPL) avant la fin de l'année en cours, a-t-on appris, mardi, du directeur de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI). Abdelfateh Kassoul a indiqué que ses services ont enregistré une avancée «importante» dans nombre de projets de construction de logements de type public locatif à travers le territoire de la wilaya, dont 1500 unités dans la seule nouvelle ville d'El Bayadh, avec un taux d'avancement de 85%.
Aussi, il a été enregistré l'achèvement de l'opération d'adduction au réseau d'alimentation en eau potable et d'assainissement de ces 1500 logements. Il s'ensuit, après le branchement prochain des foyers au réseau d'électricité et du gaz, une opération de revêtement des routes et la fixation du réseau d'éclairage extérieur. Les travaux de réalisation de 1170 logements publics locatifs dans la commune de Bougtob connaissent un taux d'avancement «appréciable» avec l'achèvement entier d'un quota de 350 unités et il ne reste que les opérations de raccordement aux réseaux divers. Les 820 unités restant affichent un taux d'avancement de 80%. Il sera procédé dans les tous prochains jours à l'entame des opérations d'aménagement extérieur des cités et leur raccordement aux différents réseaux, a ajouté notre interlocuteur. Les travaux de réalisation des 60 logements dans la commune de Rogassa ont été achevés, tandis que le taux de réalisation des aménagements extérieurs et le raccordement des logements aux réseaux divers à 95%. 50 logements de même type ont également été réalisés dans la commune de Boualem laquelle a bénéficié d'un quota spécial pour avoir pratiquement terminé une opération d'aménagement extérieur.
L'actuelle opération qui tire à sa fin a trait au traitement des recours avant l'affichage définitif de la liste des bénéficiaires. Les services de l'OPGI ont enregistré l'achèvement des travaux de réalisation de 98 logements publics locatifs dans la commune de Chellal. Leur distribution est programmée, au plus tard, durant la période estivale, une fois la liste finale des bénéficiaires établie, a-t-on ajouté de même source.

Annonce

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

ولايـــة الدار
المقاطعة الادارية تيمهون
دائـــرة اوقروت
بلديـــة المطارفة

رقم : 03 /ب م / 2019

وصل استلام التبليغ بتغير
الهيئة التنفيذية لجمعية محلية

بمقتضى القانون رقم : 06/12 المؤرخ في 18 صفر عام 1433 هـ الموافق ل 12 يناير 2012 والمتعلق بالجمعيات . وطبقا لاحكام المادة 18 من نفس القانون تم هذا اليوم 20 ماي 2019 استلام مذكرة التعديل المؤرخة في 14 ماي 2019 المتعلقة بتعديل الهيئة التنفيذية للجمعية .

المسماة : جمعية الشمائل الثقافية للفنون الشعبية
المسجلة تحت رقم 06 بتاريخ : 10 فبراير 2014
المقيمة : بمحل السيد بحياوي صالح قصر المطارفة بلدية المطارفة
الكائن بـ : بقصر المطارفة بلدية المطارفة دائرة اوقروت ولاية الدار
يترأسها السيد : رزوقة عبد الحليم
وبالتالي يجب القيام باجراءات الاشهار وفقا لاحكام المادة 18 الفقرة 02 من القانون السالف الذكر .

L'Echo d'Algérie : 30/05/2019

Xiaomi officialise ses Redmi K20 et K20 Pro



La marque Redmi, ancienne filiale de Xiaomi, entend bien secouer le marché du mobile comme d'autres l'ont fait avant elle avec des appareils au rapport qualité/prix très, très avantageux. C'est le cas, de fort belle manière, avec les Redmi K20 et K20 Pro. Le Redmi K20 Pro, surnommé Flagship Killer 2.0 par l'entreprise, embarque une puce Snapdragon 855 -le plus puissant des SoC Qualcomm actuellement-, 6 ou 8 Go de RAM et un stockage variant de 128 ou 256 Go. Pour le reste, une batterie de 4 000 mAh -compatible charge rapide à 27 W, de quoi atteindre les 50% en 30 minutes et le 100% en un peu plus d'une heure, une dalle OLED Full HD+ de 6,39 pouces au format 19,5:9 quasiment sans bordure. Le capteur d'empreinte digitale est d'ailleurs intégré sous l'écran. Pour la partie photo, on retrouve un module frontal escamotable de 20 MP et un module arrière à 3 capteurs. Le principal est un Sony IMX586 de 48 MP, ouvrant à F/1,7, le deuxième un objectif ultra grand-angle de 13 MP ouvrant à f/2,4 et le dernier, de 8 MPX, un téléobjectif, zoom X2. Il est aussi possible de filmer au ralenti à 960 images par seconde. Le Redmi K20, de son côté, est très proche du K20 Pro : Snapdragon 730, 6 ou 8 go de RAM, 64 ou 128 Go de stockage, batterie de 4000 mAh, mais 18 W maximum pour la recharge. L'écran est identique, tout comme le module photo frontal. À l'arrière, la configuration est quasiment identique si ce n'est un capteur principal Sony IMX 582 -contre un IMX586 sur le Pro. Tous deux disposent d'un port USB-C et d'une prise mini-jack 3,5 mm. Voilà qui devrait plaire aux amateurs de casques/écouteurs filaires. Xiaomi n'a malheureusement pas communiqué sur la date de sortie ni le tarif de ces appareils en Europe.
En Chine, le Redmi K20 sera proposé à partir de 1 999 yuans, soit 258 €. Le modèle le plus onéreux, le K20 Pro en 8 Go de RAM et 256 Go de stockage, sera vendu 2999 Yuans soit 388 €.

Apple lance un nouvel iPod Touch

Voilà bien une annonce parfaitement surprise, comme le fait de temps à autre Apple. La firme de Cupertino vient de lancer un nouvel iPod Touch. Au menu, puce A10 Fusion et une option avec 256 Go de stockage. Les rumeurs se multipliaient ces derniers mois. Apple travaillait bien sur un nouvel iPod Touch. Et l'appareil vient d'être lancé il y a quelques heures. L'iPod Touch 7 offre une mise à niveau bienvenue de ses composants et propose jusqu'à 256 Go de stockage. Côté design, cet iPod Touch 7 ressemble toujours à un iPhone 5. Il propose un écran Retina de 4 pouces d'une définition de 1 136 x 640 pixels. Adieu la puce A8, bonjour la A10 Fusion -introduite avec les iPhone 7 et 7 Plus-. Adieu aussi, par contre, le Touch ID, il faudra faire sans. L'iPod Touch est donc un compagnon presque parfait pour Apple Music.
Il aurait été parfait s'il avait été compatible LTE, ce qui n'est pas le cas. Autrement dit, pour profiter de vos musiques préférées, il vous faudra les télécharger via Wi-Fi. L'iPod Touch 7 est livré avec des EarPods filaires mais étant compatible Bluetooth, vous pourrez y relier un casque sans fil. Pour le reste, citons notamment la compatibilité à venir avec l'abonnement Apple Arcade quand celui-ci sera lancé. Parfait pour jouer quand vous n'avez rien d'autre à faire. Et si l'appareil a bien deux modules photo, celui à l'arrière se contente de 8 MP et le frontal de 1,2 MP. Tout juste suffisant pour des appels FaceTime en groupe.
L'iPod Touch 7 est disponible dès à présent en six coloris : rose, argent, gris sidéral, or, bleu et rouge.
Comptez 249 € pour la version 32 Go,
359 € pour le 128 Go et
469 € pour le modèle 256 Go.



Les feux tricolores du futur prédiront quand vous voulez traverser

Pour certains, il n'y a rien de pire que d'attendre que le feu passe au vert pour pouvoir traverser. Dans le futur, ces feux tricolores pourraient être en mesure de prédire quand vous souhaitez traverser. Il existe une théorie voulant que nombre de boutons que l'on actionne tous les jours ne font en réalité rien du tout. Qu'ils n'agissent que comme de simples placebos. Cela concerne aussi, semble-t-il, le bouton sur les feux tricolores censé vous permettre de les faire passer au vert quand vous souhaitez traverser. Il se pourrait, dans un avenir plus ou moins proche, que nos feux tricolores soient justement suffisamment intelligent pour que ces boutons ne soient plus nécessaires. Ceux-ci passeraient au rouge pour les voitures, et au vert pour les piétons donc, chaque fois que nous voulons traverser la rue, tout simplement. La fonctionnalité, qui utilise une caméra et la vision par ordinateur, a été développée par des chercheurs Autrichiens. Lorsque le système détecte des piétons se tenant dans la



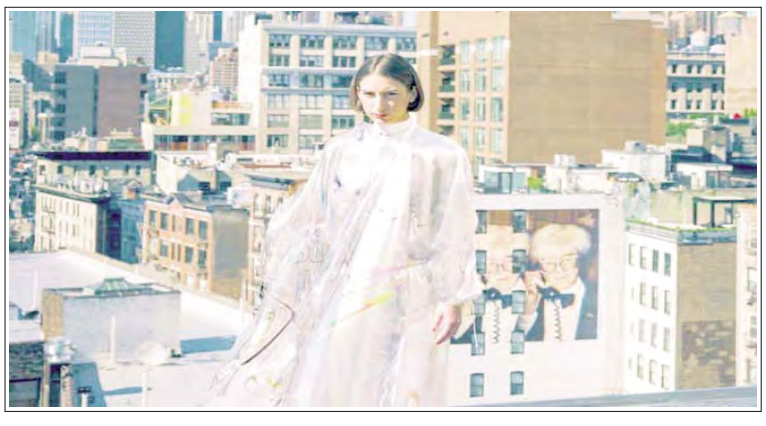
«bonne» position, position signifiant leur intention de traverser, il envoie un signal aux feux tricolores. Selon les chercheurs, cette méthode est plus rapide d'environ 3 à 4 secondes par rapport à l'action manuelle du piéton sur le bouton traditionnel. En plus de scanner ainsi les piétons, le système est capable de détecter un plus grand groupe -une classe scolaire en sortie, par exemple- et adapte la durée du feu vert le cas échéant.
Les chercheurs ont désormais prévu de faire installer leur système à Vienne par la société Günther Pincher. Qui sait, peut-être le retrouvera-t-on dans nos rues bientôt.

Huawei dément le remplacement d'Android par son OS maison dès juin 2019

Alors qu'un haut cadre de la marque assurait que son OS maison débarquerait en juin 2019 pour remplacer Android, Huawei dément aujourd'hui cette information. L'affaire Huawei vs USA n'en finit pas de connaître de nouveaux rebondissements. Suite à la signature du décret de Donal Trump et le placement de Huawei sur liste noire, Google ne peut plus fournir ses services au constructeur chinois sur ses prochains smartphones. Le N° 2 mondial du secteur a rapidement rassuré ses utilisateurs et expliqué qu'il développait son propre système d'exploitation pour remplacer Android. Le 28 mai 2019, le site TechRadar révélait que Huawei s'apprêtait à lancer cet OS maison probablement Ark OS en juin 2019 pour remplacer Android. Le média expliquait avoir obtenu cette information d'Alaa Elshimy, Managing Director et Vice President of Huawei Enterprise Business Group Middle East. La fiabilité de la source semblait donc solide. Et pourtant, hier, le 29 mai, Huawei dément explicitement cette information aux confrères d'Android Authority. La marque explique que son OS maison ne sortirait pas en juin 2019 et qu'il était trop tôt pour communiquer une date. Elle ajoute d'ailleurs que toute information concernant son système d'exploitation serait transmise à la presse et au public par les canaux de communication officiels. En France, nos sollicitations auprès de Huawei France sont restées sans réponses. L'annonce de la sortie de l'OS Huawei dès juin 2019 avait surpris tout le monde. Si le géant chinois dispose de ressources considérables pour créer son propre système et qu'il y travaille depuis des années déjà. Développer des applications pouvant remplacer Maps, Gmail ou Play Store représente une lourde charge de travail. D'ailleurs, certaines rumeurs laissent entendre que Huawei mettra plusieurs mois à préparer son OS maison. Le constructeur peut prendre son temps puisque ses accords avec Google restent valables jusqu'à fin 2019.

Le premier vêtement entièrement numérique au monde vendu aux enchères 9 500$

La mode peut prendre bien des formes. A fortiori aujourd'hui avec toutes les technologies modernes dont on dispose. Voici par exemple le premier vêtement entièrement numérique. Pour certains, la mode reste un véritable mystère.
Avec ses codes parfois très difficiles à percer. Préparez-vous à être plus encore plus perdu(e) puisque le premier vêtement totalement numérique au monde a été vendu pour la somme assez folle de 9500 $. Si, sur le fond, cela ressemble à un simple skin de jeu vidéo, c'est pourtant une vraie pièce de créateur de mode. Cette création pour le moins étonnante est celle de la startup spécialisée dans la mode numérique The Fabricant en collaboration avec l'artiste Johanna Jaskowska et Dapper Labs -les créateurs des Crypto Kitties-. Elle n'est disponible qu'au format numérique. Autrement dit, vous ne pouvez pas la toucher, pas la porter, pas même la voir en temps réel. Mais vous ne risquez pas non plus de l'abîmer ou la tacher.



De plus, elle a été conçue dans la blockchain, pour en faire un hybride entre mode et crypto-monnaie. La question se pose de savoir qui pourrait effectivement payer pour un tel design numérique. Certains d'autres spécialistes de la mode. Une chose est sûre, il y avait du monde à cette vente aux enchères pour cette robe conçue avec des logiciels de dessin 2D et 3D pour lui conférer un look très futuriste. Et haute couture oblige, l'acheteur voit sa pièce taillée su mesure. Un photographe aidera les créateurs à modéliser la robe selon le look et les mensurations de l'acheteur. Voilà en tout cas un concept pour le moins intriguant. Difficile de se dire que certains sont prêts à dépenser de telles sommes pour quelque chose qui n'existe que numériquement, quelque chose que l'on ne peut que voir dans des vidéos retouchées.

Vapoter nuirait à votre cœur, selon une étude

AUX États-Unis, le vapotage aurait augmenté de près de 80% chez les lycéens et de 50% chez les collégiens depuis 2017, car de nombreux produits de vapotage paraissent inoffensifs. «Le public a cette notion que les cigarettes électroniques sont sans danger», regrette l'auteur de l'étude. Les arômes des cigarettes électroniques endommageraient votre santé cardiaque. Selon une étude américaine, publiée lundi 27 mai dans le Journal de l'American College of Cardiology, les liquides aromatisés utilisés dans les e-cigarettes peuvent en effet entraver la capacité des cellules humaines à survivre et à fonctionner correctement, rapporte CNN. Les auteurs de l'étude affirment que ces modifications cellulaires pourraient même jouer un rôle important dans les maladies cardiaques. Commercialisés avec des arômes sucrés ou fruités, de nombreux produits de vapotage peuvent ainsi paraître inoffensifs. «Le public a cette notion que les cigarettes électroniques sont sans danger», affirme le docteurJoseph Wu, auteur de l'étude et directeur du Stanford Cardiovascular Institute. Alors que selon cet expert, il n'en est rien. «En raison de cette perception, beaucoup d'enfants s'adonnent à la cigarette électronique», déclare le docteur Wu. «Il y a tellement d'enfants qui fument des cigarettes électroniques. Et ces enfants vont devenir des adultes. Et ces adultes peuvent devenir des patients âgés que je prendrai en charge plus tard en tant que cardiologue», poursuit-il.



Viande et cancer, ce qu'il faut savoir avant d'allumer votre barbecue



L'ÉTÉ approche, et avec lui l'inauguration de la saison des grillades. On le soupçonnait depuis déjà quelques années, mais plusieurs études récentes en attestent : le bœuf, la volaille ou même le poisson, lorsqu'ils sont carbonisés ou cuits à feu vif, par exemple sur un grill, produisent des substances chimiques cancérogènes appelées amines hétérocycliques (HCA) et hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP).
Selon l'Institut américain de recherche sur le cancer, les expériences en laboratoire ont révélé que les HCA et les HAP sont mutagènes, c'est-à-dire qu'ils provoquent des changements dans l'ADN pouvant augmenter le risque de cancer. Theodore Brasky, épidémiologiste du cancer et professeur adjoint au Comprehensive Cancer Center de l'université d'État de l'Ohio, a déclaré auprès du HuffPost qu'il existe une «mine de données» sur les effets des HCA et des HAP sur les animaux de laboratoire, mais que s'agissant des êtres humains, ces résultats sont moins concrets. «Les études sur les individus sont plus complexes, parce qu'il est difficile de contrôler tous les aspects, explique-t-il. Mais il y a néanmoins beaucoup de preuves provenant d'études épidémiologiques qui montrent que les personnes en bonne santé déclarant manger des viandes bien cuites ou cuites au barbecue ont tendance à avoir une incidence plus élevée de cancers du tube digestif en particulier du colon au fil du temps, après prise en compte d'autres facteurs.»
Une étude réalisée en 2017 a également révélé que les femmes atteintes d'un cancer du sein avaient des taux de survie inférieurs si elles consommaient de plus grandes quantités de viande grillée, cuite au barbecue ou fumée.

Cuisson lente à privilégier

Kirsten Moysich, experte en prévention du cancer et en santé publique du Roswell Park Comprehensive Cancer Center de Buffalo, dans l'État de New York, évoque elle aussi «des risques accrus de cancers du côlon, de la prostate et du pancréas» en cas de consommation élevée de viande, mais note tout de même que la qualité de la viande est tout autant, si ce n'est plus importante que son mode de cuisson. Les viandes transformées comme les hot-dogs et autres saucisses, souvent cuites au barbecue, contiennent en effet des additifs et des produits chimiques causant le cancer. «Le Centre international de recherche sur le cancer a désigné les viandes transformées comme cancérogènes du groupe 1, ce qui signifie qu'il existe des preuves convaincantes qu'elles sont nocives pour l'homme, confirme Theodore Brasky. Les scientifiques estiment que 50 g de viande transformée consommés quotidiennement sont associés à un risque accru de cancer colorectal de 18%.»
Pas de panique si vous ne réservez les barbecues qu'à quelques dimanches ensoleillés: selon ces chiffres, il faudrait manger un hot-dog tous les jours pour augmenter de façon exponentielle votre risque de contracter un cancer.
Par mesure de précaution, Kirsten Moysich recommande «d'enlever les zones carbonisées sur la viande et de la retourner fréquemment».
Elle suggère également de faire griller des légumes et les fruits, qui ne produisent pas d'HCA et «sont liés à un risque réduit de cancer». Cuire la viande lentement à feu doux ou moyen permet aussi de réduire la production d'HCA ou d'HAP.
L'American Institute for Cancer Research assure que les marinades sont un excellent moyen de créer une barrière entre la viande et la flamme pour diminuer la quantité de substances cancérogènes.
Enfin, comme pour n'importe quel aliment, la modération est primordiale, souligne Kirsten Moysich. «Les gens ne devraient pas s'inquiéter de manger de la viande grillée, rassure-t-elle. Mais il faut équilibrer ce petit plaisir avec la consommation de légumes, une marche rapide, éviter de fumer.»

L'abus de thé à la réglisse aurait failli condamner un homme à la mort

Les faits ont été relatés dans le Journal de l'Association médicale canadienne. Un Canadien de 84 ans a été admis à l'hôpital dans un état préoccupant, alors qu'il était surveillé suite à des problèmes d'hypertension et de maladie cardio-vasculaire. Si certains nouveaux patients prennent des risques inconsidérés et finissent par arriver aux urgences, l'homme en question n'avait, pour lui, rien réalisé de dangereux, et avait été admis suite à de fortes douleurs à la poitrine et à la tête. En contrôlant sa tension, les médecins ont remarqué qu'elle était beaucoup plus élevée que la normale, s'en est donc suivi un examen méticuleux afin de déterminer quelle en était la cause. Laurence Green, l'une des médecins qui a pris en charge le patient lors de son arrivée, a expliqué dans une interview accordée à Gizmodo. Dans son cas, la pression artérielle était si élevée qu'elle lui a valu une insuffisance cardiaque, un gonflement des jambes et certaines anomalies électrolytiques, telles qu'un faible taux de potassium. Le patient interrogé a expliqué ne pas avoir changé ses habitudes récemment, mis à part avoir bu durant 2 semaines 1 à 2 verres/jour de thé maison brassé à partir de racines de réglisse. La relation entre la réglisse et l'hypertension ayant déjà été prouvée par le passé, le patient a pu se rétablir en arrêtant de consommer son breuvage maison et en prenant des médicaments pour l'hypertension. En 2017, la Food and Drug Administration avait averti que les personnes de plus de 40 ans devraient éviter de manger trop de bonbons à la réglisse. Il serait en effet envisageable, en théorie, que des personnes ne souffrant d'aucun problème de tension puisse développer une hypertension artérielle suite à l'ingestion d'une très grande quantité de réglisse. Les personnes souffrant déjà d'hypertension sont donc invitées à surveiller leur consommation de réglisse. Cette dernière est donc, comme toutes les bonnes choses, à consommer avec modération pour vous éviter tout problème de santé.

La taille de votre cou, révélatrice de votre état de santé

LA mesure du tour de cou des patients pourrait être un nouvel outil de diagnostic du syndrome métabolique, selon une étude. Avoir un gros cou pourrait donc révéler de sérieux problèmes de santé. Mesurer son tour de cou pour évaluer son état de santé ? C'est ce que suggère une étude présentée lors du congrès annuel de l'Asian Pacific Society of Cardiology (APSC), et relayée par l'European Society of Cardiology. La circonférence de votre cou permettrait de dépister le syndrome métabolique de manière précoce, et ainsi révéler si vous êtes plus susceptible de développer des problèmes cardiovasculaires.

Le syndrome métabolique favorise les maladies cardiovasculaires

Le syndrome métabolique est un ensemble de troubles qui favorisent la survenue de certaines pathologies chroniques telles que le diabète de type 2 et les maladies cardiovasculaires. Selon l'European Society of Cardiology, un quart de la population mondiale serait atteinte du syndrome métabolique, et ces personnes seraient trois fois plus susceptibles d'être victime d'une crise cardiaque ou d'un accident vasculaire cérébral. Pour diagnostiquer ce syndrome, les médecins se basent sur un certain nombre de critères, comme l'obésité abdominale, le taux de triglycérides et de cholestérol, ou encore la pression artérielle. Des chercheurs de l'Adventist Medical Centre Manila (Philippines) suggèrent que le tour de cou des patients pourrait être un autre critère à prendre en compte. «Le syndrome métabolique est en train de devenir un problème mondial avec une prévalence accrue», souligne le Dr Pacifico D. Gines III, auteur principal de l'étude. «Le périmètre cervical pourrait être un moyen simple et rapide d'identifier les personnes touchées, afin qu'elles puissent modifier leur mode de vie et recevoir un traitement pour prévenir les crises cardiaques et les AVC».

Les personnes ayant un tour de cou élevé seraient en moins bonne santé

Pour émettre cette hypothèse, les chercheurs ont examiné la relation entre le tour de cou et les composantes du syndrome métabolique. Ils ont examiné 160 adultes ayant subi un bilan de santé, dont 26 d'entre eux avaient été diagnostiqué d'un syndrome métabolique. Les personnes souffrant de ce syndrome présentaient un périmètre cervical supérieur à 40 cm pour les hommes, et à 36 cm pour les femmes. De manière générale, la circonférence du cou était significativement plus élevée chez les participants présentant au moins l'un de ces symptômes : hypertension, diabète et dyslipidémie (c'est-à-dire concentration anormalement élevée ou diminuée de lipides dans le sang). Les personnes ayant un gros cou avaient aussi un taux de «bon» cholestérol, de triglycérides et de glycémie plus élevés.

Un nouvel outil de dépistage efficace et rapide

Selon le Dr Gines, le tour de cou serait un facteur de prédiction du syndrome métabolique «plus précis que le tour de taille», dans la mesure où ce dernier «est affecté par la respiration, et le fait que l'estomac soit plein ou non». Le chercheur souligne que



ce nouvel outil de dépistage est très «facile à mesurer lors des check-up de santé». Toutefois, cette étude ne porte que sur une population philippine. Si le chercheur estime que «les valeurs seuil peuvent être applicables à d'autres Asiatiques ayant le même corps que les Philippins», des recherches supplémentaires sont nécessaires pour définir quel est le tour de cou à ne pas dépasser pour chaque population. Mais que soit leur pays d'origine, «les personnes atteintes du syndrome métabolique doivent avoir une alimentation équilibrée, conserver un poids santé, faire de l'exercice régulièrement et contrôler leurs progrès avec leur médecin», conclut le spécialiste.

Patrimoine

Le créponné «made in Oran» en voie de classement au patrimoine national immatériel

L'antenne d'Oran de l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés vient de ficeler un dossier en vue de classer le sorbet glacé dit créponné en tant qu'élément de l'art culinaire oranais et du patrimoine immatériel.

Cette glace au citron rafraîchissante a traversé les frontières pour connaître un succès incomparable à l'échelle internationale, a rappelé le président de cette antenne. Le dossier «créponné» sera présenté à la prochaine réunion de la commission de wilaya des biens culturels en vue de sa classification en tant que legs oranais. Cette commission aura également à étudier les dossiers relatifs au plat populaire «karantika» et à la blouse oranaise.

«Ces mêmes dossiers seront soumis à la commission nationale des biens culturels relevant du ministère de la Culture pour les classer au patrimoine national», a précisé, en outre, Massinissa Ourabah. L'histoire du créponné reste lié à celui de la ville d'Oran, où il a été créé et fabriqué par un certain Soriano, propriétaire d'une crémerie appelée «Oranaise» au quartier populaire de Sidi Houari durant l'époque coloniale. Faute de documents, aucune date précise ne peut être avancée sur la mise sur le marché de ce sorbet, indique Massinissa Ourabah. A partir d'Oran, le succès du créponné s'est étendu aux autres villes du pays avant d'être plébiscité en Europe où il rivalise jusqu'à présent avec les glaces les plus savoureuses d'Italie, de France et d'Espagne, souligne un marchand de glaces du centre-ville d'Oran qui propose depuis 3 décennies cette spécialité oranaise, très demandée.

Il estimé que la fabrication et la préparation de ce genre de glaces doivent enseignées comme spécialité aux centres de formation professionnelle. Le succès du Créponné réside dans sa formule de préparation qui est à la portée de tous. «Il n'y aucun secret de fabrication jalousement gardé par les membres d'une même famille et transmis de père en fils comme c'est le cas pour certains boissons de marque mondiale», explique Nassima, chef-cuisinière dans un hôtel classé. Le créponné, réputé pour sa fraîcheur et son goût citron, est devenu un commerce florissant à Oran. Sa préparation est très aisée ne nécessitant que peu d'ingrédients pas très chers, à savoir de l'eau, du sucre, du citron et un blanc d'œuf.

Après sa préparation, il est mis au frais dans un congélateur avant d'être servi.

La génération des années 70 se rappelle que la glace «créponné» proposée par des marchands ambulants dans les rues d'El Bahia et aux abords des établissements scolaires.

Le créponné est proposé dans des cornets de biscuits ou de gaufres que l'on savoure délicatement tant que le plaisir est entier.

Le créponné «made in Oran» a réussi à supplanter les autres arômes vanille, chocolat,



pistache, framboises et autres. Le créponné a réussi «à se stabiliser» dans certains quartiers d'Oran où des points de vente ont pignon sur rue comme les crèmeries de la très touristique place du Front de mer, à salle «Mira» à l'entrée de la rue Larbi-Ben M'hidi, au centre-ville d'Oran, ou encore le marchand de glaces «Boudjelal» au quartier Abdelmoumen (ex-Choupot).

Des destinations privilégiées des amateurs de glaces d'Oran et de différentes wilayas et des touristes. Aujourd'hui, ce sorbet est passé de la fabrication traditionnelle à une dimension industrielle. Des ateliers et des usines de fabrication de crèmes glacées produisent en grandes quantités de ce produit pour répondre à une demande de plus en plus croissante hiver comme été et particulièrement durant les veillées du Ramadhan et les soirées caniculaires de l'été.

Concert

Ali Amran enchante le public lors de deux prestations à Tizi-Ouzou

La vedette de la chanson moderne algérienne et porte-drapeau de la chanson kabyle, Ali Amran, a fait, encore une fois, sensation en drainant la foule lors de deux concerts à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou. Le grand public a vibré aux sonorités et aux belles mélodies admirablement exécutées par cet artiste en vogue accompagné de son orchestre formé de trois musiciens français et «le magicien» Youva Sid. Tout au long de ces deux dernières soirées où la salle était pleine comme un œuf, les jeunes fans venus de toutes les contrées de Kabylie s'en sont donnés à cœur joie avec leur idole. Et si la composante juvénile des deux sexes était majoritaire parmi les présents, les familles et les personnes âgées étaient aussi au rendez-vous. C'est dire qu'Ali Amran touche à toutes les franges de la société pour lesquelles il tente d'être le parfait traducteur des aspirations citoyennes, des frustrations, des espoirs, mais aussi des revendications à travers des thématiques largement traitées dans son répertoire comme la liberté, les traditions, l'exil, la modernité, les tabous, l'identité, le mal-vivre et la patrie. Pour l'occasion, le chanteur égayera le public de tout un éventail de tubes de son répertoire, pour certains puisés dans son dernier album, mélangés à d'autres chants plus anciens, à l'instar de *Thiloufa*, *Khali Slimane*, *Athan Ouayne Idyekimen Sithmourth Ilan Tsafarka, Sendakagh, Ayakchich, Thavalizth, Zaroura, Anfas Ithouzyint, Evghigh Akemhemlagh, Aminithedoun Ghafelkhidh, Thidhyanine*, ou encore Je ne suis pas celui que tu penses que le public a repris en chœur, comme un seul homme, dans une exhibition musicale peu égalable. Et si la frénésie ambiante était de mise, le public et son idole n'ont pu s'extraire de la réalité du contexte politique et social du pays.

Et dans ce sens, et même si Ali Amran a pu entraîner ses fans dans une folle ambiance, il a pu aussi captiver l'attention sur tout ce que vit actuellement l'Algérie, et qui a trait aux revendications et aux luttes sociopolitiques du peuple algérien. «Nous sommes interpellés par la situation actuelle et il faut saluer le merveilleux peuple algérien, auteur d'une révolution singulière dans le gotha des nations et dans l'histoire des peuples, et il est de notre devoir d'être solidaires avec lui dans cette période importante de notre histoire et de notre existence», a-t-il dit, face à une foule en délire, tout en dédiant quelques chansons au Hirak, comme *Ved* (Lève-toi), et une autre inédite, *Thagrawla ; Thamourth Atsvedel Afasen Adezi Simaoulan* (Oui pour la révolution et le pays changera pour revenir à tous les siens), qu'il a exécutée en solo.

Lors de ce concert, il a, entre autres, consacré un hommage à Matoub Lounès, durant lequel ses chansons ont été écoutées dans un silence religieux, ponctuées par des slogans connus dans les manifestations de «la révolution du sourire».

Publication

«Les annales de la liberté», le nouveau livre de Salah Mechaker

Né le 15 décembre 1932 dans la vieille ville de Tizi-Ouzou, Salah Mekacher est un ancien élève de la médersa Ethaâlibia d'Alger, située à l'époque à la rue Bencheneb, au bas de La Casbah d'Alger. Et à l'appel de l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA), il n'hésita pas à rejoindre le maquis en Kabylie et il est aussitôt affecté au PC de la Wilaya III commandé par le Colonel Amirouche, où il devait s'occuper des activités du service de presse de l'ALN.

En 1958, il échappa miraculeusement à l'opération de la bleuite et aux désastres de la fameuse purge où il a assisté à la disparition tragique de nombreux «médersiens» froidement exécutés par leurs propres compagnons de lutte à cause d'une campagne d'intox orchestrée par les services secrets français pour provoquer un climat de méfiance, de suspicion et de zizanie entre les moudjahidine de l'ALN et leurs officiers. En 1959, il échappe encore aux bombardements de l'armée française lors de la fameuse et sinistre opération Jumelles et au lendemain de l'indépendance, il fut démobilisé, sur sa propre demande, pour réintégrer la vie civile et embrasser une nouvelle carrière professionnelle d'administrateur de la santé publique et de directeur d'hôpital tout en ayant été élu député lors de la seconde législature de 1982. Profitant de sa vie paisible de retraité, il se consacra ensuite à l'écriture de l'histoire de la Révolution et surtout de la vie difficile et tumultueuse mais aussi des combats héroïques menés par les combattants de l'ALN dans les maquis de Kabylie sous l'ère du Colonel Amirouche puis de son successeur, le regretté Colonel Mohand Oulhadj. C'est ainsi qu'il édita deux premiers ouvrages en arabe et en français aux éditions El Amel , soit *Aux PC de la Wilaya III historique* et *Les récits de la mémoire* puis quatre autres livres à compte d'auteur qui ont pour titres *Fureurs dans les djebels*, *Chroniques hospitalières*, *Les lendemains du cessez-le-feu* et enfin *Le service de presse de la Wilaya III*.

Très prolifique en écriture, Hadj Salah Mekacher ne veut pas s'arrêter en si bon chemin, lui qui vient de publier encore, aux éditions El Amel, un nouvel ouvrage intitulé *Les annales des maquis de la liberté*, entre controverses et vérités où il relate, avec une mémoire infaillible, les débuts de l'insurrection contre l'occupant français en novembre 1954, le congrès de la Soummam du 20 août 1956 à Ifri-Ouzellaguène, le temps des incertitudes, la pacification et le dernier quart d'heure et enfin la fin d'une guerre sans merci qui aura duré sept ans et demi. «Dans ce dernier ouvrage que j'ai mis en chantier tout au début de l'année 2018, j'ai surtout mis l'accent sur l'enchaînement des grands évènements qui ont marqué la glorieuse révolution algérienne et l'intensité de la guerre qui faisait rage dans les maquis de Kabylie et qui aura donné lieu à un véritable brasier au cœur même de la Wilaya III où nos vaillants moudjahidine ont osé défier héroïquement la puissante armée coloniale pour libérer vaillamment la patrie après 132 ans de colonialisme», nous dira l'auteur Salah Mekacher qui a illustré son bel ouvrage de photos historiques inédites et surtout de récits et de non-dits, d'anecdotes et de faits d'armes qu'il aura vécus personnellement aux côtés de ses frères moudjahidine.

«Tant que la santé me le permet, je continuerai à écrire sans relâche pour servir la mémoire collective et l'histoire véridique de mon pays et de sa révolution et pour preuve, je viens de mettre encore en chantier un 8e ouvrage qui aura pour titre *Plumes et écritoires, et pages d'histoire* où je vais m'attarder, dit-il, sur le rôle important du PC de la Wilaya III historique, de son service de presse, de la bravoure de ses valeureux officiers et de ses vaillants moudjahidine qui ont osé défier la puissante armée française», conclut Hadj Salah Mekacher.



Plan de paix israélo-palestinien

Kushner se rend à Rabat, Amman et Al Qods en quête d'appuis pour l'initiative américaine

En quête de soutien des pays arabes alliés des Etats-Unis, Jared Kushner a rencontré Mohammed VI lors d'un entretien organisé à la résidence royale de Rabat. Jared Kushner, gendre et conseiller du président américain Donald Trump, s'est rendu le 28 mai au Maroc, puis en Jordanie et en Israël pour réunir un soutien au plan de paix américain, déclaré mort-né par l'Autorité palestinienne en quête d'appuis pour son plan de paix israélo-palestinien dont le volet économique doit être dévoilé fin juin à Manama.

Depuis son arrivée à la Maison-Blanche, Donald Trump affiche sa volonté de parvenir à «l'accord ultime» entre Israéliens et Palestiniens, espérant réussir là où tous ses prédécesseurs ont échoué. Mais l'équation s'annonce particulièrement délicate : les Palestiniens boycottent l'administration américaine depuis que Washington a reconnu Al Qods comme capitale d'Israël en décembre 2017.
Kushner, qui ne cache pas son intention de susciter l'adhésion d'une partie des Palestiniens en faisant miroiter la promesse d'un véritable développement économique, sait qu'il aura besoin du soutien des pays arabes alliés des Etats-Unis. Après le Maroc, il se rendra ainsi en Jordanie, puis en Israël jusqu'au 31 mai, a indiqué un responsable de l'exécutif américain sous couvert d'anonymat. Lors d'un entretien organisé à la résidence royale de Rabat.
Les discussions ont porté sur «les évolutions et les développements que connaît la région de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient», ainsi que sur le partenariat stratégique entre les Etats-Unis et le Maroc, a indiqué à l'AFP un porte-parole du palais. Les discussions menées à Rabat avant un dîner de rupture du jeûne du ramadan se sont tenues en présence d'un autre conseiller de Donald Trump, Jason Greenblatt, ainsi que, côté marocain, du conseiller du roi Fouad Ali El Himma et du ministre des affaires étrangères, Nasser Bourita. Dans la soirée de mardi, Greenblatt s'est dit sur Twitter «honoré» d'avoir partagé ce repas «sa majesté le roi Mohammed VI», dont il a loué la «sagesse». «Le Maroc est un ami important et un allié des Etats-Unis», a-t-il déclaré.

Le plan de «paix» de Trump attendu sans illusions

Quels sont les pays qui participeront à la conférence de Manama, la capitale de Bahreïn, les 25 et 26 juin ? La question, cruciale pour le devenir de ce plan dont le contenu politique n'a toujours pas été dévoilé, fait l'objet d'intenses spéculations.
Si les Emirats arabes unis ont confirmé leur présence, les Palestiniens ont, sans surprise, confirmé qu'il ne faudrait pas compter sur eux. Intitulé «De la paix à la prospérité», le rendez-vous de Bahreïn doit réunir, outre des responsables gouvernementaux, des représentants de la société civile et du monde des affaires. Selon la présidence américaine, il s'agit d'une opportunité pour «encourager le soutien à des investissements et initiatives économiques potentiels qui pourraient être rendus possibles par un accord de paix». Mais les Palestiniens ont dénoncé avec force, par la voix de Saëb Erakat, secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), les tentatives visant à promouvoir «une normalisation économique de l'occupation israélienne de la Palestine». «Notre objectif n'est pas d'améliorer les conditions de vie sous l'occupation, mais d'atteindre le plein potentiel de la Palestine en mettant fin à l'occupation israélienne», a-t-il martelé.
Bashar Al Masri, l'un des hommes d'affaires palestiniens les plus en vue, qui a travaillé avec des partenaires internationaux et en coopération avec Israël pour investir 1,4 milliard $ (environ 1,25 milliard €) dans la construction de la nouvelle ville palestinienne de Rawabi, a lui aussi décliné l'invitation à la conférence. S'il reste évasif sur le contenu de son plan, entouré du plus grand secret, Jared Kushner promet depuis plusieurs mois des idées nouvelles, soulignant que les approches traditionnelles n'avaient pas permis de parvenir à un accord. Il refuse ainsi de parler de la solution dite «à deux Etats», israélien et palestinien, pourtant au cœur de la diplomatie mondiale depuis des années. A l'issue de sa tournée au Maroc, en Jordanie et en Israël, Kushner se rendra en fin de semaine à Montreux, en Suisse, puis à Londres, où il participera à la visite d'Etat au Royaume-Uni de son beau-père, Donald Trump. Jared kushner sera accompagné lors de cette visite par l'émissaire américain pour le Moyen-Orient, Jason Greenblatt, et l'envoyé spécial des Etats-Unis pour l'Iran, Brian Hook.
La délégation américaine en quête d'un soutien pour son plan de paix rejeté par la communauté internationale aura plusieurs entretiens avec les responsables de ces 3 pays, selon la Maison-Blanche.
Kushner se rendra ensuite à Montreux, en Suisse, à compter du 1er juin, où il devrait participer à la conférence annuelle de Bilderberg pour débattre des grandes questions internationales avant de se rendre à Londres dans le cadre de la visite d'Etat que le Président Trump va effectuer au Royaume Uni. Le très attendu le plan de paix américain a ravivé la compétition entre l'Arabie Saoudite, le Maroc, et la Turquie sur le contrôle des lieux saints de l'Islam à El Qods occupée, assuré actuellement par la Jordanie. Les spéculations vont bon train sur la possibilité de transférer le contrôle de la Mosquée El Aqsa, troisième lieu saint de l'Islam, à un autre pays, alors que la Maison Blanche s'apprête à dévoiler la partie économique de son plan lors d'une conférence prévue les 25 et 26 juin à Bahreïn. Selon des analystes politiques, la plus grande crainte de la Jordanie aujourd'hui est de voir le nouveau plan



mettre fin à son contrôle historique des lieux saints au profit d'autres pays comme l'Arabie saoudite, le Maroc et la Turquie.
Les craintes du royaume hachémite se sont accentuées dernièrement voyant dans le plan américain une conspiration en dépit des assurances de l'émissaire américain pour le Moyen-Orient, Jason Greenblatt.
Rabat, Ankara et Riyad ne cachent pas leurs ambitions à ce sujet en cherchant à jouer un rôle dans un éventuel accord qui devrait redéfinir le statut de la ville sainte.
En attendant, les détails du plan de paix américain qui seront révélés en juin, la Maison-Blanche veut aborder les aspects économiques de l'accord lors de la Conférence de Bahreïn. L'administration américaine veut tirer profit de la situation économique désastreuse dans les territoires palestiniens pour imposer son plan biaisé au profit d'Israël, et mène à cet effet d'intenses négociations avec les Etats arabes du Golfe pour les inciter à le financer Samedi, le plus haut négociateur de l'Autorité palestinienne, Saeb Erekat, a appelé «tous les pays» à ne pas participer à la conférence de Manama, affirmant que cette réunion «échouera certainement sans la participation palestinienne». Saeb Erekat a qualifié l'administration Trump de «pierre angulaire de l'idéologie israélienne d'extrême droite» accusant les Etats-Unis de «semer la peur dans la région». L'Autorité palestinienne a dénoncé en mars «une guerre financière» menée par les Etats-Unis et Israël pour forcer les palestiniens à «accepter une proposition de paix inacceptable».

Le volet économique connu les 25 et 26 juin

Les États-Unis doivent dévoiler les 25 et 26 juin lors d'une conférence à Manama (Bahreïn) le volet économique de ce plan de paix israélo-palestinien, dont le contenu politique n'a toujours pas été annoncé.
L'Autorité palestinienne a annoncé qu'elle n'y participerait pas. Les Palestiniens boycottent l'administration américaine depuis que Donald Trump a rompu avec des décennies de consensus en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël en décembre 2017. «Notre objectif n'est pas d'améliorer les conditions de vie sous l'occupation, mais d'atteindre le plein potentiel de la Palestine en mettant fin à l'occupation israélienne», n'a de cesse de marteler Saëb Erakat, secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). S'il reste évasif sur le contenu de son plan, entouré du plus grand secret, Jared Kushner promet depuis plusieurs mois des idées nouvelles, soulignant que les approches traditionnelles n'avaient pas permis de parvenir à un accord. Il refuse ainsi de parler de la solution dite «à deux États», israélien et palestinien, pourtant au coeur de la diplomatie mondiale depuis des années.

Ahsene Saaid /Ag.

Sit-in de protestation populaire à Amman pour exprimer leur rejet de la visite de Jared

Le Mouvement islamique et des groupes populaires et de jeunes ont organisé un sit-in de protestation près de l'ambassade des États-Unis à Amman, mardi soir, pour exprimer leur rejet de la visite que Jared Kushner, le conseiller principal de la Maison Blanche, a l'intention de faire dans le pays.
Les forces de sécurité jordaniennes ont fermé la place face à l'ambassade et empêché les manifestants d'accomplir les prières d'Isha et de Tarawih dans la zone. Les participants se sont tenus à l'écart de l'ambassade en portant des pancartes appelant les dirigeants jordaniens à ne pas recevoir Kushner ni à participer à l'atelier économique de Bahreïn.

Ils ont également scandé des slogans contre les États-Unis, Kushner et Israël

S'adressant à la foule, le secrétaire général des Frères musulmans, Abdul Hamid Al Dunaibat, a appelé le gouvernement jordanien à préciser sa position concernant la participation à la conférence de Bahreïn. Dunaibat a appelé Kushner à retourner dans son pays, soulignant que la Jordanie n'était pas à vendre et ne constituerait une patrie de remplacement pour personne. Il a réprimandé les dirigeants des pays du Golfe pour vendre les armes d'Israël et de Trump et laissé ces derniers piller leurs richesses.

ONU

Un Tunisien nommé secrétaire général adjoint pour le Moyen-Orient

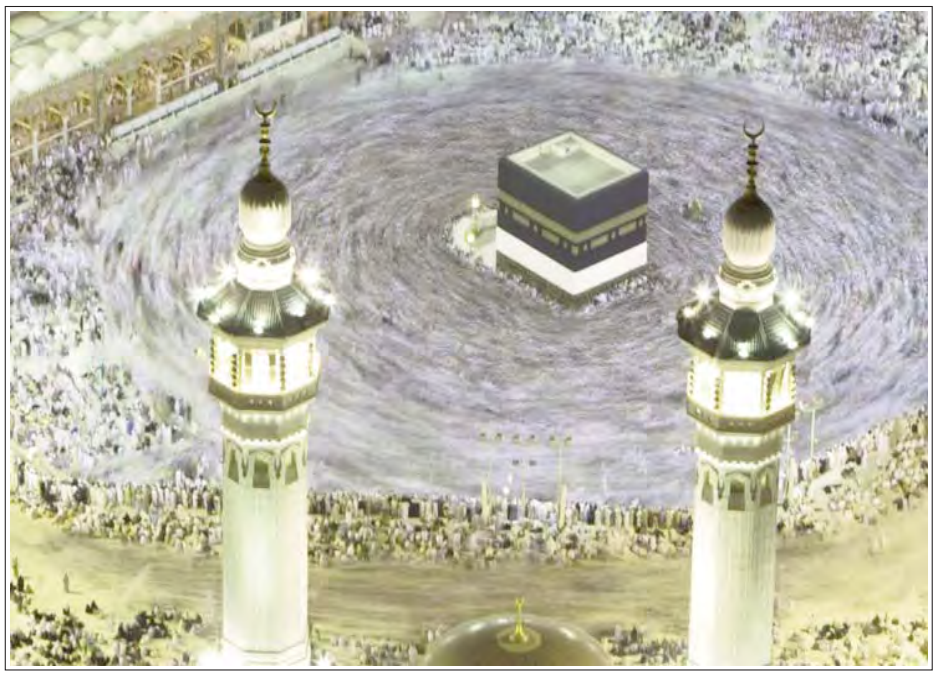
Le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a annoncé, mardi, la nomination du Tunisien Khaled Mohamed Khiari au poste de secrétaire général adjoint pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, au sein des départements des affaires politiques et de la consolidation de la paix et des opérations de paix de l'ONU. Actuellement directeur général des Amériques, de l'Asie et de l'Océanie au ministère tunisien des Affaires étrangères, Khiari «cumule plus de 35 ans d'expérience en diplomatie et en affaires étrangères, alternant entre son siège au ministère des Affaires étrangères et ses fonctions à l'étranger», a indiqué l'ONU dans un communiqué. Khiari compte une expérience de 35 ans en matière de diplomatie et a notamment été ambassadeur et représentant permanent de la Tunisie auprès des Nations-Unies à New York de 2012 à 2018, selon l'agence TAP.

Sommets de La Mecque Arabo-Islamique

Vers une position arabe et islamique commune sur les questions menaçant la paix et la stabilité de la région

La Mecque abritera, à partir d'aujourd'hui, trois sommets (Golfe, arabe et islamique), dans une tentative de dégager une position arabe et islamique commune à l'égard de nombreuses questions, en tête desquelles les tensions survenant dans la région du Golfe à la suite des agressions ayant ciblé des navires commerciaux dans les eaux territoriales des Emirats arabes unis (EAU), l'acte de sabotage des deux stations de pompage en Arabie saoudite, la cause palestinienne, ainsi que la crise au Yémen.

Les préparatifs pour la tenue de ces sommets, dont les travaux se dérouleront, les 30 et 31 mai courant, sous la présidence du roi de l'Arabie saoudite, Salmane ben Abdelaziz, se sont achevés à La Mecque.
A ce titre, les emblèmes des pays participants flottent tout au long des rues principales du Gouvernorat de Djeddah jusqu'à La Mecque, tandis que les journalistes des différents pays du monde arabo-islamique continuent d'arriver pour la couverture des évènements des sommets, d'autant plus que le ministère saoudien de l'Information a mis à leur disposition un centre d'information pour faciliter leurs tâches.
La tenue de 3 sommets simultanément à La Mecque, intervient dans le cadre d'un accord arabe en vue de faire face aux développements de la situation dans la région du Golfe, avec l'examen, en premier, des dossiers iranien et palestinien au Sommet extraordinaire de la Ligue des Etats arabes, puis la crise yéménite au Sommet extraordinaire du Conseil de coopération de Golfe (CCG), ensuite les questions et événements de l'actualité dans le monde islamique au Sommet ordinaire islamique qui se tiendra sous le thème : «Main dans la main pour l'avenir», avec comme but, la cristallisation d'une position commune à l'égard des questions et événements d'actualité dans le monde islamique. Présidés par le serviteur des deux Lieux Saints de l'Islam, les travaux des trois sommets débuteront par la tenue de deux sommets extraordinaire arabe et du Golfe, les 30 et 31 mai courant, juste avant la tenue du 14e sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Les observateurs considèrent que les deux sommets n'aborderont pas seulement les messages de condamnation et de solidarité, mais examineront l'édification d'une position arabe et du Conseil de coopération du Golf (CCG), au cas où l'escalade se poursuit dans la région, mais avant cela, œuvrer à la désescalade actuelle dans la région du Golfe arabe et Proche-Orient. L'opinion arabe voit en cette grande réunion arabo-islamo et du Golfe, un espoir pour la prise de positions cruciales et claires non seulement pour la condamnation des ingérences étrangères dans les affaires internes de tout pays arabe, mais aussi la mise en place de mécanismes à même d'empêcher ces nterventions. Ces trois sommets devraient déboucher sur plusieurs conclusions, notamment, la constitution d'un front islamique solide et une position politique ferme envers les dangers qui guettent la région du Golfe, la transmission d'un message à l'adresse de l'opinion publique internationale mettant l'accent sur le niveau du danger et de menace qui exige la mobilisation de tous les moyens. Il s'agit également de mettre en avant l'union des Arabes autour d'un seul objectif, en l'occurrence la défense de la sécurité nationale et arabe. Dans ce cadre, le secrétariat général du Comité des grands Oulémas a estimé que l'organisation des sommets près de la Maison sacrée d'Allah, au cours des dix derniers jours du Ramadhan et sur un appel du serviteur des deux Lieux Saints de l'Islam, le souverain Salmane ben Abdelaziz, devrait conférer à ces sommets une «importance capitale», des évènements, a-t-on souligné, à travers lesquels, les pays arabes et musulmans et de Golfe aspirent à serrer les rangs et protéger la Ouma de la fitna. La tenue de ces sommets à la Mecque met en avant «le rôle historique de l'Arabie Saoudite qui ne ménage aucun effort pour servir les questions des arabes et des musulmans et unifier leur voix», a ajouté, lundi, le secrétariat général du Comité. Rappelant que La Mecque a accueilli depuis le début du mois sacré plus de 7 millions de visiteurs dans le cadre de la Omra , les organisateurs prévoient que le nombre des visiteurs de cette ville bénie atteindra son pic avec la fin de semaine. A cette occasion, la province de la Mecque a appelé les résidents et les visiteurs à participer massivement pour la réussite des sommets et à coopérer avec les forces de sécurité. Afin d'assurer la couverture des trois sommets, la télévision saoudienne a annoncé le lancement d'une nouvelle chaine «Saudia directe», affirmant dans un tweet que cette nouvelle chaîne couvrira également tous les évènements importants organisés prochainement au Royaume de l'Arabie saoudite.



Poursuite des réunions préparatoires de la 14e Conférence au sommet de l'OCI

Les préparatifs de la 14e session ordinaire de la Conférence au sommet l'Organisation de la coopération islamique (OCI), prévue vendredi à La Mecque, se poursuivaient mardi à Djeddah, selon des sources médiatiques. Lors de la séance d'ouverture de la réunion lundi, le délégué de la République de Turquie, président du 13e sommet de l'OCI, a passé la présidence de la réunion préparatoire au ministère des affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite.
La présidence de la réunion préparatoire est passée lundi, lors de la séance d'ouverture, au ministère des affaires étrangères du Royaume d'Arabie saoudite. Elle était assurée par le délégué de la République de Turquie, président du 13e sommet de l'OCI. Après examen des documents finaux du Sommet de La Mecque, la réunion a adopté les projets de l'ordre du jour et du programme d'action de la réunion préparatoire du Conseil des ministres des affaires étrangères de la 14e session du Sommet ordinaire de l'OCI qui se tiendra sous le thème «La main dans la main vers l'avenir».

Les ministres des Affaires étrangères devaient tenir ce mercredi leurs réunion préparatoire.

Parallèlement au Sommet islamique, La Mecque abritera, à partir de ce jeudi, 2 autres sommets (Golfe et arabe) dans une tentative de dégager une position arabe et islamique commune à l'égard de nombreuses questions, en tête desquelles les tensions dans la région du Golfe suite aux actes d'agression ayant ciblé des navires commerciaux dans les eaux territoriales des Emirats arabes unis (EAU), et de sabotage de deux stations de pompage en Arabie saoudite.
Selon des sources médiatiques, les projets de décisions couvrent tous les volets de la question palestinienne, notamment la réaffirmation des décisions des précédents Sommets islamiques et Conseils ministériels de l'OCI sur le droit du peuple palestinien à l'établissement de son Etat aux frontières de 1967 avec Al Qods-Est pour Capitale. Les projets de décisions qui rejettent les solutions temporaires ou incomplètes véhiculées actuellement par l'Administration américaine au sujet de la question palestinienne, préconisent, en outre, le soutien à l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et l'activation des autres fonds de soutien à El Qods et à l'Etat de Palestine.
La tenue de trois Sommets simultanément à La Mecque intervient dans le cadre d'un accord arabe pour le traitement des développements de la situation dans la région du Golfe, à travers l'examen du dossier iranien et la cause palestinienne au Sommet extraordinaire de la Ligue arabe, la crise yéménite au Sommet extraordinaire du Conseil de coopération de Golfe (CCG), et les situations et les événements en cours dans le monde islamique en vue de cristalliser une position commune. La plus grande organisation intergouvernementale après l'ONU, avec 57 Etats membres à travers 4 continents, l'OCI est «La voix collective du Monde musulman» et œuvre à la protection et à la promotion de ses intérêts en consolidation de la paix et de la cohésion internationales et en renforcement des liens entre les différents peuples du monde.

Ahsene Saaid/ Ag.

Syrie

Le Conseil de sécurité appelé à agir pour protéger des millions de civils

La sous-secrétaire générale des Nations unies aux affaires humanitaires, Ursula Mueller, a exprimé son inquiétude quant à la dégradation de situation humanitaire en Syrie, évoquant des besoins importants d'aide humanitaire, notamment dans les camps de réfugiés, ont rapporté, ce mercredi, des médias locaux. S'exprimant devant les membres du Conseil lors d'une réunion consacrée à la situation humanitaire en Syrie, Ursula Mueller a indiqué que «les combats à Idlib qui se sont poursuivis ces derniers jours, malgré l'annonce d'un cessez-le-feu temporaire le 17 mai ont entraîné la mort de plus de 160 civils et le déplacement de quelque 270 000 personnes», ont ajouté les mêmes sources. «La question qui se pose, aujourd'hui, est de savoir ce que vous ferez pour protéger les civils à Idlib -le dernier exemple d'une catastrophe humanitaire connue, prévisible et évitable se déroulant sous nos yeux», a souligné Mueller à l'adresse des pays membres du Conseil. «Des millions d'enfants, de femmes et d'hommes assiégés ne peuvent attendre que le prochain cycle (de négociations politiques) réussisse à Genève. Ils ont besoin de protection -et de votre action- maintenant», a poursuivi la responsable onusienne. Mueller a affirmé, dans ce contexte, que la communauté humanitaire s'efforçait de répondre aux besoins mais que de nouvelles opérations militaires risquaient de submerger sa capacité d'intervention. «Beaucoup de nos partenaires humanitaires font partie de la population touchée et ont eux-mêmes été déplacés.
En conséquence, dans de nombreuses zones d'affrontements, les opérations humanitaires ont été suspendues», a-t-elle précisé.
La région d'Idlib n'est pas la seule où les besoins humanitaires continuent de croître. «Nous restons gravement préoccupés, par exemple, par les informations faisant état de la détérioration de la situation dans le camp de Roukban», a-t-elle indiqué. Les dizaines de milliers de personnes qui vivent dans le camp de Roukban, à la frontière entre la Syrie et la Jordanie, ont besoin d'assistance alors que la nourriture, les médicaments et les autres produits de première nécessité livrés en février sont épuisés. Selon Mueller, un troisième convoi humanitaire à destination de Roukban reste essentiel pour éviter de nouvelles souffrances. «Au moins 74 000 civils dans le camp d'Al Hol, dont 92% sont des femmes et des enfants, vivent maintenant dans des conditions extrêmement difficiles«, a signalé Mueller, signalant que beaucoup d'entre eux sont des étrangers et risquent de se voir refuser le rapatriement, la réhabilitation, la réintégration, un procès équitable ou même de devenir apatrides. Selon Mueller, il faut trouver d'urgence des solutions pour les ressortissants étrangers afin d'éviter qu'ils restent dans le camp de manière prolongée.
Elle a appelé une nouvelle fois tous les Etats membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour que leurs ressortissants soient rapatriés pour être réhabilités et réintégrés.

La Syrie déterminée à libérer «tout son territoire de toute présence étrangère illégale»

L'ambassadeur permanent syrien auprès de l'ONU, Bachar Al Jaafari, a affirmé que la Syrie est déterminée à libérer son territoire de toute «présence étrangère illégale», soulignant que «la principale raison de la souffrance des Syriens était liée à l'existence de réseaux terroristes, de la Coalition américaine illégale, ses agents et ses milices«, ont rapporté, ce mercredi, des médias locaux. S'exprimant lors d'une séance tenue mardi soir par le Conseil de sécurité sur la situation en Syrie, Al Jaafari a déclaré que «des pays membres du Conseil de sécurité exploitaient la question humanitaire pour viser la Syrie, y nuire aux efforts des institutions de l'Etat et tenter de déformer son image«, a indiqué l'agence syrienne Sana. «Le réseau terroriste du Front Nosra s'empare de la majorité du gouvernorat d'dlib et poursuit ses attaques contre les zones avoisinantes et contre les positions de l'armée arabe syrienne», a-t-il dénoncé, précisant que «l'Etat syrien a le droit de protéger ses citoyens du terrorisme».
Al Jaafari a fait savoir également que «les Etats-Unis et des groupes armés poursuivent la séquestration des milliers de civils dans le camp de Rukban à Tanf et refusent de les libérer». S'agissant des forces kurdes présentes dans le nord (FDS), le diplomate syrien les a accusé de dépendre des Etats-Unis, ajoutant que ces «milices» avaient commis «des massacres et perpétré des actes d'arrestation et de torture à l'encontre des Syriens qui réclament leurs droits et le retour des institutions de l'Etat aux zones de sa présence».
«La Syrie réclame au Conseil de sécurité d'agir pour mettre fin aux pratiques du régime turc visant à changer l'identité et l'aspect démographique dans les zones qu'il occupe. Toute présence militaire étrangère sur les territoires syriens sans notre admission est une agression et une occupation et sera traitée sur cette base», a soutenu l'ambassadeur syrien, assurant que «la Syrie n'épargnera aucun effort pour libérer le gouvernorat d'Idlib de la présence des réseaux terroristes et mettre fin à leurs attaques contre les civils». Réitérant la détermination de l'Etat à libérer tout son territoire de toute présence étrangère illégale, Al Jaafari a qualifié d'«inadmissibles» les mesures américaines coercitives et unilatérales imposées à la Syrie, appelant le Conseil de sécurité à les annuler. «Les ambassadeurs des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France continuent à exploiter la tribune du Conseil de sécurité dans le but de protéger les terroristes et d'entraver la progression de l'armée syrienne face aux réseaux terroristes qu'ils soutiennent», a-t-il, en outre, poursuivi.

ONU

Journée internationale pour les minorités religieuses victimes de violences

L'Assemblée générale des Nations unies a adopté, ce mardi, une résolution faisant du 22 août la «Journée internationale de commémoration des victimes de violences basées sur la religion ou les convictions». Au cours de la 85e séance plénière de la 73e session de l'Assemblée générale, l'assemblée a invité tous les Etats membres, les organisations de l'ONU, les autres organisations internationales et régionales et la société civile à célébrer chaque année cette nouvelle Journée internationale.

La résolution de l'Assemblée générale a déploré avec force les actes de violence commis contre des personnes en raison de leur religion ou de leurs convictions, ainsi que tout acte similaire dirigé contre leur domicile, leurs commerces, leurs biens, leurs écoles, leurs centres culturels ou leurs lieux de culte.
Elle a en outre rappelé que toute attaque commise dans ou contre des lieux, sites ou sanctuaires religieux constituait «une violation du droit international».
La résolution a réaffirmé sa condamnation sans équivoque du terrorisme et de l'extrémisme violent sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations, où que ce soit, par qui que ce soit et quels qu'en soient les motifs.
S'exprimant au nom des neuf pays qui ont initialement soutenu ce projet de résolution, le ministre polonais des Affaires étrangères Jacek Czaputowicz a souligné que le monde connaissait actuellement une augmentation sans précédent des violences contre les communautés religieuses et les personnes appartenant à des minorités religieuses. Les récentes attaques commises contre des mosquées à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, puis contre des communautés chrétiennes au Sri Lanka, «ont rappelé de manière tragique à la communauté internationale que la liberté de religion était un droit humain fondamental, et que la haine envers certains groupes religieux pouvait déboucher sur des tueries de masse», a-t-il ajouté. Czaputowicz a espéré que la création de cette Journée internationale contribuerait à «lutter contre les crimes haineux et les violences liées à la religion, et permettrait de renforcer le dialogue inter-religieux».



Turquie - Achat de missiles russes S-400

Ankara affirme n'avoir pas reçu d'ultimatum de Washington

Le ministre turc de la Défense, Hulusi Akar, a affirmé, ce mercredi, que les autorités turques n'ont reçu aucun message de la part des Etats-Unis portant sur un ultimatum contre l'acquisition de systèmes de missiles russes
S-400, ont rapporté des médias locaux.
S'exprimant dans un entretien accordé à la chaîne Habertürk, le ministre turc a déclaré qu'Ankara n'avait eu connaissance d'aucun message de la part de Washington sur un ultimatum contre l'achat de systèmes de missiles russes S-400, a indiqué l'agence russe Sputnik. Répondant à la question de savoir quelles mesures la Turquie prendrait en cas d'introduction de sanctions américaines, le ministre a souligné qu'il ne peut pas commenter des «hypothèses», soulignant que son pays a agi «en pleine conformité avec les engagements pris», a poursuivi la même source.
Le 23 mai dernier, les Etats-Unis ont averti la Turquie de conséquences «très négatives» qui découleraient de l'achat de systèmes de missiles russes S-400, selon la porte-parole du département d'Etat, Morgan Ortagus. La chaîne de télévision CNBC avait précédemment annoncé, en se référant à ses sources, que les Etats-Unis avaient donné deux semaines à la Turquie pour renoncer à l'achat de systèmes antiaériens russes S-400 et que dans le cas contraire la Turquie serait exclue du programme F-35 de Lockheed Martin. A ce propos, le ministre de la Défense turque a souligné qu'Ankara avait entièrement payé les chasseurs F-35 américains. Selon lui, les avions ont déjà été envoyés en Turquie et les pilotes sont en train d'apprendre à les piloter. Les Etats-Unis pourraient suspendre l'entraînement des pilotes turcs sur les F-35 à cause de l'affaire des S-400, a rapporté, ce mercredi, l'agence britannique Reuters citant des sources proches du Pentagone. La défense américaine compterait stopper temporairement la formation des pilotes turcs au pilotage des chasseurs F-35, ont confié à Reuters deux sources anonymes, ajoutant que la décision finale n'a pas encore été prise. D'après l'agence, les pilotes turcs sont formés actuellement sur la base aérienne de Luke, en Arizona, et il n'est pas clair s'ils seront obligés de quitter le pays ou de rester sur place jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise. Auparavant, un représentant du secrétariat à l'industrie de la Défense turque a déclaré à Sputnik qu'Ankara attendait l'arrivée de spécialistes russes pour installer des systèmes de défense antiaériens S-400, mais que la date de leur arrivée n'avait pas encore été choisie.

Nigeria

6 membres d'une même famille tués dans le centre-nord du pays

Six membres d'une même famille ont été tués par des hommes armés dans l'Etat de Plateau, dans le centre-nord du Nigeria, ont rapporté, mardi, des médias, citant un porte-parole de la police.
L'attaque a eu lieu lundi soir lorsque des hommes armés non identifiés ont fait irruption dans une maison et ont tué plusieurs membres d'une même famille dans le village de Nakai Danwal, dans la région de Riyom, a indiqué le porte-parole de la police de l'Etat à Jos, la capitale de l'Etat de Plateau, Terna Tyopev, cité par des médias.
Tyopev a fait savoir qu'un haut responsable de la police chargé de l'enquête s'était rendu sur les lieux pour évaluer la situation, et avait déployé des policiers armés dans la communauté locale pour éviter tout risque de représailles. Mardi, des dizaines d'hommes armés ont mené deux attaques sur des villages du nord du Nigeria, tuant 23 personnes qui étaient en train de manger avant le jeûne quotidien du Ramadhan, selon des sources locales.
Selon l'un des chefs locaux, Lawal Isah Abdullahi, des hommes armés du district de Kauran Namoda, dans l'Etat de Zamfara, ont attaqué les villages voisins de Tunga et Kabaje, et «ont tué 23 personnes». Des soldats, déployés pour sécuriser la zone, ont accompagné les rescapés jusqu'au lieu du massacre pour les protéger pendant qu'ils allaient chercher les corps et enterraient les victimes

Violences

Plus de 20 000 déplacés vers le Niger depuis avril

Plus de 20 000 personnes ont été contraintes de se réfugier au Niger depuis avril en raison d'une récente flambée de violence dans le nord-ouest du Nigeria, a indiqué le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). «La majorité des nouveaux arrivants sont des femmes et des enfants», a précisé le porte-parole du HCR à Genève, Babar Baloch, cité par des médias.
Après leur arrivée dans la région de Maradi, au Niger, les personnes qui ont fui le Nigeria disent avoir assisté à «des déchaînements de violence contre des civils, dont des attaques à la machette, des enlèvements et des violences sexuelles». Toutefois, l'agence onusienne note que cette dernière recrudescence de la violence «n'est pas liée au groupe terroriste Boko Haram».
Des personnes fuiraient pour diverses raisons, notamment des affrontements entre agriculteurs et éleveurs de différents groupes ethniques, ainsi que des enlèvements contre rançon dans les Etats nigérians de Sokoto et Zamfara. Dans ces conditions, le HCR «s'inquiète de la détérioration de la sécurité au Nigeria» et collabore étroitement avec les autorités nigériennes pour fournir des prestations de base et enregistrer les nouveaux arrivants. Plus de 18 000 personnes ont déjà suivi le processus initial d'inscription jusqu'à présent. Le HCR, d'autres agences onusiennes, ainsi que les partenaires, étudient avec le gouvernement la possibilité de les transférer dans des villes et des villages situés plus à l'intérieur des terres. Toutefois, les violences perpétrées par des éléments de Boko Haram dans la région de Diffa se sont également intensifiées de façon considérable depuis 2018, avec un très lourd bilan en termes de victimes civiles ainsi que des mouvements secondaires sans précédent dans la région.
A l'heure actuelle, la région de Diffa accueille près de 250 000 personnes déracinées, dont des réfugiés nigérians et des citoyens nigériens déplacés dans leur propre pays.
L'agence onusienne note que le Niger garde ses frontières ouvertes malgré la violence qui continue de sévir dans plusieurs pays voisins au Nigeria, au Mali et, plus récemment, au Burkina Faso.

Ahsene Saaid /Ag.

Burkina Faso

Plus de 17 000 personnes déplacées dans le nord

Plus de 17 000 personnes, fuyant la région du Sahel du Burkina Faso ont été secourues par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) depuis début de l'année, a annoncé, mardi, l'ONG dans un communiqué. «Le Comité international de la Croix-Rouge, avec l'appui des volontaires de la Croix-Rouge burkinabè, a procédé à une distribution de vivres à près de 17 400 personnes», qui «ont dû quitter des communes telles que Diguel, Nassoumbou et Koutougou, pour se réfugier dans la ville de Djibo», chef-lieu de la province du Soum, touché par la violence depuis 2015, a indiqué le communiqué. «Ayant abandonné leurs moyens d'existence, ces personnes ont d'importants besoins humanitaires, surtout en ce début de période de soudure où la nourriture vient à manquer», note le CICR, pointant également le difficile accès aux soins de santé et à l'eau. La région du nord du Burkina Faso, frontalière du Mali et du Niger, est le théâtre d'attaques terroristes régulières depuis quatre ans, qui ont fait plus de 400 morts. Depuis le début de l'année 2019, la province du Soum, dans la région du Sahel, est confrontée à une aggravation des attaques armées, auxquelles s'ajoutent des conflits intercommunautaires. «Au vu des violences, de nouveaux déplacements de personnes sont à craindre», souligne le CICR, inquiet également de «l'accès des humanitaires aux populations vulnérables (qui) risque de demeurer précaire». «D'une façon générale, les perspectives humanitaires dans le pays sont préoccupantes», relève le CICR qui compte porter assistance à des déplacés dans d'autres régions du Burkina Faso. En juin 2017, le gouvernement burkinabè a lancé un Programme d'urgence sur 3 ans (2017-2020), doté de 455 milliards de francs CFA (694 millions €) pour améliorer la sécurité, l'éducation, la santé et l'approvisionnement en eau potable dans la région burkinabè du Sahel.

Délinquance juvénile

132 mineurs réintégrés dans leur milieu familial durant le 1er trimestre 2019

Cent trente-deux mineurs ont été réintégrés dans leur milieu familial, durant le 1er trimestre de l'année en cours, contre 259 pour toute l'année 2018 à travers le territoire national, par les brigades de protection des mineurs relevant de la Gendarmerie nationale (GN), a révèlé, hier, un bilan du commandement de cette institution.

Durant cette période de référence, et dans le cadre de la lutte contre la délinquance juvénile, ces mêmes brigades ont effectué un total de 4231 services, dont 70% destinés à l'action préventive en direction des mineurs, 1807 patrouilles dans les lieux fréquentés par ces derniers et 341 contrôles dans les crèches, précise la même source. Ceci, en plus de 835 campagnes de sensibilisation liées aux différents fléaux sociaux, au niveau des établissements scolaires et des centres de formation professionnelle, de même qu'elles ont pris part à 391 enquêtes judiciaires. En 2018, ces brigades spécialisées ont effectué 9622 services dont 80% destinés à l'action préventive, 1018 contrôles dans des crèches, 1720 campagnes de sensibilisation au niveau des établissements scolaires et des centres de formation professionnelle et ont participé à 921 enquêtes judiciaires, détaille le communiqué. Au nombre de 23, ces brigades exercent leurs missions, à caractères préventif et répressif, dans le territoire de compétence de la Gendarmerie nationale. Celles-ci consistant essentiellement en la sensibilisation des mineurs contre «les dangers de la délinquance et ses répercussions» sur eux, l'ouverture d'enquêtes judiciaires impliquant un mineur, accusé ou victime, ainsi que la participation aux enquêtes judiciaires avec les unités territoriales ou spécialisées relevant de la GN lorsque les personnes impliquées sont des mineurs. «Le commandement de la GN a veillé à la sélection de Gendarmes qualifiés pour les orienter au travail dans ces brigades, avec le recrutement de l'élément féminin. Les Gendarmes ont également été formés en tant qu'auxiliaires de la médiation sociale et sur les méthodes de traitement des mineurs», souligne le commandement de la GN. Les aspects psychologiques liés au développement de l'enfant et de l'adolescent sont pris en compte dans cette formation, de même que l'action de médiation, la psychologie de la famille algérienne, le langage des signes, etc, est-il ajouté, sachant que le stage pratique se déroule à l'Ecole supérieure de la GN à Zéralda. «La Gendarmerie nationale a réalisé une importante avancée dans le domaine de la protection des mineurs en fournissant tous les moyens nécessaires à la prise en charge totale de cette frange de la société et a parié sur le principe de la médiation sociale en tant que méthodes effectives pour la prévention des mineurs, en lui accordant une très grande importance en tant qu'action sécuritaire, préventive et proactive», se félicite cette institution. Ces brigades, et «en dépit de leur récente création, ont réussi à s'imposer en tant qu'entité spécialisée et à travers leurs interventions qualitatives et efficaces dans le domaine des enquêtes et la révélation des tenants et aboutissants des affaires, dont l'une des parties est un mineur ainsi que dans le domaine de la prévention», ajoute-t-elle. Enfin et tout en soulignant sa «disposition» à venir en aide aux citoyens, la Gendarmerie nationale met au service de ces derniers son numéro vert **1055**, son site internet «**Tariki**» (via le web, l'application ou à travers la page Facebook) pour se renseigner sur l'état des routes, ainsi que son site dédié aux pré-plaintes : **https://ppgn.mdn.dz**.

Yasmine Derbal

Ramadhan

Saisie de 41 tonnes de produits impropres à la consommation en 20 jours

Un total de 41 tonnes de produits non conformes ou impropres à la consommation, estimées à 9,28 millions de dinars, ont été saisies durant les 20 premiers jours du mois de Ramadhan.

Pas moins de 19 337 interventions ont été effectuées et orientées vers les différentes sphères d'approvisionnement et ce, dans le cadre des opérations de contrôle de la qualité et la répression des fraudes menées par les services du ministère du Commerce, a précisé la même source. Celles-ci ont permis la constatation de 667 infractions aux règles de la qualité traduites par l'établissement de 593 procès-verbaux et la proposition de fermeture de 29 locaux commerciaux. Les principales infractions constatées ont concerné, entres autres, les défauts d'hygiène et innocuité des denrées alimentaire (220 infractions soit 33%), la détention et mise en vente de produits impropres à la consommation (145 infractions soit 21,7%), l'absence d'autocontrôle (81 infractions soit 12,1%), le non-respect de la température de conservation (33 infractions soit 4,9%), le défaut d'étiquetage (33 infractions soit 4,9%), ainsi que la détention et la mise en vente de produits non conformes (28 infractions soit 4,2%). En matière de contrôle des pratiques commerciales, les services concernés ont réalisé 20 082 interventions lesquelles ont donné lieu à la contestation de 1059 infractions sanctionnées par l'établissement de 1021 procès verbaux et la proposition de fermeture de 70 locaux commerciaux. En outre, ces interventions ont permis la mise au jour de transactions commerciales sans factures pour un montant de 1582 millions de dinars et la saisie de marchandises pour une valeur de 660 30 millions de dinars. A cet effet, les principales infractions constatées ont touché le défaut de publicité des prix et des tarifs (321 infractions soit 30,31%), le défaut de facturation (121 infractions soit 11,42%), l'opposition au contrôle (90 infractions soit 8,49%), le défaut du registre du commerce (87 infractions soit 8,21) et des pratiques de prix illicites (18 infractions soit 1,69%). Au total, le bilan a fait ressortir 39.419 interventions et 1726 infractions, 1614 procès-verbaux d'infraction et une valeur des saisies estimée à 670 millions de dinars. Le montant des transactions commerciales sans factures a été de 1582 millions de dinars avec 99 propositions de fermeture.

T. M .

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE TISSEMSILT

DAIRA DE BORDJ EMIR ABDELKADER

COMMUNE DE BORDJ EMIR ABDELKADER

AVIS D'INFRUCTUOSITE

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 03/2019

CONFORMEMENT A L'ARTICLE N° 40 DU DECRET PRESIDENTIEL N° 15-247 DU 16/09/2015, PORTANT REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC.

VU L' APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 03/2019 PARU AUX QUOTIDIENS NATIONAUX :

- *2019/04/23 الديار بتاريخ & L'Echo d'Algérie LE 23/04/2019*
- *VU LE PV DE L'OUVERTURE DES PLIS N° 25/2019 DU 07/05/2019*
- *VU LE PV D JUGEMENT N° 21/2019 DU 14/05/2019*

MONSIEUR LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALE DE BORDJ EMIR ABDELKADER INFORME LES SOUMISSIONNAIRES PAR L'INFRUCTUOSITE DE L'APPEL D'OFFRE DE L'OPERATION DU :

TRAVAUX DES REALISATION DU CHAUFFAGE CENTRAL AUX ECOLES PRIMAIRES Y/COMPRIS FRAIS ANEP :

LOT 01 : TRAVAUX DE REALISATION DU CHAUFFAGE CENTRAL A L'ECOLE PRIMAIRE SEDDIK BENYAHIA (CENTRE)

LOT 02 : TRAVAUX DE REALISATION DU CHAUFFAGE CENTRAL A L'ECOLE PRIMAIRE DJOULEM SLIMANE (CITE CHAHID GHENAM

LOT 03 : TRAVAUX DE REALISATION DU CHAUFFAGE CENTRAL A L'ECOLE PRIMAIRE ZERROUKEN AHMED

MOTIF : Aucune Offre n'est préqualifiée techniquement .

L'Echo d'Algérie : 30/05/2019 **Anep : 1916 012 377**

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA D'ILLIZI

DAIRA D'ILLIZI

COMMUNE D'ILLIZI

CODE FISCAL : 098 433 015 0033 41

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Projet : Réahabilitation des voies urbaines cité AIN EL KOURSSE - illizi

Conformément aux dispositions de l'article 65 et 82 du décrit présidentiel N° 147/2015 du 16/09/2015, portant code des marchés publics et délegation de services publics.

Le président d'Assemblée populaire d'Illizi informe l'ensemble des entreprises ayant participées avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimales N°006/2019 datée du 26/03/2019, paru dans les quotidiens (اللقاء + L' Echo d'Algérie + Bomop et qu'à l'issue de l'évaluation des offres il a été décidé suivant le pv de jugement des offres du 15/05/2019. *D'attribuer le projet cité ci-dessus à :*

Nom D'entreprise	Note off/tech 100	Délai de réalis	Montant DA	CRITERE de choix
AARL ES-SAMAHA GERER PAR/ZEKKOUR FERHAT EL SAID N° FISCAL /099833019000624	71.4 pts	05 MOIS	43.228.310,00	Qualifieé techniquement + offre financière moins-disante

les candidats et les soumissionnaires qui souhaitent prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs candidatures, offres technique et financière, à se rapprocher de ses services, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour leur communiquer ces résultats et pour ceux qui ayant des réservés sur ce choix; peuvent se présenter à introduire leurs recours dans un délai de dix (10) jours a compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux.

L'Echo d'Algérie : 30/05/2019 **Anep : 1916 012 376**

Sudoku

		4			5			
2	6			8			4	3
		8		1				9
				4		6		5
4	5		9			1		
1				7				2
7	8	2			4			
						3		
9			2		6		8	1

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13

14	15	16	17	18
D	H	M	F	B

Pour éteindre la chandelle

1	8	9	10	7	11	1	1	■	9	10	7	7	1
5	1	6	5	■	3	5	2	1	7	3	1	12	7
2	■	13	10	9	1	7	10	2	3	6	5	■	11
1	8	2	7	10	14	1	■	1	9	13	6	11	1
7	1	8	2	6	■	8	10	3	8	3	■	12	2
3	13	■	15	■	7	3	5	4 G	■	8	3	13	6
5	■	2	7	10	3	5	10	5	2	■	3	13	13
1	11	10	3	8	8	1	■	6 O	■	9	3	■	6
7	3	8	1	1	■	16	10	3	7	1	■	10	4
■	17	16	■	11	13	1	12	7	1	■	11	13	3
1	■	10	9	2	10	5	2	■	9	10	8	1	1
16	6	5	6	3	■	2	1	7	7	6	3	7	■
8	12	3	8	8	1	■	13	3	1	12	■	2	10
■	2	1	■	1	2	9	■	18	1	2	2	1	8

Une pièce d'Édouard Bourdet

13	1	8		2	1	16	11	8		14	3	17	17
3	9	3	13	1	8								

Pêle-mêle

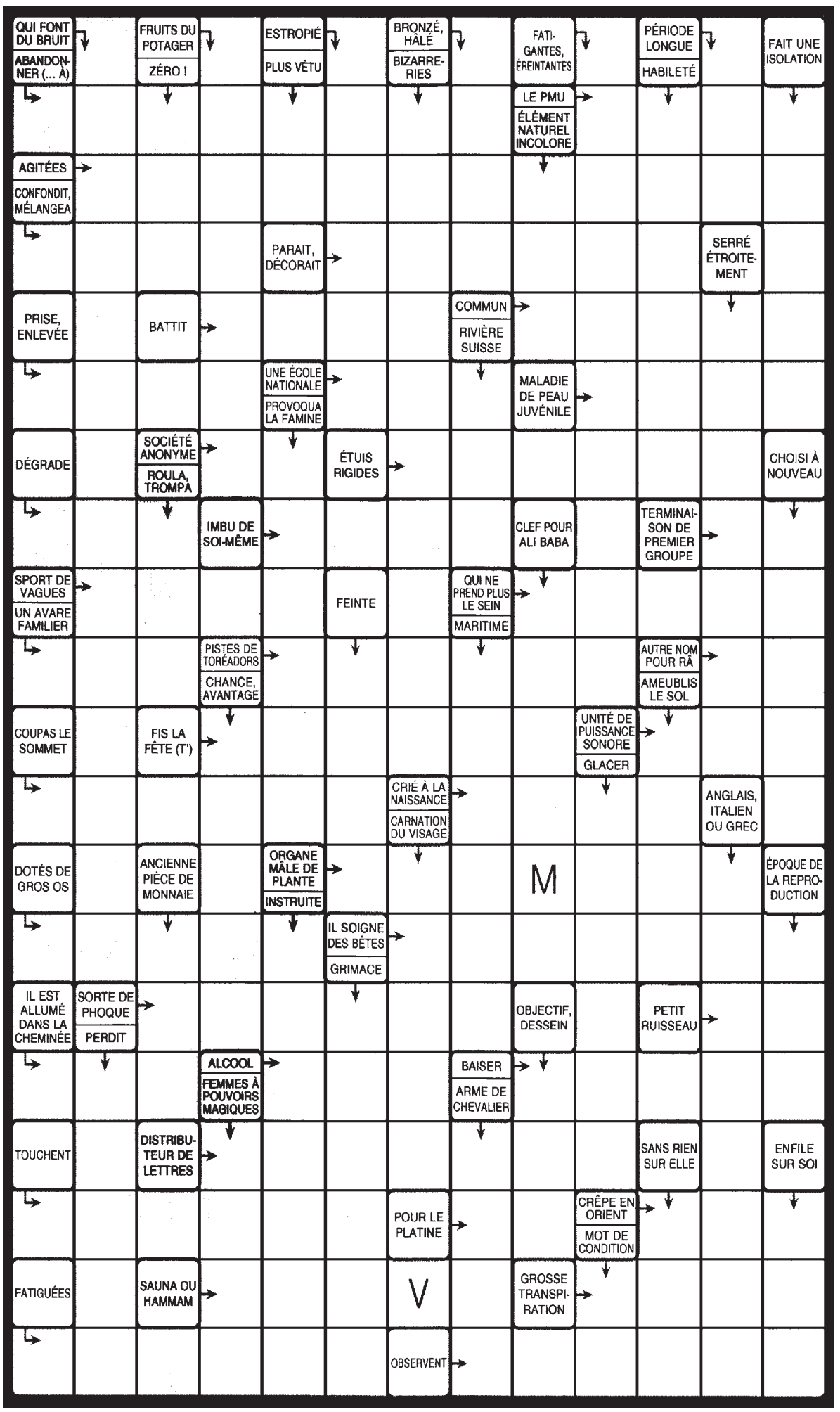
ACCES
CROASSE
DARDEE
DIVAGUE
DIVERGE
DOSSARD
DUCAL
ECHAUDE
ELUDEE
ETAGERE
HACHIS
JOUEUSE
MERCIER
OBEIE
PLACIDE
PLAQUEE
PSAUME
RECASE
VERGER

E	R	E	G	A	T	E	P
R	J	O	U	E	U	S	E
E	S	I	H	C	A	H	R
G	D	E	L	U	D	E	E
R	O	I	M	E	S	P	I
E	S	E	V	S	L	L	C
V	S	B	A	A	A	A	R
I	A	O	C	C	G	Q	E
D	R	I	U	E	C	U	M
C	D	D	A	R	D	E	E
E	D	U	A	H	C	E	S

E	G	R	O	G	E	D	B
E	T	T	O	R	A	C	E
D	E	C	H	U	E	N	R
P	S	L	O	E	I	A	E
E	E	U	U	D	N	G	T
N	U	M	R	O	A	E	P
D	E	A	B	Y	F	R	M
R	J	L	E	R	P	E	O
E	I	E	L	S	U	A	D
E	F	F	R	O	I	M	P
E	E	S	O	P	P	O	E

ANOBLIE
BERET
CAROTTE
DECHUE
DEFOULE
DEGORGE
DOCTE
DOMPTER
EFFROI
EGAYEE
EMBRUME
JARDINE
NAGER
OISEAU
OPPOSEE
PAPYRUS
PENDRE
POLLEN
REMUEE

Mots fléchés

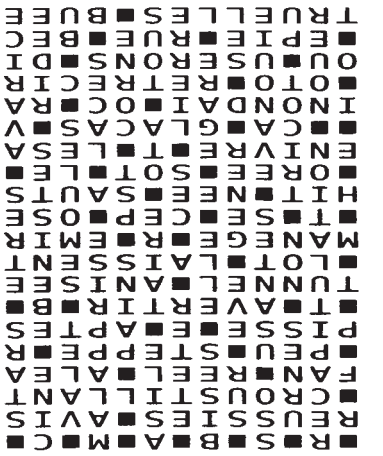


Solutions

Mots codés



Mots fléchés



Sudoku

2 3 7	8 9 6	1 4 5
8 9 6	1 4 5	7 3 2
5 1 4	2 7 3	9 6 8
4 6 5	9 2 1	8 7 3
7 2 3	4 6 8	5 1 9
1 8 9	3 5 7	4 2 6
9 5 2	7 3 4	6 8 1
3 7 8	6 1 9	2 5 4
6 4 1	5 8 2	3 9 7

— NUMEROS UTILES —

Numéros Verts

- Police :	1548
- Gendarmerie nationale :	1055
- Sonelgaz :	3303
- Alerte kidnapping :	104
- Personnes en difficulté ou en détresse :	1527
- SOS Sécurité :	112
- SOS Santé :	115

Urgences

- SAMU :	021 23 50 50
- Police :	17
- Protection civile :	14
- Gendarmerie nationale :	021 96 42 22
- Sapeurs-Pompiers	021 71 14 14
- Sûreté de la wilaya d'Alger :	021 73 00 73
- Centre antipoison :	021 97 98 98
- Centre des grands brûlés :	021 63 29 95
- Institut Pasteur :	021 67 25 02

Hôpitaux

- CHU Mustapha :	021 23 35 35
- CHU Aït Idir :	021 97 98 00
- CHU Ben Aknoun :	021 91 21 63
- CHU Beni Messous :	021 93 15 50
- CHU Kouba :	021 28 33 33
- CHU Bab El Oued :	021 96 06 06
- CHU Bologhine :	021 95 82 24
- CHU El Kettar :	021 96 48 97
- HCA Aïn Naâdja :	021 54 05 05
- Hopital Tixeraïne :	021 55 01 10
- Hopital Zéralda :	021 32 63 94
- Centre Pierre et Marie Curie :	021 23 66 66

Compagnies Aériennes

- Air Algérie :	021 74 24 28
- Tassili Airlines :	021 50 98 58
- Aigle Azur :	021 50 91 91
- Air France :	021 98 04 04

Dépannages

- Gaz :	021 68 44 00
- Electricité :	021 68 55 00
- Service des eaux :	021 67 50 30

Radios

- Chaîne I :	021 21 48 37
- Chaîne II :	021 69 11 70
- Chaîne III :	021 48 15 15
- Radio El Bahdja :	023 70 99 99
- Jil FM :	021 69 27 27
- ENRS :	021 69 34 03/06

Services

- Algérie Télécom	100
- Serveur vocal chèques postaux :	1530
- Seaal :	3394
- Scouts musulmans algériens :	3033
- Association algérienne de psychiatrie :	1512
- Réclamations :	18
- Renseignements / Réveil :	19
- Télégramme :	13

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr	026 21 80 80
- Hôtel El Aurassi	021 74 82 52
- Hôtel Hilton	021 21 96 96
- Hôtel Sheraton	021 37 77 77
- Hôtel Mercure	021 24 59 70
- Hôtel Ibis	021 98 80 20
- Hôtel Albert Premier	021 73 65 06
- Hôtel Safir	0551 42 58 48
- Hôtel El Riadh	021 45 23 58
- Hôtel Mazafran	021 32 00 00
- Hôtel AZ Zéralda	023 32 55 89
- Hôtel Oasis - Kouba	021 77 04 04
- Hôtel New Day - Kouba	023 77 47 47
- Hôtel Mouflon d'Or	021 54 25 62

09h00 : Bonjour d'Algérie
10h30 : Sghir ou Chef
10h45 : Dine Oua Dounia
11h00 : Bnat Essi
11h20 : Bob la Star
11h40 : Antar Nsib Chadad
12h00 : Journal en français
12h25 : Seffi Oua Achrab
13h00 : Dine Oua Dounia
13h15 : Ramadane Chahre Al Qods
13h50 : Iftah Ya Sim Sim
14h05 : Ghazaouet El Rassoul
14h20 : El Mamalike El Talate
14h50 : El Mou'edjiza El Khalida
15h25 : Taouk Ennare
16h15 : Sghir ou Chef
16h30 : Radjeli Chef
17h00 : Journal en amazigh
17h25 : Rihet Lebled : Bruxelles
18h00 : Journal en français
18h25 : Les Savants en Terre d'Islam
19h00 : Journal en arabe
19h30 : Causerie religieuse
19h45 : Coran sous titré en français
20h05 : Concert de chant religieux
20h20 : Antar Nsib Chadad
20h45 : Taxi Crazy
20h50 : Bob la Star
21h20 : Bnat Essi
21h40 : Seffi Oua Achrab
22h15 : Nhar Min Hayati
22h40 : El Hachemi Guerouabi

ALGERIE

.3 — 22h35 : 1939, un dernier été



En France, l'été 1939 a été la dernière période calme avant les déflagrations de la 2e Guerre mondiale. Cet état d'esprit plein de quiétude se retrouve à travers les journaux intimes, les lettres et les images d'amateurs de de cette époque...

.4 — 20h00 : Castle



P.J. Moffet, l'écrivain préféré de Castle, est abattu un soir dans une église où il priait. Alors que l'enquête est confiée à Beckett et à son équipe, Rick met un point d'honneur à trouver l'auteur de ce meurtre. Il contacte donc la veuve du défunt. Celle-ci révèle...

.5 — 19h50 : Au temps des géants



Ce document part à la découverte des 10 plus gros animaux -disparus pour la plupart- qui ont un jour peuplé la planète : le titanoboa, un immense serpent marin, le paraceratherium, le plus gros mammifère jamais découvert,...

6 — 20h00 : 9-1-1



Athena propose à Bobby d'emménager avec elle, mais celui-ci panique. Chimney rencontre un homme sympathique, qui l'aide à trouver un sapin de Noël.

C STAR — 21h50 : Transformers



Trois ans après les événements de Chicago, Cade Yeager, inventeur sans le sou vit au Texas avec sa fille Tessa. Dans un cinéma désaffecté, il récupère un vieux camion Mack, qui s'avère être Optimus Prime. Alors que les Transformers sont hors-la-loi Terre, Harold Attinger...

TMC — 20h00 : Les visiteurs : La Révolution



Après avoir bu la potion du mage, Godefroy et Jacquouille se trouvent coincés en 1793. Retenus prisonniers dans les geôles du Comité de salut public, ils parviennent à s'échapper en provoquant une révolte. Pendant ce temps, Adélaïde et Gonzague de Montmirail...

TFX — 20h00 : Jason Bourne : l'héritage



Alors qu'un journaliste préparant un article sur Jason Bourne a été assassiné, certaines opérations secrètes de la CIA sont mises au jour sur Internet. Byer est chargé d'enquêter sur cette fuite. Il décide de fermer le programme Outcome et d'éliminer...

RMC STORY — 19h55 : Born to kill



En apparence, Donald Neilson était un père de famille et un constructeur indépendant du nord de l'Angleterre tout ce qu'il y a de plus banal. Mais cet ancien militaire était en fait un criminel froid et calculateur, qui a utilisé son passé dans l'armée...

Hôtel - Béjaïa

- Hôtel Les Hammadites **0776 88 22 38**

Hôtel - Tizi-Ouzou

- Hôtel Lalla Khedidja **0795 22 65 77**

AEROPORTS

- Houari Boumédiène - Alger	021 50 91 91	- Rabah Bitat - Annaba	038 52 01 59
- Ahmed Ben Bella - Oran	041 59 10 77	- Mostepha Ben Boulaïd - Batna	023 77 01 10
- Mohamed Boudiaf - Constantine	031 81 01 24	- 8 Mai 1945 - Sétif	0651 88 73 66

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa	029 89 46 20
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa	029 81 60 50
- Hôtel Tahat - Tamanrasset	029 31 21 21
- Hôtel Gourara - Timimoun	049 90 26 27
- Hôtel Touat - Adrar	049 96 99 33
- Hôtel Antar - Béchar	049 81 71 63
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda	035 53 39 04
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda	035 53 43 94
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud	0660 20 88 20
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued	032 11 89 02

Hôtels - Est

- Hôtel Marriott - Constantine	035 53 39 04
- Hôtel Ibis - Constantine	031 99 20 00
- Hôtel Cirta - Constantine	031 92 19 80
- Hôtel Le Majestic - Annaba	038 86 54 54
- Hôtel El Mountazah - Annaba	038 65 24 12
- Hôtel El Hidhab - Sétif	036 51 41 34

Hôtels - Ouest

- Hôtel Sheraton - Oran	041 59 01 00
- Hôtel Royal - Oran	041 29 17 17
- Hôtel Ibis - Oran	041 98 23 00
- Hôtel Renaissance - Tlemcen	043 40 11 11
- Hôtel Les Zianides - Tlemcen	043 27 71 21 à 25
- Hôtel Ziri - Ghazaouet	043 32 30 25

Coupe d'Algérie de volley-ball - Messieurs

Finale inédite entre le GS Pétroliers et l'OMK El Milia

La finale de la 53e édition de la Coupe d'Algérie de volley-ball (messieurs), prévue ce soir (23h00) à la salle omnisports du complexe olympique Mustapha-Tchaker (Blida), mettra aux prises le GS Pétroliers, détenteur du trophée avec l'OMK El Milia, qui tentera de créer la surprise pour s'offrir son premier titre.
Cette finale inédite verra, d'un côté, le GS Pétroliers, spécialiste de l'épreuve avec 12 trophées, tenter de conserver «son bien», et de l'autre, le club d'El Milia (Jijel) qui dispute la deuxième finale seulement de son histoire.
Si les Pétroliers, qui ont raté pour la deuxième année consécutive le titre de champions lors des play-offs disputés en avril, partent avec les faveurs des pronostics, les volleyeurs d'El Milia, finalistes malheureux en 2017, sont déterminés à réaliser l'exploit et décrocher le premier titre de l'histoire du club. Les joueurs du GS Pétroliers, vainqueurs à deux reprises de l'OMK durant cet exercice, abordent cette finale dans la sérénité et l'ambition de sauver la saison en conservant le trophée acquis l'an dernier face au NR Bordj Bou-Arréridj (3-1).

«Une finale de Coupe d'Algérie est différente par rapport aux confrontations en championnat. Nous connaissons très bien cette équipe d'El Milia et nous avons axé notre préparation sur comment contourner ses points forts», a déclaré le joueur du GS Pétroliers, Ayoub Dekkiche. «C'est le dernier match de la saison, nous allons donner le maximum pour décrocher le trophée et finir l'exercice 2018-2019 en beauté». Afin de préparer la finale dans les meilleures conditions, les Pétroliers ont été en mise au vert à partir de mercredi à Blida, a fait savoir le volleyeur du GSP. De son côté, l'OMK, grande révélation des dernières saisons parmi l'élite, s'apprête à disputer la deuxième finale de son histoire sans aucun complexe après avoir franchi les tours préliminaires avec brio, dont une opposition intense en demi-finales face à l'ES Tadjenanet remportée au tie-break après plus de 2h 30min de jeu. Jeudi, la formation de Jijel comptera sur la fougue de sa jeune garde pour venir à bout du GSP et sa pléiade d'internationaux à l'image des frères Dekkiche, le passeur Hakmi et le libero Saïdi.



«La pression sera du côté du GSP, on sera plus libérés avec nos jeunes dont certains jouent leur première finale mais qui sont hyper motivés. Ça reste une finale qu'on va jouer à fond, ce sera du 50-50», a analysé le volleyeur de l'OMK, Massinissa Azem. Pour ce dernier, l'objectif a été «plus qu'atteint» en arrivant en finale laquelle, selon lui, se jouera sur de petits détails et dont les clés sont «une concentration maximale, la motivation, l'engagement et le respect des consignes du staff technique». Hormis quelques bobos, l'OMK se présentera au grand complet pour continuer à rêver d'un premier trophée venant garnir son palmarès encore vierge.

Bilel C.

Mouvement sportif algérien

Des acteurs participent à une collecte de sang à Alger

Une grande affluence, composée essentiellement des acteurs du mouvement sportif algérien, a caractérisé la campagne de collecte de sang organisée, lundi en soirée, au niveau de l'esplanade de Riadh El Feth (Alger) par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), en collaboration avec l'Agence nationale du sang (ANS). Rehaussée par la participation des ministres de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, et du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, ainsi que du président du Comité olympique et sportif algérien (COA) et patron de l'Association des Comités nationaux olympiques d'Afrique (ACNOA), Mustapha Berraf, l'opération a consacré, l'espace d'une soirée, les valeurs nobles de solidarité et d'entraide sociale des sportifs, dirigeants, cadres, responsables d'institutions sportives, avec les malades. «Cette initiative humanitaire et caritative a été initiée afin d'essayer d'élargir ce genre d'actions de sensibilisation auprès du mouvement sportif national dans ses différents corps (ministère, COA, fédérations, clubs, dirigeants, entraîneurs, athlètes, arbitres, supporters, journalistes et toute la société civile)», a expliqué à l'APS le président de l'ONJSA, Youcef Tazir, très content de l'affluence qu'a connue le rendez-vous. Nouvellement inscrite dans le cadre des activités de l'ONJSA, cette opération avait pour objectif d'alimenter les différents établissements hospitaliers en sang pour la prise en charge des malades. Encadrée par des médecins et paramédicaux de l'ANS, cette action caritative a traduit l'élan de solidarité entre les Algériens durant ce mois sacré de Ramadhan. Outre les personnalités sportives, l'initiative a enregistré la participation de plusieurs cadres du ministère de la Jeunesse et des Sports, de directeurs de la jeunesse et des sports nouvellement désignés, de présidents de fédération, d'anciennes joueuses internationales de handball, de journalistes, d'athlètes de l'équipe nationale de Muay Thai et de lutteurs, entre autres.
Les initiateurs ont promis de renouveler l'opération à chaque fois que c'est possible, et de l'inscrire dans le plan d'action annuel de l'ONJSA, au même titre que les autres activités qui ont eu un écho favorable auprès de la société.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE BISKRA
DAIRA DE BISKRA
COMMUNE DE BISKRA
DIRECTION DES FINANCES ET PATRIMOINES
SERVICE DES MARCHES
NIF : 096207019069519

AVIS D'ANNULATION L'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Conformément à l'article N° 73 du décret présidentiel N° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'APC de BISKRA lance un avis d'annulation d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 02/2019, publié dans le journal **L'Echo d'Algérie** le 18/05/2019 relative à : **LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES A TRAVERS LA VILLE DE BISKRA**

- LOT N° 01 / Secteur N° 01
- LOT N° 02 / Secteur N° 02
- LOT N° 03 / Secteur N° 03
- LOT N° 04 / Secteur N° 04
- LOT N° 05 / Secteur N° 05

- Pour correction du cahier des charges.

L'Echo d'Algérie : 30/05/2019 **Anep : 1916 012 391**

République Algérienne Démocratique et Populaire

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE
DIRECTION DE L'EDUCATION D'EL OUED
NIF : 099039019044516

AVIS D'ANNULATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHE

Conformémentà, l'article 78 alinéa 2 du décret présidentiel 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics.
La Direction de l'Education d'El Oued annonce l'annulation de l'attribution provisoire du marché N° 06/2018 relatif à : «**Equipement de 09 demi-pensions type 200 R pour le secondaire**», paru dans les journauxnationaux suivants :
- **El Bilad** le 05/12/2018 et **L'Echo d'Algérie** le 05/12/2018.
Le marché est déclaré annulé comme suit :

Projet	Attribution provisoiore	N° Fiscale	Observation
Equipement de 09 demi-pensions type 200 R pour le secondaire	CHAIA AHMED	196939010152626	

L'Echo d'Algérie : 14/04/2019 **Anep : 1916 008 666**

Équipe nationale

Le milieu récupérateur, souci majeur de Belmadi

On ne le répétera jamais assez : le milieu de terrain est devenu le maillon faible de la sélection algérienne ces dernières années. Du coup, ce compartiment donne beaucoup de soucis au sélectionneur national, Djamel Belmadi, avant quelques semaines de la phase finale de la coupe d'Afrique des nations qui débutera le 21 juin prochain en Egypte.

Il faut dire que jusque-là, les options prônées par Belmadi ne lui ont pas donné entière satisfaction, raison pour laquelle il songe à d'autres alternatives. Pour son grand malheur aussi, trois éléments sur lesquels il misait dans l'entrejeu, en l'occurrence, Chita, Mehdi Abeid et Victor Lekhal, ne sont pas disponibles. Le premier est out depuis deux mois, le second revient juste d'une blessure et manque ainsi de temps de jeu, alors que le troisième est forfait pour près d'une année, à cause d'une blessure contractée lors de sa première sélection avec les Verts. Même le recours au duo Bentaleb-Taïder, qui a souvent formé le milieu de terrain algérien n'est plus permis. Le premier s'apprête à passer sur le billard, alors que le second ne convainc plus. Taïder ne disputera vraisemblablement pas sa troisième Coupe d'Afrique des Nations après celle jouée en Guinée équatoriale, mais aussi celle du Gabon. Une nouvelle à laquelle ne s'attendait pas le joueur, puisque régulier avec son club à Montréal, et convoqué par Djamel Belmadi depuis que ce dernier a pris les rênes du staff technique national. Il pensait prendre part à cette compétition, mais Belmadi a tranché. Du coup, le coach national décide de composer un tout nouveau duo au niveau du milieu récupérateur. Cela a amené Belmadi à suivre les différents championnats, et a mis la main sur Belkebla, un ancien de la maison, puisqu'il a fait partie de la campagne qualificative de l'EN des U23 aux JO, et a même pris part au tournoi. En plus, cette année, il a fait une grande saison avec Brest avec qui il est monté au palier supérieur, un tas de raisons pour lui faire confiance. Ainsi, Belkabla a reçu une pré-convocation au même titre qu'une trentaine de joueurs tous présélectionné par Belmadi, mais son cas à lui est spécial, il a plus de chance par exemple qu'un Boudebouz, aussi présélectionné, d'être dans le groupe final, et lorsqu'on prend note de la blessure de Bentaleb, il est plus que sûr que Belkebla fera partie du groupe qui entamera la préparation de la CAN ces jours-ci. Il devrait donc renforcer un



milieu qui verra le retour de Guedioura, et où il y a déjà des éléments comme Boudaoui, voire Benkhemassa, ainsi que Bennacer le super polyvalent qui peut assumer aussi bien dans un rôle offensif que défensif, cela donne assez d'alternatives pour Belmadi qui va exploiter les quelques deux semaines qui nous séparent du premier test contre le Burundi pour mettre en place un plan au milieu, et trouver la meilleure association possible.

Bessa N.

Schalke 04

Bentaleb ne veut pas partir

Alors que plusieurs médias allemands avaient placé le milieu algérien Nabil Bentaleb sur la liste des indésirables à Schalke, ce dernier n'a pas l'intention de partir. D'après Bild, Nabil Bentaleb ne souhaite pas quitter le club la saison prochaine et aimerait continuer son aventure avec au Schalke 04 jusqu'à la fin de son contrat soit juin 2021. Le nouveau directeur sportif ne souhaite pas garder Bentaleb après ses nombreux problèmes la saison écoulée mais le joueur dont le salaire brut annuel approche les 5 millions € selon Sportune, ne veut pas partir. Pour rappel Bentaleb ne devrait pas être présent lors du prochain regroupement de l'EN pour cause de blessure, lui qui n'a pas joué et se contente à s'entraîner depuis plusieurs semaines.

Vitesse Arnhem

Darfalou retrouve la compétition

L'international algérien, Oussama Darfalou, était présent, ce mardi, sur le banc de son équipe lors de la défaite des siens (0-2) face à Utrecht. L'ancien attaquant de l'USM Alger est resté absent pendant près de deux semaines à cause d'une blessure à la cheville. Il n'aura pas été incorporé pour la dernière de Vitesse Arnhem, cette saison. Le buteur algérien pourrait donc faire partie de la liste des 23 joueurs qui seront convoqués pour la Coupe d'Afrique des Nations. Le sélectionneur, Djamel Belmadi, dispose de plusieurs options pour le poste d'avant-centre.

FC Sion

Abdellaoui de retour à la compétition dans 3 semaines

Opéré il y a quelques jours suite à la détection d'une anomalie électrique cardiaque avec risque d'arythmie; Ayoub Abdellaoui a annoncé sur Instagram son retour à la compétition sous trois semaines et son forfait pour la CAN. Le joueur du FC Sion (Super League suisse) a ainsi rassuré sur son état de santé après avoir écourté sa saison suite à la détection d'une anomalie cardiaque révélé par les médias suisses et confirmée par son club. Une opération chirurgicale préventive par cathéter a été réalisée afin de permettre au joueur de reprendre la compétition dès la saison prochaine. Utilisé 26 fois toutes compétitions confondues au cours de cette saison, Ayoub Abdellaoui a effectué une première saison en Europe pleine où il a su s'imposer dans un poste de défenseur latéral gauche. Convoqué par Djamel Belmadi en mars dernier avec une titularisation face à la Gambie (1-1), l'absence de l'ex-international U23 constitue un élément de plus avec lequel le sélectionneur a du composer à l'heure d'officialiser sa liste des 23.

Selon «la Gazzetta dello Sport»

Négociations avancées du Napoli pour Bennacer ?

Les négociations entre la direction du club de Naples et celle d'Empoli seraient très avancées pour la finalisation du transfert de l'international algérien, Ismaël Bennacer, lors de ce mercato d'été selon les informations de *la Gazzetta dello Sport*. Il ne resterait plus que quelques détails sur le volet financier pour conclure ce deal à quelques semaines du début du mercato. Les responsables d'Empoli demanderaient 10 millions € pour se séparer du jeune milieu de terrain. Le directeur sportif du Napoli, Cristiano Giuntoli, a proposé de payer quelques millions de moins et de les transformer en bonus payable en cas de bonne performance d'Ismaël Bennacer. L'ancien joueur d'Arsenal a réalisé une très bonne 1re saison en Serie A italienne, il est pisté par de nombreux clubs européens.

Fenerbahçe

Basaksehir active la piste Slimani

Malgré une saison très compliquée sous les couleurs de Fenerbahçe, Islam Slimani pourrait bien rester en Turquie et porter les couleurs d'une nouvelle équipe. Selon plusieurs médias, l'attaquant algérien qui souhaite revenir en Angleterre se trouve dans le viseur du club de Başakşehir, le dauphin de Galatasaray en Süperlig.
Le quatrième club d'Istanbul qui termine sur le podium depuis trois saisons compte dans son effectif trois avants-centres, mais aucun ne s'est particulièrement distingué.
Le Bosnien Riad Bajic âge de 25 ans et qui est en fin de contrat a marqué 6 buts, alors que le togolais Emmanuel Adebayor, 35 ans n'en a marqué que trois. Enfin, arrivé au mercato le Sénégalais Demba Ba, 34 ans a marqué deux buts en cinq matchs. Le principal atout offensif de Basaksehir, c'est le Brésilen Robinho, 35 ans, qui évolue comme «9 et 1/2». Il a marqué 12 buts et offert 5 passes. Islam Slimani qui n'a que 30 ans parait jeune par rapport à l'effectif du club et malgré sa saison ratée avec un seul but en 15 match en championnat, l'Algérien a une certaine expérience européenne et internationale lui qui a marqué trois buts en Europa League cette année.Un atout pour une équipe de Basaksehir qui aura besoin de se renforcer pour jouer la Champions League.

Saudi Pro League

Rahmani rejoint le Damac Club

Les gardiens algériens ont la cote en Arabie saoudite. Le nouveau promu en Saudi Pro League, le Damac FC, a annoncé l'arrivée de gardien international algérien Chemseddine Rahmani pour porter le total des gardiens algériens dans le championnat saoudien à quatre. En fin de contrat avec le CS Constantine, Rahmani, 28 ans, a signé un contrat d'une année avec le club d'Abha et pour rejoindre ses trois compatriotes Raïs M'Bolhi (Ettifaq), Azzedine Doukha (Al-Raed) et Malik Asselah (Al Hazm). Rahmani, qui compte une sélection en équipe nationale, quitte le championnat algérien après 5 saisons dans l'élite avec le MO Béjaïa et le CS Constantine. Le natif d'Annaba, qui a également passé par le HAMRA Annaba et l'USM Annaba, a remporté la Coupe d'Algérie en 2015 avec le MOB, et le championnat Ligue 1 Mobilis avec le CSC la saison dernière.

USM Alger

Quel avenir pour le champion d'Algérie ?

Mardi soir, les joueurs et le staff technique de l'USMA ont reçu le trophée de champion d'Algérie 2018-2019 en présence d'une foule immense au stade Omar-Hamadi.

Les fans sont venus en masse fêter l'événement au point où des centaines de supporters n'ont pu accéder à l'intérieur de l'enceinte. Bologhine s'est paré de ses plus beaux atours, le rouge et le noir, les couleurs du club, prédominait la scène dans une ambiance grandiose que seuls les Usmistes savent créer. Ces derniers ont célébré majestueusement le 8e titre avec faste et grandiloquence. Si le public a répondu présent, ce n'est pas le cas des officiels qui ont brillé par leur absence.
En effet, ni le président de la FAF Kheireddine Zetchi, ni son homologue de la LNF Abdelkrim Medouar, n'ont assisté à la cérémonie. Ce qui est considéré comme un manque de respect au club, mais aussi un manquement aux engagements de la part du premier responsable de la Ligue dont la présence est exigée dans ce genre de cérémonie. Car c'est à lui qui incombe la remise du trophée au club vainqueur du championnat d'Algérie.
C'est du moins ce qui se fait traditionnellement. A moins d'un empêchement majeur, comment peut-on alors interpréter sa défection à Bologhine ? Il faut noter aussi l'absence remarquée de Rebouh Haddad qui n'a pas daigné fêter le sacre de son club avec les supporters. Des signes qui ne trompent pas. Malgré le titre, l'USMA traverse l'une des crises les plus difficiles de ces dernières décennies. Un club lâché par ses sponsors, des joueurs dont les salaires n'ont pas été depuis des mois, des comptes bloqués et surtout un président sous les verrous, l'avenir immédiat de l'USMA suscite des inquiétudes, mais aussi des interrogations. Tout le monde est dans l'expectative craignant des lendemains incertains pour le club le plus titré localement depuis le début du 21e siècle. Dans le contexte politique actuel, l'USMA risque d'être une victime collatérale des changements que connait le pays. Du moins l'on ne connaît pas quel sort lui sera réservé sachant que le propriétaire majoritaire du club est poursuivi par la justice et ses affaires sont gelés. Si cette situation perdure, l'USMA pourrait connaître une grande saignée. Déjà des joueurs cadres comme Meziane, Zemmamouche et Chafaï sont annoncés partants. Ceux qui sont en fin de contrat risquent de rapidement leur emboiter le pas. Les autres ne vont pas attendre éternellement. D'ailleurs, le directeur général du club Abdelhakim Serrar, a tiré la sonnette d'alarme avant de démissionner au lendemain du match gagné contre le CSC.



Pour lui, l'horizon de l'USMA est bouché. C'est d'ailleurs l'une des principales raisons qui l'a poussé à rendre le tablier. Maintenant que les lampions de la fête se sont éteints, il est urgent pour les dirigeants de prendre conscience de la situation fébrile et dangereuse dans laquelle se trouve le club. il n'y a pas de temps à perdre, surtout que l'équipe s'apprête à retrouver la Ligue des champions. Les pouvoirs publics doivent également intervenir pour essayer de trouver une solution pour une sortie de crise, maintenant que les Haddad sont appelés à partir. Comment peut-on récupérer leurs actions, alors que le capital du club est estimé à plus de 100 milliards de centimes. Trouver un nouvel investisseur privé capable de mettre cette somme sur la table ou mettre le club sous la tutelle d'une société publique, telles sont les solutions préconisées, mais qui sont loin d'être évidentes dans un contexte économique difficile, même si l'USMA reste l'un des clubs le plus représentatif du pays. Une chose est sûre cependant, la situation est alarmante et elle a besoin d'être traitée dans les plus brefs délais.

Ali Nezlioui

Les Rouge et Noir héritent d'un sacre extrêmement piégé

A peine après avoir célébré son huitième sacre de champion en titre, l'USM Alger, risque de connaître des turbulences sans précédent en prévention à la prochaine saison de 2019-2020, qui sera distinguée par sa participation a une échéance continentale. Ayant fini la saison en apothéose, les Rouge et Noir, sont en effet, appelés a entamer tôt leur préparation d'avant de saison en prévention au tour préliminaire de la Champions league africaine, prévue, à partir du mois d'août prochain, ce qui ne laisse pas forcément beaucoup du temps aux dirigeants de Soustara pour déployer les moyens nécessaires a l'occasion de ce rendez-vous.
Mais endetté jusqu'au cou a la suite de la récente suspension des comptes bancaires du club en conséquence aux enquêtes menées à l'encontre du propriétaire, qui est toujours incarcéré à la prison d'El Harrach, ainsi que la démission du directeur général, Hakim Serrar, les Algérois, demeurent en mauvaise posture afin de pouvoir concrétiser une préparation adéquate.
En effet, les protégés d'Ouled El Bahdja, auront du mal cette fois-ci, à renforcer leur effectif par de nouvelles recrues a cause de la crise financière, non pas seulement, ils risquent aussi de subir des sanctions fatales par LFP, s'ils ne régularisent pas à temps les dus de leurs désormais ex-joueurs, puisque plusieurs d'entre eux ont annoncé leur départ après cette fin de saison en raison des préoccupations salariales qui règne depuis quelque temps les coulisses Usmistes, surtout que les contrats avec les partenaires officiels sont pratiquement, tous résilié a la demande de ces derniers, à l'image de l'opérateur téléphonique Djezzy et le concessionnaire d'automobile KIA. Par ailleurs, l'entreprise actionnaire majoritaire de tenant du titre, prévoit face à de telles circonstances, de mettre en vente tous ses actions, mais selon plusieurs sources.

JS Kabylie

Aïboud : «Oui, j'ai été contacté et je rencontrerai les dirigeants incessamment»

Afin d'en savoir davantage sur ce dossier, on a pris attache avec Aïboud qui se trouve actuellement en mode repos. Il a donc confirmé les contacts avec son ancien club mais assure que pour l'instant, il n'a pris aucune décision concernant son avenir : «C'est vrai, j'ai reçu dernièrement un contact de mon ancien club la JSK. Pour ne rien vous cacher, je suis quotidiennement en contact avec certains dirigeants qui m'ont d'ailleurs confirmé le vœu de la direction actuelle de m'engager. Personnellement, je n'ai pris pour l'instant aucune décision, on vient juste de terminer le championnat. Je vais profiter de ces derniers jours du mois de carême en famille mais je vous annonce que bientôt je rencontrerai les dirigeants de la JSK.»

Déclarations de Mellal sur la prime de motivation au CSC

Le chairman kabyle risque gros, selon l'AAACS



Dans ses ardeurs incontrôlées à vouloir dénoncer la magouille dans le football national, le président de la JS Kabylie, Cherif Mellal, arrive souvent à fouler aux pieds l'obligation de réserve à laquelle il est tenu. Réagissant dernièrement au match CSC-USMA, dont l'issue (3-1) a consacré cette dernière championne d'Algérie, Mellal y a vu un arrangement qui aura pénalisé son équipe qui était en embuscade à un point du leader.
Voulant conforter ses accusations, il a révélé publiquement qu'il avait consenti à accorder une prime de motivation de 20 millions à chaque joueur constantinois», justifiant que cela «se fait ailleurs». Un argument que le président de l'Académie algérienne de lutte contre la corruption dans le sport (AAACS), Ahmed Benamar, bat en brèche. «Si de tels agissements sont tolérés dans plusieurs pays, dont l'Espagne et l'Italie», le président de l'AAACS souligne, en effet, une déclaration «grave et irresponsable, qui est condamnable par le code pénal algérien», a-t-il révélé mercredi. Enfin, le président de l'AAACS, qui a vu le jour, officiellement, il y a seulement une semaine après trois ans d'attente a accablé Mellal, estimant que «c'est irresponsable de sa part et je pense que les lois qui régissent le sport dans le monde et en Algérie, surtout la Charte olympique, ne permettent pas ce genre d'aveux et le punissent avec fermeté», met-il en garde. Il faut savoir que selon l'article 119 du règlement du championnat professionnel concernant l'influence, l'arrangement et la pression, «toute prime offerte par une personne étrangère au club concerné est assimilée à une tentative d'influence sur le résultat du match, quel que soit le moyen utilisé. La personne impliquée et son équipe feront l'objet de mesures disciplinaires mentionnées dans le code pénal», est-il mentionné.

L'ECHO D'ALGERIE
INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Météo	Alger	Oran	Constantine	Béchar	Ouargla
Min° / Max°	12°/22°	16°/24°	7°/21°	22°/34°	19°/33°

Horaires des prières Alger	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
	03:44	12:46	16:36	20:03	21:40

Présidence

Plusieurs ambassadeurs présentent leurs lettres de créance au chef de l'Etat

Le chef de l'Etat Abdelkader Bensalah a reçu, hier, au siège de la Présidence de la République, à Alger, plusieurs ambassadeurs qui lui ont présenté leurs lettres de créance.

L'ambassadeur américain en Algérie John P. Desrocher a indiqué dans une déclaration à la presse, au terme de cette audience, que les deux pays avaient des intérêts communs soutenant qu'il aspirait à «travailler avec les Algériens pour le renforcement des relations entre nos gouvernements et nos peuples». Pour sa part, l'ambassadrice du Canada, Patricia Mccullagh a relevé qu'elle avait échangé avec Bensalah sur les relations bilatérales qu'elle a qualifiées d'»excellentes» entre les deux pays, ajoutant qu'ils étaient des «partenaires clés et des amis très proches». «J'ai souligné qu'on a de très bonnes relations dans le domaine économique et commercial et quelque 100 000 algériens établis au Canada», s'est-elle réjouie, ajoutant avoir saisi cette occasion pour féliciter «le peuple algérien et les autorités pour le bon déroulement du mouvement social dans cette période historique» Elle a relevé que le Canada suivait de «très près» ce qui se passait en Algérie et exprimé son souhait «d'un avenir prospère et démocratique». De son côté, l'ambassadrice de Cuba en Algérie, Clara Margarita Pulido Escandell, a indiqué que les deux pays entretenaient une relation «très étroite, très profonde et très historique» ajoutant que «nous sommes ici pour continuer à travailler pour maintenir et renforcer cette relation».
L'ambassadeur du Portugal a relevé, quant à lui, que les relations entre les deux pays étaient «assez fortes» et partageaient une «vraie amitié», soulignant que ces relations s'élargissaient à une «quantité de domaines qui ne font que s'agrandir». Pour sa part, l'ambassadeur de l'Ouganda en Algérie, John Chrysostom Alintuma Nsambu a indiqué avoir évoqué avec Bensalah le soutien de l'Algérie à son pays, et aussi «la période de transition que connaît l'Algérie pour bâtir un avenir meilleur». Il a également salué le soutien de l'Algérie dans le domaine économique, l'octroi de bourses d'études aux étudiants ougandais (au nombre de 600) ainsi que dans le volet sécuritaire à travers la formation des éléments de la police ougandaise. De son côté, l'ambassadeur de la Russie en Algérie, Igor Beliaev a indiqué que cette audience était l'occasion de passer en revue les relations bilatérales, exprimant sa satisfaction du niveau des relations traditionnelles d'amitié entre les deux pays.
«Je ne ménagerai aucun effort pour renforcer davantage les relations bilatérales dans divers domaines notamment politique, économique, culturel et d'investissement, a-t-il souligné. L'ambassadrice du Danemark, Julie Pruzan-Jorgensen, a exprimé, quant à elle sa satisfaction du renforcement «considérable» des relations bilatérales «en si peu de temps» entre les deux pays, soulignant qu'ils avaient toujours des relations «très bonnes et amicales», avec la signature de plusieurs accords. L'ambassadeur de l'Etat des Emirats arabes unis, Youcef Saif Khamis Subaa Al Ali, a indiqué que les relations entre les deux pays étaient de «haut niveau» et «nous travaillons pour leur développement encore davantage». Il a ajouté que son pays était le «1er investisseur» en Algérie à hauteur de 10 milliards de dollar, ajoutant que «nous œuvrons à davantage de développement en ce qu'il y a de meilleur notamment dans le volet touristique, de l'agriculture et de transport».
L'ambassadeur de Tunisie, Naceur Essid a indiqué avoir



présenté un exposé sur les relations bilatérales, ajoutant que les deux pays avaient des relations «historiques, stratégiques et distinguées». Il a ajouté avoir transmis les salutations du président tunisien, Béji Caïd Essebsi à Bensalah et évoqué les prochains agendas entres les deux pays notamment la tenue de la commission mixte algéro-tunisienne. L'ambassadeur du Chili, Carlos Olguin a indiqué quant à lui, avoir évoqué les relations de «longue date» entre les deux pays.

T. M.

Sommet arabe extraordinaire

Bedoui y prend part à Djeddah



Le Premier ministre Noureddine Bedoui effectue sa 1ère activité et sortie à l'étranger en tant que Premier ministre aujourd'hui à l'occasion de sa participation au sommet extraordinaire de la Ligue des Etats arabes. La dernière activité effectuée par Bedoui remonte au 14 mars dernier quand il avait animé une conférence de presse avec l'ancien vice-Premier ministre Ramtane Lamamra. Depuis lors, Bedoui n'a effectué que des activités protocolaires. L'Arabie saoudite abrite à partir de ce jour à Djeddah trois sommets (Golfe, arabe et islamique), dans une tentative de dégager une position arabe et islamique commune à l'égard de nombreuses questions, en tête desquelles les tensions survenant dans la région du Golfe à la suite des agressions ayant ciblé des navires commerciaux dans les eaux territoriales des Emirats arabes unis (EAU), l'acte de sabotage des deux stations de pompage en Arabie saoudite, la cause palestinienne, ainsi que la crise au Yémen.

Investissement dans le tourisme durable en Bulgarie

Benmessaoud y participe

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, prend part, aujourd'hui en Bulgarie, à la conférence sur l'investissement dans le tourisme durable. Organisée par le ministère bulgare du Tourisme et le Conseil consultatif de la Conférence internationale sur l'investissement touristique, cette conférence qui s'étalera sur deux jours, vise à «encourager les débats mondiaux autour du thème de l'investissement dans le tourisme durable, à asseoir les passerelles de coopération et à créer de nouvelles opportunités pour les différents acteurs et innovateurs dans le domaine des affaires». Outre le renforcement des capacités techniques et l'échange d'expériences en matière de nouveaux mécanismes relatifs au financement des projets au sein d'une économie partagée et durable, cette conférence permettra, également, de «mettre en place une plateforme spécifique à l'investissement touristique en présence des décideurs dans le domaine du tourisme, notamment des ministres, des porteurs de projets et des investisseurs». Cette conférence «sera une opportunité pour le ministre du Tourisme pour examiner les moyens de renforcement et de développement des relations algéro-bulgares, ainsi qu'avec les autres pays qui participent à cet évènement international».



• Sénat

Le rapport portant demande de levée d'immunité de Djamel Ould Abbes et Saïd Barkat soumis au bureau du Conseil

La Commission des affaires juridiques, administratives, des Droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation a approuvé, ce mercredi, le rapport qu'elle a élaboré concernant la demande du ministre de la Justice, garde des Sceaux portant activation de la procédure de «levée d'immunité parlementaire» des sénateurs Djalal Ould Abbes et Saïd Barkat et décidé de le soumettre au bureau du Conseil. «Conformément aux dispositions de l'article 127 de la Constitution et l'article 125 (alinéas 2 et 3) du règlement intérieur du Conseil de la nation et dans le cadre de l'examen de la demande du ministre de la Justice, garde des Sceaux portant activation de la procédure de levée d'immunité parlementaire des deux membres du Conseil de la nation, Djamel Ould Abbes et Saïd Barkat, la Commission des affaires juridiques, administratives, des Droits de l'Homme, de l'organisation locale, de l'aménagement du territoire et du découpage territorial du Conseil de la nation a tenu mercredi une réunion présidée par Noureddine Bellatrache, président de la commission, consacrée à la présentation du rapport qu'elle a élaboré à ce sujet», lit-on dans le communiqué du Conseil. «Après approbation du rapport, la Commission a décidé de le soumettre au bureau du Conseil», ajoute la même source.

• Examen de fin de cycle primaire

Fuite des sujets sur facebook

Le ministre de l'Education nationale a visiblement parlé un peu trop vite en assurant la semaine dernière dans un entretien que «toutes les conditions sont réunies pour assurer un bon déroulement des examens de fin d'année et sécuriser les épreuves». Et pour cause, ce matin, à peine une demi-heure après le début des épreuves de l'examen de fin de cycle primaire, le sujet de langue arabe était déjà sur Facebook, accompagné de réponses. Abdelhakim Bélabed, qui donnait le coup d'envoi de réexamen à partir de la wilaya de Naâma a assuré que «l'impact de ces fuites est très limité» Ajoutant que «dans la soirée de mardi des faux sujets ont été diffusé sur Facebook pour dérouter les candidats». Le ministre situe la fuite au niveau des secrétariats des centres d'examens ou «des moyens illégaux ont été employés pour prendre en photo les sujets. Les auteurs de ces fuites veulent porter atteinte à la crédibilité de cet examen et saper le morale des candidats, juge le ministre qui promet, des enquêtes administratives pour identifier les auteurs de la fraude qui doivent, selon lui répondre de leurs actes devant la justice».

